

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

MARCHÉS RELATIFS
AUX
SUBSISTANCES MILITAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 5 Décembre 1911, à 3 heures

PAR

GABRIEL VERZAUX

Président : M. JACQUELIN, professeur
Suffragants { MM. CHAVEGRIN, professeur
JÈZE, professeur

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU
ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

MARCHÉS RELATIFS

AUX

SUBSISTANCES MILITAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

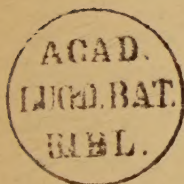
sera soutenu le Mardi 5 Décembre 1911, à 3 heures

PAR

GABRIEL VERZAUX

Président : M. JACQUELIN, professeur

Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur*
JÈZE, professeur



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

INTRODUCTION

L'Etat de paix armée dans lequel vivent actuellement les grands états modernes les oblige à entretenir de grandes armées permanentes.

Cet entretien entraîne pour ces puissances des dépenses énormes ; en plus des frais d'armement et de mise en état de défense des places fortes, il y a lieu de s'inquiéter des dépenses occasionnées par les casernements, les frais d'équipement, de solde, d'alimentation des hommes de troupe et d'animaux, etc...

Il n'est pas dans notre plan de rechercher comment l'Etat français pourvoit à ces charges diverses. Nous aborderons simplement, parmi ces nombreux chapitres de dépenses, celui concernant l'alimentation des hommes de troupe et des animaux. Nous étudierons donc les marchés passés par l'Etat relativement à cet entretien, c'est-à-dire les marchés passés pour les subsistances militaires.

Nous diviserons notre étude en deux parties.

Première partie. — Dispositions générales communes à plusieurs branches du service des subsistances.

Deuxième partie. — Dispositions particulières à chaque branche du service. La première partie comprendra :

Chapitre I. — Objet du service. Son organisation. Personnel d'exécution.

Chapitre II. — Moyens auxquels l'administration de la guerre a recours pour constituer ses approvisionnements. Caractère des marchés de fourniture.

Chapitre III. — De l'adjudication.

Chapitre IV. — Réglementation des marchés de subsistances. Refonte de cette réglementation.

Chapitre V. — Passation des marchés par adjudication publique.

Section I. — Règles communes aux adjudications.

Section II. — Règles applicables aux adjudications simples.

Section III. — Règles applicables aux adjudications restreintes.

Chapitre VI. — Marchés de gré à gré.

Chapitre VII. — Prix limites.

Chapitre VIII. — Cautionnements.

Chapitre IX. — Provenance des fournitures ; leur réception. Répression des fraudes.

Chapitre X. — Commission d'appel.

Chapitre XI. — Fournitures refusées ou ajournées. Retards. Cas de force majeure.

Chapitre XII. — Cas de résiliation de marchés. Marchés par défaut.

Chapitre XIII. — Règlement des dépenses. Payements.

Chapitre XIV. — Contestations.

Chapitre XV. — Conditions de travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.

La seconde partie : Dispositions particulières à chaque branche du service, comprendra trois titres comme ce service comprend trois branches.

Titre I. — Les Vivres.

Ce service étant exécuté soit en gestion directe, soit à l'entreprise, ce titre comprendra deux chapitres :

Chapitre I. — Fonctionnement du service dans la gestion directe. La gestion directe a pour but de constituer des approvisionnements de blé, de farine, de pain, de petits vivres, de conserves de viande et de salaisons dans des magasins gérés par des officiers et de procéder à la transformation de certaines denrées. Une section sera consacrée à l'étude de chacun de ces approvisionnements.

Section I. — Approvisionnement en blé.

Section II. — Approvisionnement en farine ; mouture.

Section III. — Approvisionnement en pain.

Section IV. — Approvisionnement en petits vivres.

Section V. — Approvisionnement en conserves de viande.

Section VI. — Boucheries militaires.

Chapitre II. — Fonctionnement du service dans l'entreprise.

Le service, au lieu d'être assuré par des officiers ges-

tionnaires, est exécuté par des entrepreneurs, et la fabrication, au lieu d'être confiée aux manutentions militaires, est opérée par la main-d'œuvre civile. Nous étudierons alors :

Section I. — Entreprise des moutures.

Section II. — Fabrication et fourniture du pain de troupe.

Fabrication et fourniture du pain de guerre.

Section III. — Constitution de certains approvisionnements.

Il est des denrées que les corps de troupes doivent se procurer directement, l'administration de la guerre ne les leur fournissant pas. Il est alors alloué à chaque homme de troupe des prestations à cet effet ; les hommes forment une réunion pour vivre en commun au moyen de ces prestations, cette réunion constitue un « ordinaire ». Les ordinaires passent des marchés pour l'achat des denrées qui leur sont nécessaires ; nous étudierons alors dans un

Chapitre III, les marchés passés par les ordinaires.

Titre II. — Service des fourrages.

Ce service est aussi exécuté en gestion directe et à l'entreprise ; d'où :

Chapitre I. — Fonctionnement du service dans la gestion directe.

Chapitre II. — Fonctionnement du service à l'entreprise.

Titre III. — Service du chauffage.

Ce service étant rattaché aux subsistances militaires, il est nécessaire que nous en disions quelques mots pour être complet.

MARCHÉS RELATIFS AUX SUBSISTANCES MILITAIRES

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales ou communes à plusieurs
branches du service des subsistances.

CHAPITRE PREMIER

OBJET DU SERVICE. — SON ORGANISATION. —

PERSONNEL D'EXÉCUTION

Le service des subsistances militaires a pour objet de procurer à l'administration de la guerre toutes les prestations en nature servant à la nourriture des hommes et des chevaux. Il pourvoit, en outre, dans certains cas, aux fournitures de combustible. Ce service se divise donc en

trois branches : 1° les vivres, 2° les fourrages, 3° le chauffage.

La direction générale du service appartient au ministre de la guerre.

Dans chaque gouvernement militaire, région de corps d'armée, la direction est exercée, sous l'autorité du gouverneur ou du général commandant le corps d'armée ou la division, par le directeur de l'intendance.

Pour se procurer les denrées qui lui sont nécessaires et assurer la constitution des approvisionnements, l'administration recourt à deux procédés : la gestion directe et l'entreprise. Le service est alors exécuté soit par des officiers d'administration gestionnaires, soit par des entrepreneurs. Le ministre détermine, d'après les circonstances, celui des deux modes qui doit être employé.

Les fonctionnaires de l'intendance exercent, dans leur circonscription, la direction et la surveillance du service ; les officiers d'administration et les entrepreneurs sont placés sous leur autorité.

Indépendamment du personnel utilisé librement par les entrepreneurs de marchés, de livraison et de transformation, le personnel chargé de l'exécution proprement dite du service, c'est-à-dire de l'entretien, de la manutention et de la distribution des denrées appartient, soit à la gestion directe, soit à l'entreprise.

Le personnel de la gestion directe comprend des officiers et des adjudants d'administration, des commis et des

ouvriers militaires d'administration, des employés et des ouvriers militaires auxiliaires.

Les officiers d'administration principaux gèrent les établissements les plus importants. Les officiers d'administrations de 1^{re} classe sont chargés d'une gestion ou placés en sous ordre dans les grands établissements.

Les officiers d'administration de 2^e et 3^e classe sont, en principe, placés sous les ordres des officiers d'administration gestionnaires ; ils peuvent également être appelés à gérer des magasins de faible importance ou des annexes.

Les adjudants remplissent les mêmes emplois que les officiers d'administration de 2^e et de 3^e classe, sans toutefois pouvoir être chargés de gestion principale ; ils ne peuvent que gérer des annexes.

Enfin les officiers d'administration peuvent être chargés sous l'autorité des fonctionnaires de l'intendance, de surveiller la fabrication ou la transformation de certains produits confiés à l'industrie civile.

L'officier d'administration gestionnaire est, sous la direction et la surveillance du sous-intendant militaire, le chef du service dont la gestion lui est confiée ; il en assure l'exécution régulière dans tous ses détails. Il a sous son autorité tout le personnel attaché à l'établissement.

Il procède aux réceptions de denrées et de matériel. Il garantit, par sa surveillance personnelle, le bon état des denrées et du matériel de sa gestion ; il provoque en temps utile la mise en consommation des approvisionnements

qui ont atteint le terme de leur conservation ou qui seraient exposés à des avaries ; il règle les opérations de manutention et de transformation.

Les gestionnaires, comptables en deniers et matières, sont nommés par le ministre ; ils sont tenus de fournir un cautionnement.

Les commis d'administration sont employés aux travaux d'écriture et de comptabilité ; ils peuvent également participer au service des réceptions et des distributions.

Les ouvriers d'exploitation exécutent les travaux de réception, de manutention, de transformation, d'entretien et de réparation du matériel, en un mot tous les travaux que comporte l'exécution du service des subsistances militaires.

Des employés militaires des services de l'artillerie et du génie sont chargés, à défaut de représentant du service de l'intendance, de la gérance des approvisionnements du service des subsistances entretenus dans les forts.

En principe, il n'est employé dans les établissements du service des subsistances en gestion directe que du personnel militaire. Ce n'est que lorsque les ouvriers militaires d'administration font défaut ou sont insuffisants pour assurer le service ou lorsque certains travaux spéciaux ne peuvent être confiés à des ouvriers militaires, que l'on emploie des ouvriers civils.

Le personnel de l'entreprise comprend des entrepreneurs, des préposés, etc... Des dispositions spéciales les concernent, nous les mentionnerons lorsque nous étudierons les clauses des marchés.

CHAPITRE II

MOYENS D'APPROVISIONNEMENT. — CARACTÈRE DES MARCHÉS DE FOURNITURES

En temps de paix il n'y a qu'un mode normal d'acquisition des denrées nécessaires aux subsistances militaires, c'est l'achat.

La réquisition en temps de paix n'est qu'un mode subsidiaire d'acquisition, c'est-à-dire un mode auquel on n'a recours qu'à défaut d'achat et qui même dans ce cas ne joue que pour des denrées déterminées. (1)

Les achats sont directs ou à commission. Les achats directs sont ceux où l'administration achète elle-même, les achats à commission sont ceux où l'administration achète par des intermédiaires auxquels des avances peuvent être faites et qui perçoivent pour leurs achats des droits de commission.

Achats à commission. — Lorsqu'il y a nécessité, des achats à commission sont confiés par le ministre ou, lors-

(1) La réquisition fait l'objet de la loi du 3 juillet 1877, modifiée par la loi du 27 mars 1906.

qu'il leur en a délégué le droit, par les directeurs de l'intendance, à des négociants, ou à d'autres mandataires étrangers au personnel administratif.

Le contrat est établi en double expédition, une pour chaque partie ; il indique, outre le taux de la commission et les indemnités à payer, les règles qui devront être suivies pour les achats.

Les droits et les obligations de l'administration et des commissionnaires sont ceux prévus par le Code civil (livre III, titre XIII) et par des lois et usages du commerce (art. 94 et 95 du code de commerce.)

La commission est une variété du mandat, mais elle en diffère en ce que le commissionnaire est commerçant et les contrats de commission intervenant entre lui et ses commettants sont des actes de commerce. Mais ceci ne doit pas faire illusion, les contestations qui pourront surgir entre le commissionnaire et l'administration ne relèveront pas des tribunaux de commerce, mais du Conseil d'Etat.

La commission est salariée de sa nature, même en l'absence de toute convention ; aussi l'administration donne-t-elle toujours des droits de commission.

Le commissionnaire a aussi diverses garanties pour le remboursement de ce qui lui est dû par son commettant ; prêts, avances ou paiements et pour les frais faits par lui, ainsi que le droit de commission. Il jouit ainsi d'un privilège sur les marchandises qui sont à sa disposition, d'un droit de retention et d'un droit de revendi-

cation en cas de faillite ou de liquidation judiciaire du commettant.

Ces garanties accordées au commissionnaire traitant avec un particulier ne trouveront jamais l'occasion de s'exercer en cas d'achats à commission faits par l'administration de la guerre, car l'Etat est toujours réputé solvable et la personne que l'administration a chargée d'effectuer des achats pour son compte n'a que faire en la circonstance de ces garanties qui ne se comprennent qu'entre particuliers.

Les commissionnaires reçoivent un ordre d'achat ; suivant les circonstances, ils peuvent être chargés d'acheter à l'étranger ou d'opérer à l'intérieur, soit près du commerce, soit sur les marchés publics. Dans tous les cas, ils doivent, autant que possible, traiter directement avec les propriétaires, producteurs, manufacturiers ou premiers détenteurs.

Ils se conforment aux usages commerciaux et ils sont soumis à toutes les règles générales ou locales sur la tenue des marchés. Ils tiennent compte des bonifications qu'ils obtiennent des vendeurs, suivant les usages des localités.

Les marchés passés par les commissionnaires étant souscrits en leur nom et pour leur propre compte, les contestations qui peuvent s'élever entre eux et leurs vendeurs sont du ressort des tribunaux civils et à leurs risques et périls.

Quant aux contestations qui peuvent s'élever entre

l'administration et les commissionnaires, sur la qualité des denrées fournies, elles sont réglées dans la forme prévue pour les fournitures par marchés de livraison que nous verrons plus loin.

Tout commissionnaire chargé d'achats est tenu d'avoir un registre destiné à l'inscription jour par jour, et sans autre ordre que celui de leurs dates, de toutes ses opérations d'achats. Ce registre est coté et paraphé par le sous-intendant militaire ; il lui est présenté ainsi que les fonds non encore employés sur les avances faites, chaque fois qu'il en fait la demande.

Les commissionnaires adressent au ministre ou aux directeurs de l'intendance des bulletins d'achat destinés à faire connaître la marche successive de leurs opérations.

Les opérations d'achats à commission sont contrôlées par les renseignements que l'administration se procure sur le cours des denrées et par l'examen des livres et de la correspondance du commissionnaire qu'elle a le droit de consulter.

Le commissionnaire, n'opérant pas pour son compte, ne peut être assimilé à un fournisseur. Cependant il peut y avoir doute sur sa qualité dans certains cas. C'est ainsi que parfois l'administration de la guerre charge d'effectuer un achat de denrées une personne qui est elle-même soit un producteur de la denrée qu'elle est chargée d'acheter soit un commerçant faisant commerce de cette marchandise.

Si les termes du contrat ne sont pas suffisamment expli-

cites, ce commerçant sera tenté, s'il trouve le marché avantageux, de se considérer comme fournisseur ayant passé un marché de gré à gré. Il aura pu, en effet, fournir des marchandises provenant de sa fabrication ou d'achats effectués pour son propre compte qu'il destinait aussi bien à l'administration qu'à d'autres acheteurs.

Mais souvent il sera aisé de déterminer le caractère du contrat. Si c'est un achat à commission, il y aura eu une avance de fonds de la part de l'administration, un droit de commission aura été fixé, etc... si c'est un marché de gré à gré, un prix d'achat aura été déterminé à l'avance. Par conséquent, dans le premier cas, le commissionnaire n'aura droit qu'à la commission stipulée et il devra rendre compte de son mandat, tandis que le fournisseur aura droit au bénéfice du commerçant et pourra présenter un compte de livraison (Voir un arrêt du Conseil d'Etat du 17 avril 1874. Recueil des arrêts du Conseil d'Etat, 1874, p. 340).

Le commissionnaire doit se conformer aux ordres du commettant ; cependant la liberté laissée au commissionnaire varie beaucoup avec les circonstances, et les conditions dans lesquelles l'opération doit être faite ne sont pas toujours suffisamment définies ou des cas imprévus se présentent qui donnent lieu à contestation.

C'est ainsi qu'un commerçant avait été chargé par l'administration de la guerre de lui procurer, au moyen d'achats effectués à l'étranger, les quantités de fourrage qu'une sécheresse persistante ne lui permettait plus de

trouver en France. En exécution de ce traité, le commissionnaire avait conclu, avec des négociants de Vienne, des marchés pour la fourniture de quantités importantes de foin.

Mais un décret du gouvernement autrichien vint interdire, jusqu'à nouvel ordre, l'exportation des fourrages. Le fournisseur français s'adressa avec l'assentiment de l'administration à d'autres pays pour lui procurer les denrées dont elle avait besoin et conclut ainsi de nouveaux marchés.

Sur ces entrefaites le décret du gouvernement autrichien fut rapporté ; les négociants autrichiens émirent la prétention de continuer à remettre au fournisseur français les fournitures livrables après le rapport du décret. Ce dernier s'étant approvisionné ailleurs refusa de les accepter et le tribunal de la Bourse de Vienne le condamna au paiement d'une indemnité. Il demanda alors au ministre de la guerre français le remboursement du montant de la condamnation, puisqu'il avait traité exclusivement pour son compte et qu'aucune faute ne pouvait lui être reprochée dans l'exécution de son mandat.

Le Conseil d'Etat rejeta sa demande, se fondant sur ce que le fournisseur n'avait à aucun moment fait connaître à l'Etat la contestation qui s'était élevée entre lui et ses vendeurs ; lorsque ces derniers l'avaient mis en demeure de recevoir les quantités de foin livrables, il aurait dû demander au ministre d'accepter cette fourniture qui aurait pu, en raison des circonstances, être agréée par l'adminis-

tration. Il résulte de cet arrêt que le commissionnaire avait commis une faute en ne rendant pas compte au ministre des difficultés qui s'étaient présentées dans l'exécution de son mandat.

L'administration prétendait aussi que le commissionnaire avait excédé les limites du mandat qui lui avait été confié. Les livraisons devaient en effet être effectuées fin octobre et le fournisseur avait passé les marchés pour des quantités livrables en novembre et décembre, le décret interdisant l'exportation des fourrages d'Autriche avait été rapporté le 15 novembre seulement. Le commissionnaire devait donc être considéré comme ayant acheté pour son compte personnel.

Mais l'administration avait été tenue au courant des achats qui étaient effectués pour son compte par les extraits du carnet de commission qui lui étaient remis, elle savait que les marchandises étaient livrables en novembre et décembre, elle devait donc être considérée comme ayant ratifié tacitement les marchés conclus. En outre, en raison de la difficulté d'approvisionnement provenant de la pénurie de fourrage, elle avait accordé des sursis de livraison au commissionnaire. Il semble que ce dernier était en droit de se prévaloir des dérogations qui avaient été apportées au contrat primitif touchant l'époque des livraisons.

Néanmoins, le Conseil d'Etat s'en tint aux termes du traité intervenu entre le ministre et le commissionnaire et le considéra comme ayant excédé les limites de son man-

dat (Recueil des arrêts du Conseil d'Etat 11 février 1898 p. 401.)

Il résulte de cet arrêt que si la condamnation à payer des dommages-intérêts aux négociants autrichiens avait porté sur des fournitures livrables pendant les délais du traité intervenu avec le ministre de la guerre, le commissionnaire eût été en droit d'en demander le remboursement à l'Etat. Le commettant est en effet tenu envers le commissionnaire de l'indemniser des obligations contractées par lui dans les limites de ses pouvoirs et des pertes qu'il a éprouvées (Lyon-Caen et Renault. p. 356).

Les sursis de livraison accordés au commissionnaire ne doivent donc pas s'entendre comme étant la prorogation du traité ou la conclusion d'un traité nouveau; mais comme une faveur dont ne peut se prévaloir le commissionnaire.

L'administration de la guerre n'a recours qu'accessoirement aux achats à commission; elle y procède lorsqu'elle a besoin de constituer des approvisionnements exceptionnels ou que certaines adjudications n'ont pas donné de résultat. Son mode normal d'approvisionnement consiste dans des achats directs avec marchés.

Achats directs. — Les achats directs sont faits sans marchés ou avec marchés. Les achats directs sans marchés ne peuvent être en temps de paix que des achats faits sur simple facture en vertu d'une convention verbale et pour une somme ne dépassant pas 1.500 francs.

Divers essais ont, dans ces derniers temps, été tentés

pour donner plus d'importance aux achats sur facture et pour restreindre les achats par marchés. L'acheteur qui se transporte chez le producteur ou sur les marchés n'est plus obligé de limiter ses achats à la somme maxima de 1.500 francs, mais par contre, il doit rester en-deçà du prix limite qui lui a été assigné.

La majeure partie des denrées sont acquises par achats directs avec marchés. Ceux-ci comprennent les marchés de livraison et les marchés à long terme.

Le marché de livraison a pour but la constitution de certains approvisionnements. Ici le facteur principal c'est la quantité à fournir. Le temps n'intervient pas ou du moins seulement subsidiairement. L'adjudicataire prend le nom de fournisseur.

Dans le marché à long terme c'est au contraire le temps qui est le facteur principal. Comme l'exécution du marché est liée à l'exécution même du service, la quantité à fournir n'est pas déterminée, mais varie entre certaines limites que précise, pour chaque marché, le cahier des charges spéciales, et l'adjudicataire connaît également par le cahier des charges spéciales, le maximum journalier et le minimum annuel qu'il aura à fournir. Les marchés à la ration sont des marchés à long terme. Dans ces marchés, l'adjudicataire prend le nom d'entrepreneur.

Les marchés peuvent être des marchés de gré à gré ou des marchés passés par adjudication publique. Les marchés de gré à gré comportent en règle générale la mise en jeu de la concurrence, mais cet appel à la con-

currence est dépourvu de toute forme et de toute publicité.

Ces marchés ne sont passés que dans des circonstances déterminées très limitées et en présence desquelles la nécessité s'impose de recourir au marché de gré à gré.

Les marchés par adjudication publique sont ceux où l'appel à la concurrence est entouré de formes qui consistent principalement dans la fixation d'un prix limite et dans la publicité des séances.

Le marché de fournitures est un contrat par lequel une personne s'oblige, moyennant un prix convenu, à procurer à l'administration des denrées, en vue d'assurer le fonctionnement d'un service public. Il s'analyse donc en un contrat de vente.

Il faut qu'il y ait un contrat avec cahier des charges. Un achat au comptant n'est pas un marché de fournitures. Ce marché est un contrat spécial qui a ses règles propres ; il doit s'inspirer des règles générales des contrats, mais on ne doit pas lui étendre par analogie les règles des contrats spéciaux du Code civil ou du Code de commerce qui présentent avec lui quelque parenté.

Ces marchés ont un caractère d'opération de puissance publique, principalement les marchés passés par le ministère de la guerre. L'administration y stipule en sa faveur des droits exorbitants et les contestations auxquelles ils peuvent donner lieu sont de la compétence du Conseil d'Etat.

Les obligations des fournisseurs sont indiquées dans

les clauses du cahier des charges de chaque marché. Ces clauses sont souvent très rigoureuses et leur exécution est assurée par des sanctions sévères : l'Etat se réserve la faculté de passer des marchés par défaut quand l'entrepreneur néglige de remplir ses engagements. Des pénalités sont infligées en cas de manquements peu graves.

La résiliation du marché peut être prononcée par l'administration après simple mise en demeure.

De plus, l'administration a toujours le droit de renoncer au marché de fournitures passé par elle lorsque les besoins des services publics ont cessé. C'est une dérogation importante au droit commun en matière de vente. Cette dérogation est fondée sur l'intérêt public et on la présume stipulée tacitement dans les contrats.

Dans le cas où l'administration usait de ce droit, le Conseil d'Etat a refusé pendant longtemps d'accorder une indemnité au fournisseur qui voyait ainsi son marché brusquement anéanti. Il ne lui accordait qu'un droit au remboursement des dépenses faites en vue de l'exécution du marché. Les arrêts sont unanimes avant 1875 (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 30 décembre 1842, p. 560, 1862, p. 304).

Depuis 1875, le Conseil d'Etat lui alloue le bénéfice sur lequel il pouvait compter en cours d'exécution de son marché (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 13 avril 1875, p. 368, 1880, p. 1075). Une indemnité avait été accordée pour des quantités de denrées non consommées

dans une place, lors du départ de la garnison ; mais il n'y avait pas eu cessation absolue de consommation, l'effectif avait simplement été réduit. Le Conseil d'Etat décida que le marché continuant il n'y avait pas lieu à allocation d'une indemnité. Au contraire, si le marché avait cessé complètement, l'indemnité eût été maintenue.

On traite l'Etat comme un maître ayant commandé un ouvrage à forfait auquel l'art. 1794 du Code civil permet de résilier par sa seule volonté le marché à forfait, même quand l'ouvrage est déjà commencé. Le maître est en effet obligé de dédommager l'entrepreneur ; il doit lui rembourser toutes ses dépenses et tout le gain qu'il aurait pu réaliser s'il eût achevé son entreprise. Ce droit de résiliation unilatérale n'en est pas moins une faculté hors du droit commun, mais il y a là une nécessité publique, il faut que l'administration puisse rompre facilement certains marchés.

Les mesures que l'administration militaire met en œuvre pour la passation et l'exécution de ses marchés ont donc pour objet de pourvoir aux besoins de l'armée et aux intérêts de la défense nationale, dans les conditions les plus avantageuses pour l'Etat.

A cet effet l'administration a recours au système des adjudications et exceptionnellement aux marchés de gré à gré où elle s'efforce de provoquer une concurrence étendue en vue d'obtenir des prix avantageux de bon marché. Elle répartit les fournitures à faire par spécialités de manière à supprimer la nécessité de recourir à des intermédiaires.

L'administration militaire a également pour but de confier ses fournitures à des commerçants présentant toutes garanties de moralité et de capacité. Elle est encore autorisée par cela même à user, en cas de besoin, de tous les moyens dont elle dispose pour assurer l'exécution intégrale des engagements souscrits.

CHAPITRE III

DE L'ADJUDICATION

Les avantages de l'adjudication publique sont manifestes. En effet, elle fait appel à la concurrence la plus large, elle diffuse les fournitures en permettant à chacun de prendre sa part des commandes faites pour l'exécution des services publics. Elle favorise ainsi le commerce local et l'agriculture en appelant au concours les producteurs directs.

Elle entoure les opérations de l'administration du maximum de garanties et les soustrait à toute suspicion, couvrant ainsi la responsabilité des administrateurs que l'on ne peut soupçonner de complaisances ou de connivences coupables.

Elle assure en général à l'Etat le bénéfice de prix correspondants à la valeur réelle des fournitures, grâce au secret du prix-limite qui empêche les ententes entre les soumissionnaires. Elle met à l'abri de tout entraînement irréfléchi, puisque les soumissionnaires ignorent les prix offerts par leurs concurrents lorsqu'ils rédigent leur soumission.

Mais par contre, l'adjudication publique ne manque pas d'inconvénients.

Elle est toujours annoncée, sauf les cas d'urgence, un mois à l'avance, par tous les moyens de publicité : affichage, insertion dans les journaux, etc... On fait ainsi connaître au public, que l'Etat a un besoin urgent de blé, de fourrages, etc... Cette publicité détermine parfois la hausse sur les denrées dont l'Etat proclame avoir besoin.

Les marchés par adjudication, comportant presque toujours en ce qui concerne les denrées, des quantités supérieures à celles dont peut disposer un petit cultivateur, il s'ensuit que les producteurs directs sont écartés, à moins que l'on admette la fourniture de quantités minimales.

Les soumissions, marchés, factures, devant être soumis au timbre, les cultivateurs se méfient de ces formules et craignent les dépenses, souvent en pure perte, qu'elles occasionnent. Il leur répugne également de perdre un temps souvent précieux en démarches hypothétiques.

Les cahiers des charges contiennent des articles draconiens ; chaque fois qu'un article favorable aux adjudicataires se trouve invoqué contre elle, l'administration le modifie dans son seul intérêt. Elle impose ses conditions sans que le soumissionnaire puisse les discuter, une seule partie faisant ainsi la loi du contrat. A force de vouloir mettre en garde contre les fraudes, on en est arrivé à suspecter tous ceux qui sont en rapport d'affaires avec l'administration. Toutes ces dispositions imposent aux fournisseurs et entrepreneurs des formalités compliquées

et des obligations excessives qui les écartent des adjudications ou entraînent une augmentation des prix.

« Il se peut aussi que les soumissionnaires s'entendent
« et ne consentent à traiter que des prix élevés pour l'ad-
« ministration ; ou bien il y a compétition et alors ils sou-
« missionnent souvent à des rabais exagérés qui les rui-
« nent et les conduisent à des opérations frauduleuses.
« Ceci se produit principalement lorsque les soumissions
« n'étant pas dans les conditions du prix limite sont ren-
« dues à leurs auteurs qui sont invités à modifier leurs
« prix ou à faire de nouvelles offres et cela séance tenante.
« C'est alors que les soumissionnaires peuvent, en pré-
« sence de la concurrence et de la divulgation des prix
« consentis par leurs rivaux à la première opération,
« céder à des entraînements irréfléchis dictés par l'amour-
« propre et peut-être par l'espoir d'établir, en cas de
« perte, une compensation par des moyens plus ou moins
« licites (1) ».

De plus, avec l'adjudication publique et en général pour tout marché fait pour une certaine durée et une certaine quantité de denrées, l'administration ne peut profiter des circonstances favorables qui se présentent dans le commerce et qu'il faut saisir immédiatement.

Tous les systèmes d'achat sont susceptibles de plus ou moins de critiques, mais l'emploi des adjudications a semblé, à juste raison, à l'administration militaire le plus

(1) CHOTEL, *L'Alimentation de l'Armée*, page 31.

apte à lui donner les satisfactions les plus complètes. Aussi la plupart des marchés sont-ils passés par adjudication publique. Il est aisé, en effet, de remédier aux inconvénients signalés dont quelques-uns sont purement hypothétiques et les cahiers des charges n'ont eu garde d'y manquer.

CHAPITRE IV

RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS DE SUBSISTANCES

SECTION I

Refonte de cette réglementation.

Une réglementation spéciale fixe les règles auxquelles sont assujettis les différents marchés.

Jusqu'en 1909 la réglementation des marchés de la guerre concernant les subsistances se trouvait morcelée en de multiples dispositions ; en outre des décrets régissant les marchés, la réglementation ancienne comprenait environ cent cinquante instructions, circulaires, lettres collectives et notes ministérielles.

Cette situation avait de grands inconvénients.

« Il était difficile aux représentants de l'administration
« militaire, comme aux fournisseurs, d'embrasser l'en-
« semble des dispositions concernant la passation et l'exé-
« cution des marchés ; il était également difficile de jus-
« tifier, aux yeux du public, la multiplicité des règles,

« parfois divergentes, adoptées par les différents services ».

Les principes essentiels à observer dans les marchés passés au nom de l'Etat se trouvaient condensés dans le décret du 18 novembre 1882, mais il avait laissé de côté les questions d'application, entre autres : la provenance des fournitures à livrer, la forme des adjudications et les conditions générales des contrats. Les chambres de commerce, les associations corporatives, représentant les intérêts des soumissionnaires, ont demandé l'unification des clauses générales des marchés, la modification de certaines conditions de réception, l'atténuation des stipulations pénales, etc...

Le gouvernement a institué en 1895, sous la présidence du premier président de la Cour des Comptes, une commission extraparlamentaire comprenant des membres du Parlement, des délégués des principales administrations publiques et des représentants des branches les plus importantes de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, avec mission de codifier, de simplifier les conditions des marchés de l'Etat.

Le Ministre de la guerre a chargé de la révision des cahiers des charges une commission composée de représentants de toutes les directions de l'administration cen-

(†) Note de M. Henry Chéron, Sous-Secrétaire d'Etat au ministère de la guerre en date du 5 juillet 1909, *Préliminaire à l'instruction relative aux marchés du département de la guerre.*

trale pour s'assimiler les doctrines de la commission extra-parlementaire.

Par un ordre en date du 27 janvier 1908, du Sous-Secrétaire d'Etat M. Henry Cheron la commission des cahiers des charges et marchés a procédé à la refonte de la réglementation des marchés de la guerre. Elle a condensé de nombreuses prescriptions éparses dans les éditions chronologiques du Bulletin officiel du ministère de la guerre, elle les a simplifiées, codifiées et a par cela même facilité la tâche des chefs de service appelés à passer ces marchés, comme elle a aussi exposé aux entrepreneurs et fournisseurs toutes les dispositions qui peuvent les intéresser.

C'est ainsi qu'il a été rédigé ;

1° Un cahier des clauses et conditions générales imposées pour les marchés de fournitures, contenant les clauses applicables à tous les marchés de travaux d'une part, et à tous les marchés de fournitures de l'autre :

2° Des cahiers des charges communes, énonçant les conditions communes à un groupe déterminé de travaux ou de fournitures ;

3° Des cahiers des charges spéciales, fixant le mode particulier d'exécution de chaque contrat considéré isolément : des circulaires et des instructions relatives à certaines fournitures.

Cette division n'a cependant rien d'absolu. Il n'a pas été rédigé de cahier de charges communes pour certains marchés ; ce travail eût été peu nécessaire lorsque les

marchés de même nature à prévoir sont en petit nombre et que les conditions communes à une même sorte de fourniture sont restreintes : les conditions communes sont simplement répétées dans chaque cahier des charges spéciales. De même l'énonciation des conditions spéciales ne fait pas l'objet d'un document distinct lorsque les stipulations spéciales à un marché sont peu nombreuses, en ce cas elles peuvent être portées à la connaissance des soumissionnaires par un simple avis.

CHAPITRE V

PASSATION DES MARCHÉS

Les marchés de fournitures sont faits avec concurrence et publicité. En principe et sauf exceptions prévues par le décret du 18 novembre 1882 relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat, tous les marchés du Département de la guerre sont passés par adjudication publique.

En temps voulu, c'est-à-dire quand il y a lieu de rehausser les approvisionnements ou de renouveler un marché, le chef de service fait des propositions au Directeur. Le Directeur fixe l'époque de l'adjudication que le chef de service va préparer.

Il y a deux espèces d'adjudications :

1° L'adjudication simple, qui ne comporte qu'une seule séance, dans laquelle l'admissibilité des concurrents résulte de l'acceptation même de leur soumission, en séance publique, par la commission d'adjudication. La commission ne peut en principe écarter les candidats qui fournissent les pièces justifiant de leur qualité de Français et de leur moralité. Ce mode s'applique aux fournitures qui peuvent

être fractionnées et livrées sans inconvénient à une concurrence illimitée.

2° L'adjudication restreinte dans laquelle sont seules autorisées à soumissionner les personnes reconnues capables par une commission d'admission. Ce mode est employé quand les fournitures ne peuvent être confiées qu'à des personnes remplissant certaines conditions déterminées et après examen des titres exigés pour être admis à soumissionner. Elle est réservée aux adjudications importantes de denrées à fournir, à tous les marchés de fournitures à la ration du pain et aux marchés de fournitures à la ration des fourrages si la place comporte plus de 70 chevaux.

A un point de vue différent, les adjudications peuvent être classées en deux autres catégories :

1° Les adjudications définitives, dans lesquelles on ne tient compte que des offres seules des candidats dont les soumissions ont été classées à la séance d'adjudication ;

2° Les adjudications provisoires dans lesquelles il est fixé par le cahier des charges un délai pour recevoir des offres de rabais sur le prix de l'adjudication. Si pendant ce délai, qui ne doit pas excéder vingt jours, il est fait une ou plusieurs offres de rabais d'au moins 10 0/0, il est procédé à une réadjudication entre le premier adjudicataire et l'auteur ou les auteurs des offres de rabais, pourvu qu'ils aient préalablement à leurs offres, satisfait aux conditions imposées par le cahier des charges pour pouvoir se présenter aux adjudications.

Enfin, des règles particulières sont applicables spécialement à certaines adjudications passées sur concours simultané de prix et d'échantillons.

SECTION I

Règles communes.

Les adjudications sont passées en séance publique et par les soins d'une commission comprenant trois membres, savoir :

1° le maire ou son délégué, représentant de l'autorité civile, président ;

2° le chef du service pour lequel a lieu l'adjudication, ou son délégué, membre technique ;

3° un fonctionnaire de l'intendance dans le cas où, par suite de la nature du marché, le membre technique n'est pas lui-même fonctionnaire de l'intendance ; ce fonctionnaire a surtout un rôle juridique : il veille à l'observation des formes prescrites et à celle des dispositions réglementaires. Si le membre technique est fonctionnaire de l'intendance, le troisième membre de la commission est un officier de la garnison d'un grade inférieur à celui du membre technique.

La commission peut fonctionner valablement si elle est réduite à deux membres ; mais la présence du membre

technique et du fonctionnaire de l'intendance est toujours nécessaire.

Pour les marchés de subsistances, il n'y a guère que pour les fournitures de fourrages et de grains où le maire ou son délégué fait partie de la commission. Pour les adjudications passées par les Ordinaires le représentant de l'autorité civile fait défaut.

Il serait désirable de voir ces commissions d'adjudication présidées sans exception aucune par un membre civil. On éviterait ainsi souvent des discussions oiseuses et parfois chicanières. Il arrive fréquemment qu'une clause du cahier des charges spéciales donne lieu à interprétation ou qu'une formalité soit omise ou mal remplie ; une discussion surgit entre les concurrents et l'officier présidant la commission. Le commerçant est habitué à traiter les affaires rapidement, peut-être trop rapidement parfois ; dans sa hâte il peut omettre une formalité secondaire, ne pas remplir exactement les conditions exigées, s'en tenant simplement à l'esprit et non à la lettre de la disposition régissant le marché. L'officier, de son côté, est tout l'opposé du commerçant, autant l'un négligera les petites formalités, autant l'autre s'y arrêtera ; l'officier est habitué à commander et à être obéi instantanément, il n'admet pas souvent de réponse à ses observations, d'où conflit inévitable entre le président de la commission et le soumissionnaire, conflit qui se solutionne souvent par l'exclusion de ce dernier du concours. Le représentant de l'autorité civile, président de la commission, parviendrait sou-

vent à les concilier, ayant peut-être lui-même l'habitude du commerce ou tout au moins un intérêt moins direct dans la discussion.

Puisqu'on se propose dans l'adjudication de faire appel à la concurrence, il importe de faire connaître l'adjudication et ses conditions.

Le chef du service pour lequel a lieu l'adjudication, prépare les détails de l'opération, établit et rassemble tous les documents, états, tableaux et autres pièces qui doivent être communiqués aux candidats. Il fixe après entente avec le président de la commission, le lieu, les jour et heure de la séance et fait procéder aux publications nécessaires.

La date de l'adjudication publique est déterminée par le service intéressé de manière à faciliter le plus possible la concurrence. C'est ainsi que souvent ces dates sont fixées au jour où se tient le marché de la ville où doit avoir lieu l'adjudication, les commerçants des environs affluant principalement à la ville ce jour-là.

Des affiches en nombre suffisant, établies par le chef du service, sont apposées, non seulement dans la place où le marché doit être exécuté, mais aussi dans les autres places où l'on suppose qu'il peut se trouver des personnes disposées à concourir à l'adjudication.

L'avis des adjudications à passer est publié, sauf les cas d'urgence, avec l'autorisation du ministre, au moins vingt jours à l'avance par la voie des affiches et par tous les autres moyens ordinaires de publicité. Cet avis fait connaître : le lieu où l'on peut prendre connaissance du ca-

hier des charges ; les autorités chargées de procéder à l'adjudication : le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication.

Le délai doit s'entendre de vingt jours francs, les jours d'apposition des affiches ou d'insertion des avis et de l'adjudication ne sont pas comptés dans son évaluation.

Pour les adjudications restreintes et celles sur concours d'échantillons, pour lesquelles les concurrents doivent faire acte de candidats antérieurement à l'adjudication, la date extrême fixée pour le dépôt des déclarations d'intention de soumissionner, des pièces exigées, des échantillons présentés. etc., doit être, sauf en cas d'urgence, postérieure de dix jours au moins à celle de la publication des avis d'adjudications.

Les procès verbaux d'adjudication doivent toujours mentionner les titres des journaux où les avis ont été insérés et les dates d'insertion. Lorsque le délai de publicité a été réduit ces procès verbaux l'indiquent également.

Pendant toute la durée des publications, les pièces du marché restent déposées dans les bureaux du service intéressé, où elles peuvent être consultées librement par tous les candidats pour leur permettre de formuler leurs offres en toute connaissance de cause, et de connaître leurs obligations et toutes les conséquences qui en découlent.

SECTION II

Règles applicables aux adjudications simples.

§ 1. — *Pièces exigées pour concourir aux adjudications.*

Nul n'est admis à participer à une adjudication quelconque du Département de la guerre comme soumissionnaire ou à se présenter comme caution personnelle solidaire s'il n'est muni d'une pièce constatant sa qualité de Français ou d'une décision du ministre, l'autorisant à prendre part à l'adjudication ou à se présenter comme caution.

Si le candidat est connu de la commission, il peut n'être exigé aucune justification de nationalité ; mais il doit être fait mention de cette circonstance au procès-verbal d'adjudication.

Parfois, les commissions d'adjudication ne se contentent pas de ces conditions imposées par l'Instruction du 6 juillet 1909, elles exigent en plus d'autres garanties, telles que : extrait du casier judiciaire, certificat de solvabilité. Ce supplément de garanties est évidemment raisonnable. Mais parfois la commission se montre exigeante et demande certaines garanties d'ordre trop secondaire, agissant ainsi avec le secret désir d'écarter un soumissionnaire qu'elle ne verrait pas favorablement déclaré

adjudicataire. C'est ainsi qu'un commerçant s'est vu refuser l'autorisation de soumissionner à une adjudication pour la fourniture des légumes verts aux ordinaires d'un régiment, sous prétexte qu'il n'avait pas de magasin. Motif peu sérieux, car il est aisé de prendre un magasin à loyer du jour au lendemain. En exigeant ainsi des soumissionnaires qu'ils exercent déjà la partie commerciale qu'ils désirent entreprendre ce serait exclure les débutants des adjudications.

Lorsqu'un candidat a déposé les pièces exigées en vue d'une adjudication, il peut demander un certificat émanant d'un directeur ou chef de service dépendant du Département de la guerre, certifiant que la personne désignée a déposé en vue d'une adjudication dans les archives du service qu'il dirige des pièces régulières justifiant des garanties exigées des candidats aux adjudications du Département de la guerre, en ce qui concerne les marchés. Ce certificat tient lieu des pièces exigées pour concourir aux adjudications. Il n'est valable que pendant un an à dater de sa délivrance. Il ne comporte nullement l'admission d'office du titulaire à toutes les adjudications et n'implique pas qu'il ait été admis à l'adjudication à l'occasion de laquelle le certificat a pu être délivré, ce n'est qu'une demande de concours à l'adjudication.

Ce certificat doit être adressé dix jours au moins avant l'adjudication au membre technique de la commission d'adjudication. Celui-ci en accuse réception et en vérifie la validité s'il le juge nécessaire. Il avise le déposant de

l'acceptation du certificat en remplacement des pièces exigées pour l'admission au concours. Il en délivre autant d'exemplaires que le demande le déposant.

Les personnes en état de faillite ne sont pas admises à concourir ; mais les anciens faillis réhabilités peuvent être admis. Celles admises au bénéfice de la liquidation judiciaire peuvent solliciter leur admission à concourir en produisant soit le jugement déclarant que ces personnes ne seront soumises qu'aux incapacités édictées par l'article 21 de la loi du 4 mars 1889, soit le jugement qui les a admises au bénéfice de la liquidation judiciaire ainsi que l'autorisation spécialement délivrée par le juge commissaire, en vue de l'adjudication à intervenir.

Les sociétés désirant prendre part aux adjudications doivent produire les pièces constatant qu'elles sont organisées conformément aux lois françaises en vigueur, sans restriction à la responsabilité de leurs membres ; que leur durée est au moins égale à celle du marché à intervenir ; que les personnes qui ont qualité pour traiter en leur nom et les représenter sont de nationalité française ou munies de l'autorisation du Ministre.

Les sociétés en état de faillite ou de liquidation judiciaire, quelles qu'elles soient, ne sont pas admises à concourir.

Les personnes ou sociétés en état de faillite ou de liquidation judiciaire ne peuvent être admises à se constituer cautions personnelles solidaires des soumissionnaires.

§ 2. — *Etablissement des soumissions.*

Les soumissions doivent être établies sur papier timbré ; toutefois leur rédaction sur papier libre n'est pas une cause de rejet, mais elle expose le soumissionnaire à des poursuites de la part des agents du ministère des finances.

Au cahier des charges spéciales à chaque adjudication se trouve annexé un modèle de soumission ; les soumissions doivent autant que possible être conformes à ce modèle et ne contenir en aucun cas de clauses restrictives, résolutoires ou exceptionnelles.

Les énonciations relatives aux quantités offertes et les prix proposés doivent être mentionnés d'une manière claire et précise, en chiffres et en toutes lettres sans ratures ni surcharges non approuvées. Il est nécessaire qu'il en soit ainsi pour éviter des contestations qui ne manqueraient pas de s'élever relativement à ces énonciations. Les concurrents peuvent avoir rédigé leur soumission à leur bureau, ils arrivent sur le lieu de l'adjudication, s'entretiennent entre eux sur leur chance réciproque, sur le nombre des concurrents, l'importance des approvisionnements, etc... Ils peuvent se trouver hésitants et il arrive fréquemment qu'ils éprouvent le besoin de modifier leurs prix. Si cette modification n'était pas faite en termes clairs et précis, il y aurait là toute une source de difficultés.

On doit se servir pour exprimer les quantités des unités du système métrique et non pas des termes locaux.

Les prix sont exprimés en francs et centimes seulement ; toute fraction inférieure au centime est considérée comme non énoncée. Cependant, lorsque la valeur de l'unité des matières ou objets mis en adjudication n'atteint pas le franc, les prix proposés peuvent comprendre les millimes.

La soumission doit être signée par le soumissionnaire ou par son représentant. Ce dernier doit agir en vertu de pouvoirs réguliers, dûment légalisés et enregistrés, l'autorisant à signer le procès-verbal et les autres pièces du marché, s'il est déclaré adjudicataire. On peut donner, par les mêmes pouvoirs, qualité au mandataire pour prendre part, le cas échéant, à un nouveau concours.

Les cahiers des charges spéciales peuvent prévoir certains cas où le soumissionnaire peut remettre lui-même au chef du service du lieu de sa résidence ou à son suppléant, une déclaration écrite, par laquelle il constitue mandataire une autre personne à l'effet de prendre part, en son nom, à l'adjudication. Le soumissionnaire qui use de ce moyen doit justifier de son identité. Le chef du service qui reçoit cette déclaration envoie à son collègue du lieu de l'adjudication, un télégramme de service indiquant le nom de ce mandataire. Sur le vu de ce télégramme, la commission d'adjudication peut admettre le mandataire à concourir.

§ 3. — *Pièces qui doivent être annexées aux soumissions,*

Lorsqu'il est exigé un cautionnement provisoire, comme cela se présente pour les adjudications de fourrages à la ration, les concurrents doivent annexer à leur soumission un récépissé du versement prescrit.

Lorsqu'il est exigé un cautionnement définitif, les concurrents doivent joindre à leur soumission une déclaration portant engagement de constituer dans les quinze jours qui suivront la notification de l'approbation de l'adjudication, le cautionnement définitif imposé. Cette déclaration est souvent faite dans la soumission elle-même.

Les cahiers des charges communes ou des charges spéciales autorisent parfois la constitution du cautionnement par des retenues successives sur le montant des services effectués jusqu'à concurrence de la garantie exigée ; dans ce cas, une déclaration de consentir ces retenues doit être annexée ou insérée dans la soumission.

S'il est exigé une caution personnelle solidaire pour l'exécution du marché, on devra faire connaître son intention de présenter cette caution et on indiquera ses nom, prénoms, domicile et lieu de naissance. On joindra à cette déclaration une pièce justifiant de la qualité de Français de la personne présentée ou si elle est étrangère de l'acceptation résultant d'une décision du ministre. On devra aussi y joindre une déclaration de cette personne portant promesse de s'engager solidairement avec

le demandeur pour l'exécution du service à entreprendre, dans le cas où celui-ci serait déclaré adjudicataire.

Ces diverses déclarations doivent être établies comme la soumission sur papier timbré si elles en sont distinctes.

Les soumissions sont placées sous enveloppes cachetées, portant les noms des soumissionnaires. En principe elles sont remises en séance publique au président de la commission d'adjudication par les signataires eux-mêmes ou par leurs représentants.

On doit régler avant le dépôt des soumissions la question de savoir si les représentants des soumissionnaires sont munis de pouvoirs réguliers. Si le déposant ne peut pas présenter de procuration ou pouvoirs réguliers, la commission doit refuser d'ouvrir l'enveloppe renfermant la soumission et la rendre au déposant ; l'incident est mentionné au procès-verbal de la séance.

Les cahiers des charges spéciales prévoient les délais dans lesquels les soumissions doivent être remises au président de la commission. Elles sont placées sous enveloppes cachetées et remises en séance publique. On peut aussi les adresser par plis recommandés pourvu qu'elles parviennent à la commission avant le délai extrême fixé en séance pour le dépôt des soumissions. On doit alors les envoyer sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant le nom du soumissionnaire et des denrées soumissionnées ; toutefois l'inobservation de ces prescriptions n'entraîne pas la nullité de la soumission.

En prévision d'un deuxième concours on peut aussi envoyer sous la même enveloppe deux plis cachetés dont le second ne sera ouvert que dans le cas où un deuxième concours aurait lieu. S'il n'est pas nécessaire d'ouvrir le second pli, celui-ci reste annexé au procès-verbal de l'adjudication dans l'état où il se trouve.

Les cahiers des charges peuvent aussi autoriser le dépôt des soumissions dans une boîte à ce destinée.

Certains concurrents ayant connaissance de l'adjudication à la dernière heure, envoient leurs offres par télégramme. Souvent les cahiers des charges spéciales prévoient ce cas et décident que de pareilles offres seront sans effet ; on a vu par contre certaines commissions d'adjudication admettre ces offres comme valables. Il serait désirable de les considérer toujours comme nulles, ce procédé étant sujet à trop de fraudes et de surprises.

§ 4. — *Séance d'adjudication.*

La commission d'adjudication se réunit aux jour, lieu et heure indiqués par l'avis au public. Le fonctionnaire de l'intendance et le chef de service ou l'officier de la garnison prennent place au bureau, l'un à droite, l'autre à gauche du membre civil, président, suivant leur rang de préséance. En l'absence du membre civil, la présidence appartient à l'officier ou au fonctionnaire du rang le plus élevé. En cas de partage des voix celle du président est prépondérante.

Le président déclare la séance ouverte et dépose sur le bureau le pli cacheté contenant les prix limites, en faisant constater que les cachets en sont intacts. Le membre technique dépose sur le bureau toutes les pièces relatives au marché : cahier des charges générales, des charges spéciales, affiches, etc., Il donne les renseignements et les éclaircissements qu'il juge nécessaires ou qui lui sont demandés par les candidats.

Le président réclame le dépôt des soumissions, fait connaître le délai exact passé lequel il n'en sera plus accepté et donne un numéro d'ordre à celles qui ont été remises ou envoyées. Une soumission déposée ne peut être retirée. La remise d'une soumission engage le signataire et sa caution jusqu'au prononcé de l'adjudication.

A l'expiration du délai fixé par la commission pour le dépôt des soumissions, le président les ouvre successivement dans l'ordre des numéros, les date, les vise, il en donne lecture à haute voix et les soumet à l'examen de la commission ainsi que les pièces qui y sont annexées.

La commission d'adjudication, après avoir pris connaissance du répertoire des entrepreneurs et fournisseurs exclus des adjudications et marchés du Département de la guerre, écarte toute soumission dont le titulaire figurerait sur ce répertoire.

Dans les adjudications comprenant plusieurs denrées, la commission peut suspendre la séance, entre le dé-

pouillement des prix et la proclamation des résultats, pendant un temps suffisant pour établir, sans risque d'erreur, le classement des offres.

Ce classement se fait en donnant la préférence au soumissionnaire qui a demandé le prix global le plus bas : on calcule la somme demandée pour la livraison de chaque denrée d'après la quantité à fournir et le prix offert, on fait le total de ces sommes et la personne qui a offert le prix le plus bas pour toute la fourniture est déclarée adjudicataire du tout. Lors même qu'une soumission énoncerait pour une denrée un prix inférieur à celui demandé pour cette même denrée par la personne qui a offert le prix global le plus bas, la fourniture de cette denrée particulière ne lui est pas adjugée.

Supposons une adjudication de fourrages à la ration, trois soumissionnaires concourent et font les offres suivantes :

	<i>Primus</i>	<i>Secundus</i>	<i>Tertius</i>
Foin.	10 fr. 25 le quintal	11 fr.	10 fr. 50
Paille de froment.	7 fr. 50 »	7 fr.	7 fr. 25
Avoine	19 fr. 25 »	19 fr. 50	19 fr.

Au lieu d'accorder la fourniture de foin à *Primus* qui demande le prix le moins élevé pour cette denrée, la fourniture de paille à *Secundus* et celle d'avoine de *Tertius* qui demandent chacun pour ces denrées des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents, on calcule d'après les quantités normales à fournir la somme que l'adminis-

tration aurait à déboursier pour la fourniture totale de ces trois denrées en s'approvisionnant auprès d'un seul adjudicataire. Elle déclare adjudicataire pour le tout celui des trois concurrents auquel elle verserait la somme la moins élevée.

C'est ainsi qu'en prenant un effectif de base de 1500 chevaux les quantités normales à fournir pendant l'année peuvent être : pour le foin 21.900 quintaux, pour la paille 16.492 quintaux, pour l'avoine 32.200 quintaux.

L'administration aurait alors à verser :

à Primus

21.900	×	10 fr. 25	=	224.475	francs
16.492	×	7 fr. 50	=	123.690	»
32.200	×	19 fr. 25	=	619.850	»
					968.015 francs

à Secundus

21.900	×	11 fr.	=	240.900	francs
16.492	×	7 fr.	=	115.444	»
32.200	×	19 fr. 50	=	627.900	»
					984.244 francs

à Tertius

21.900	×	10 fr. 50	=	229.950	francs
16.492	×	7 fr. 25	=	119.567	»
32.200	×	19 fr.	=	611.800	»
					961.317 francs

Tertius sera classé premier pour la fourniture totale de foin, de paille et d'avoine.

Les soumissions et les pièces annexées, qui présentent

quelque défaut de forme, sont l'objet, de la part de la commission, d'un examen immédiat. La décision prise par la commission est notifiée de vive voix aux intéressés séance tenante, avant de poursuivre les opérations.

Le tableau de classement des soumissions est établi dans l'ordre des moins disants ; à égalité d'offres en prix, les soumissions sont placées en commençant par les plus faibles, dans l'ordre de croissance des quantités offertes ; à égalité d'offres en prix et en quantités, elles sont placées dans l'ordre de leurs numéros.

Le président donne alors lecture à haute voix du tableau de classement au public assemblé. Puis il brise les cachets de la lettre close contenant les prix-limites, communique ces prix aux membres de la commission en rappelant qu'ils doivent rester secrets et déclare adjudicataires provisoires ou définitifs, sous réserve de l'approbation du ministre ou du directeur local, dans l'ordre de leur inscription au tableau de classement, jusqu'à concurrence des quantités mises en adjudication, ceux des soumissionnaires dont les offres sont inférieures ou égales aux prix-limites.

Il arrive parfois que les soumissionnaires commettent des erreurs dans les calculs qui ont pu servir de base à l'établissement de leur soumission. Si on leur permettait pour ce seul fait de demander l'annulation de l'adjudication, ce serait enlever toute garantie de certitude à l'adjudication. Le concurrent, déclaré adjudicataire serait trop facilement porté à invoquer l'erreur commise pour de-

mander l'annulation du contrat, lorsqu'il a consenti à traiter à des prix qu'il juge trop peu rémunérateurs. Aussi le Conseil d'Etat décide-t-il que l'erreur commise par l'adjudicataire lorsqu'elle ne provient pas du fait de l'administration n'est pas de nature à entraîner l'annulation du marché. Ainsi décidé pour une personne déclarée adjudicataire d'une fourniture de bois et prétendant faire annuler l'adjudication parce que son offre avait été faite en prenant pour unité de base le prix du stère, alors que l'administration entendait payer d'après le poids du stère (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 1851, p. 117).

§ 5. — *Adjudications provisoires.*

Le cahier des charges spéciales peut aussi fixer un délai pour recevoir des offres de rabais sur le prix d'adjudication, la première adjudication est alors dite « adjudication provisoire ». Si pendant ce délai, qui ne doit pas excéder 20 jours, il est fait une ou plusieurs offres de rabais d'au moins 10 0/0, il est procédé à une réadjudication entre le premier adjudicataire et l'auteur des offres de rabais.

L'administration use très rarement de cette faculté dans les marchés de subsistances. Il serait en effet à craindre que les premiers soumissionnaires ne considérassent la première adjudication que comme un essai, ils offriraient alors des prix très élevés, se réservant de formuler leur

véritable prix pour le cas où des offres de rabais seraient faites. Il pourrait aussi se faire que l'adjudicataire provisoire, ayant connaissance de l'intention dans laquelle se trouverait un concurrent de formuler ces offres, n'achetât son abstention.

Avec la pratique des prix-limites ce mode de procéder est presque sans utilité. Il se trouvera rarement une personne disposée à consentir ce rabais de 10 0/0, alors que grâce au prix-limite les soumissionnaires ont déjà été dans l'obligation de ramener leurs offres à un taux qui se trouve parfois inférieur au cours commercial.

§ 6. — *Adjudications sur concours d'échantillons et de prix.*

Le cahier des charges spéciales peut aussi spécifier, pour des fournitures spéciales, que l'adjudication aura lieu sur concours d'échantillons et de prix.

Les échantillons sont alors remis à un établissement désigné ou au membre technique qui délivre un récépissé au déposant.

La commission d'adjudication procède avec l'aide de personnes compétentes désignées à cet effet au cahier des charges spéciales à l'examen et aux épreuves des échantillons envoyés : on attribue un coefficient à raison de leur qualité relative à chacun des échantillons réunissant les conditions d'admission. Parfois cet examen est effectué par une commission distincte de la commission d'adjudi-

cation. L'opération est constatée par un procès-verbal dans tous les cas signé par les personnes qui ont participé à l'examen.

Le classement des offres formulées est fait en combinant les prix stipulés avec les coefficients attribués aux échantillons ; le soumissionnaire qui a fait les offres combinées les plus avantageuses pour l'Etat, est déclaré adjudicataire si ces offres sont inférieures au prix-limite qui peut avoir été fixé.

Ce mode d'adjudication n'est guère employé que pour les articles de fabrication tels que : graisse, savon, soude, zinc, cuivre, plomb, etc... On y a peu recours pour le service des subsistances ; il serait en effet presque impossible de fournir un échantillon type pour ces sortes de denrées, dont la qualité peut varier d'une époque de l'année à l'autre, l'adjudicataire ne pouvant pas répondre d'une bonne ou mauvaise récolte. L'administration se contente de fixer les conditions générales que doivent remplir chaque denrée soumissionnée.

§ 7. — *Nouveau concours.*

Différents cas peuvent se présenter au cours d'une adjudication :

Les quantités adjudgées peuvent être inférieures au chiffre de la fourniture à effectuer parce que les concurrents n'ont pas soumissionné pour le tout ou le plus sou-

vent parce qu'une certaine quantité est offerte à un prix supérieur au prix-limite. Dans ce cas le président, après avoir fait connaître la quantité restant à adjuger, appelle les soumissionnaires présents à un nouveau concours. Si ce nouveau concours demeure sans résultat, en tout ou en partie, le président déclare qu'il n'y a pas lieu à adjudication pour la quantité non soumissionnée dans le prix-limite.

Le cas opposé peut aussi se présenter : les concurrents ont offert dans la limite du prix fixé par l'administration des quantités supérieures à la fourniture à adjuger. On réduit alors la dernière soumission acceptable au complément quel qu'il soit des quantités restant à adjuger, s'il n'y a pas d'autres offres égales en prix.

S'il y a plusieurs offres à des prix égaux pour couvrir soit la totalité de la fourniture, soit la quantité complémentaire à adjuger, on ouvre un nouveau concours séance tenante entre les auteurs de ces offres. Ils peuvent formuler un rabais au bas de leur soumission et même augmenter le chiffre des quantités offertes, sans toutefois pouvoir le diminuer.

Si les concurrents ne consentent pas à un nouveau concours, ou si l'on se trouve encore en présence de prix égaux, le sort décide de l'ordre dans lequel seront désignés les adjudicataires.

Soit par exemple, une quantité de 1.500 quintaux de blé à adjuger ; au premier concours,

Primus	offre	100	quintaux à 25 fr. le quintal
Secundus	»	200	» à 25 fr. »
Tertius	»	500	» à 25 fr. »
Quartus	»	1.000	» à 25 fr. »

Les prix offerts étant égaux et la quantité offerte excédant la fourniture à faire il y a lieu à un second concours qui donne les résultats suivants :

Tertius	offre	500	» à 24 fr. le quintal
Secundus	»	300	» à 24 fr. 50. »
Primus	»	300	» à 25 fr. »
Quartus	»	1.000	» à 25 fr. »

Les offres de Primus et de Quartus étant égales en prix, on tire au sort entre eux et le sort décide que Primus sera placé avant Quartus. Le classement définitif sera alors :

Tertius		500	quintaux à 24 fr.
Secundus		300	» à 24 fr. 50
Primus		300	» à 25 fr.
Quartus		1.000	» à 25 fr.

On adjugera à :

Tertius		500	quintaux
Secundus		300	»
Primus		300	»
Quartus		400	»

1.500 quintaux

ce qui est la quantité à adjuger. La soumission de quartus est réduite au complément des quantités restant à adjuger (1).

(1) Exemple cité par l'instruction relative aux marchés du Département de la guerre du 6 juillet 1909.

Ces règles ne peuvent s'appliquer que dans le cas où la fourniture est divisible ; mais lorsque les offres acceptables sont égales en prix alors que la fourniture est indivisible, on procède à un nouveau concours entre les soumissionnaires de ces offres et le sort décidera entre eux au cas de refus de concourir ou d'insuccès du nouveau concours.

§ 8. — *Réclamations.*

Toute difficulté survenant pendant l'adjudication est examinée immédiatement et résolue à la majorité des voix par les membres du bureau. Il en est fait mention au procès-verbal. Les décisions de la commission, portées à haute voix et pour notification à la connaissance du public et des intéressés, sont définitives et sans appel. Toutefois, les protestations et réclamations faites, séance tenante, par un ou plusieurs soumissionnaires sont l'objet d'une mention au procès-verbal de la séance qui est alors signé par les réclamants.

§ 9. — *Approbation et acceptation des résultats du concours.*

Pour être définitifs, les résultats de l'adjudication doivent être approuvés.

S'il a été fixé un prix-limite, s'il s'est présenté plusieurs soumissionnaires et si aucune réclamation n'a été formulée, l'approbation appartient au directeur local qui

peut déléguer ses pouvoirs au membre technique de la commission d'adjudication.

S'il n'a pas été fixé de prix-limite ou si un seul soumissionnaire s'est présenté à la séance d'adjudication, l'approbation est en principe réservée au ministre. Toutefois, même dans ces deux cas, le directeur local peut exceptionnellement recevoir délégation d'approuver le marché. L'approbation ministérielle n'est pas nécessaire si c'est à un deuxième concours qu'une seule soumission a été déposée pourvu qu'au premier concours resté infructueux, plusieurs soumissions aient été présentées. L'approbation est toujours réservée au ministre, nonobstant toute délégation, s'il y a des réclamations ou des protestations insérées au procès verbal.

Dans l'intention d'aller vite et de voir trancher immédiatement des réclamations qu'elle n'apprécie pas toujours à leur juste importance, la commission d'adjudication sacrifie parfois trop facilement les intérêts des soumissionnaires. Nous avons vu certains présidents de commission trancher des questions de première importance avec trop de légèreté, considérant la réclamation qui leur est faite comme ne devant pas arrêter leur attention et passant outre, ou la solutionnant avec un esprit préconçu contre le réclamant, lui refusant même le droit de signer sa réclamation.

Pour éviter d'en référer au ministre, maintes réclamations sont souvent passées sous silence. Lorsque le soumissionnaire porte cette réclamation devant le directeur

local, ce dernier ayant délégué ses pouvoirs d'approbation au membre technique, la demande lui parvient souvent après que le résultat de l'adjudication a été approuvé. Il s'en tient alors au fait acquis avec promesse qu'à l'avenir il sera apporté plus de circonspection à l'examen des réclamations : satisfaction bien légère donnée au soumissionnaire qui s'est peut-être vu écarter de l'adjudication sous un prétexte sans fondement.

Le membre technique, autorisé par délégation à accepter les résultats de l'adjudication peut le faire définitivement et séance tenante, soit surseoir à donner son approbation.

Lorsque l'approbation de l'adjudication n'est pas réservée au membre technique, celui-ci fait connaître aux soumissionnaires à quelle autorité incombe l'approbation et appelle l'attention des adjudicataires sur le caractère provisoire du marché. Les détails d'exécution ne courent alors que du jour de la notification à l'intéressé de la décision définitive d'approbation.

Les délais dans lesquels l'approbation doit-être notifiée aux contractants sont au maximum de trente jours lorsqu'elle est réservée au ministre, dix jours dans les autres cas. Si l'approbation n'est pas notifiée dans ces délais, l'adjudicataire peut renoncer à l'exécution du contrat, à condition d'en faire la déclaration écrite au chef du service. S'il n'a pas usé de cette faculté avant d'avoir reçu notification de l'approbation, il est irrévocablement engagé à l'égard de l'Etat par cette notification.

L'adjudicataire d'une fourniture ne peut pas obliger le ministre à approuver l'adjudication prononcée à son profit, par la commission d'adjudication (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* 1851 p. 537 — 13 juillet 1877 p. 710) L'adjudication n'est en effet prononcée que sous réserve de l'approbation de l'autorité compétente.

Mais, du moins, le Conseil d'Etat reconnaît qualité à un soumissionnaire pour se pourvoir contre toute décision ministérielle qui validerait une adjudication au profit d'un de ses concurrents, en violation du cahier des charges.

Ce cahier lie en effet de l'administration, il fait la loi du contrat entre elle et les soumissionnaires. Dès qu'un concurrent a fait des offres conformes aux stipulations de ce cahier, s'il a consenti un rabais plus fort que celui offert par ses concurrents et s'il offre les garanties nécessaires de bonne exécution, il n'y a aucune raison d'écarter sa soumission pour lui préférer un autre concurrent.

Mais la commission d'adjudication peut toujours interpréter la soumission et suppléer au silence de certaines mentions. Dans la précipitation de rédaction de leur soumission, les concurrents peuvent omettre certains détails accessoires. C'est ainsi qu'il peut leur arriver d'offrir un prix sans déterminer l'unité de base, sans spécifier si le prix offert s'applique au quintal ou aux 1000 kilogrammes. Il est évident que le soumissionnaire qui offre par exemple un lot de foin à 440 francs, sans mentionner l'unité de base entend prendre comme unité les 1000 kilogrammes et un

concurrent ne pourra pas se plaindre si cette offre est préférée à la sienne qui offrait ce même foin à 11 fr. 50 en spécifiant que l'unité de base était le quintal. (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* 26 juillet 1851 p. 537.)

De même il a été jugé dans une adjudication pour fourniture de pain, qu'un rabais de 3 fr. 09 consenti sur le prix de la taxe municipale par 100 kilogrammes de pain, s'applique non à chaque somme de 100 francs de la fourniture mais à chaque quintal métrique de pain (*Conseil d'Etat* 1852 p. 164).

§ 11. — *Pièces à délivrer aux adjudicataires. — Domicile de l'entrepreneur. — Préposés.*

Aussitôt après l'approbation de l'adjudication, le chef de service intéressé doit délivrer, sans frais et contre récépissé, à chacun des adjudicataires un extrait certifié conforme du procès-verbal d'adjudication, un exemplaire des clauses et conditions générales, une copie certifiée conforme du cahier des charges spéciales ainsi que des autres pièces qui seraient expressément désignées dans ledit cahier des charges comme servant de base à chacun des marchés ; il les autorise à prendre copie des pièces manuscrites désignées dans le cahier des charges spéciales.

Il arrive cependant que les adjudicataires n'aient pas communication de ces pièces, soit qu'ils jugent inutile de les demander, soit que le chef du service intéressé néglige

de leur en faire délivrance. De là, découlent de nombreuses surprises de la part des adjudicataires qui se voient souvent opposer des clauses qu'ils ne soupçonnaient pas et d'où naissent des discussions; le fournisseur se croyant fort de son bon droit argumente en vain jusqu'à ce qu'on lui oppose la clause ignorée qui détruit ses espérances.

Le cahier des charges spéciales fait connaître si l'entrepreneur est tenu de faire élection de domicile au lieu d'exécution du marché ou de s'y faire représenter par un fondé de pouvoirs. Dans le cas où l'entrepreneur ne remplirait pas cette obligation quand il y est tenu et cela dans un délai de quinze jours après la notification de l'approbation du marché, toutes les communications seraient valablement adressées par l'administration à la mairie de la commune désignée à cet effet dans le cahier des charges spéciales.

Les préposés ou les représentants de l'entrepreneur doivent être Français et agréés par l'administration, celle-ci a le droit d'exiger leur remplacement pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

Pendant la durée du marché, l'entrepreneur est tenu de se rendre dans les bureaux du chef du service et d'accompagner celui-ci et les délégués du ministre dans les magasins toutes les fois qu'il en est requis. L'entrepreneur peut être suppléé par son représentant dûment accrédité.

L'adjudicataire ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, ou contracter une

association quelconque pour l'exécution de son marché sans le consentement écrit du ministre. Dans tous les cas il demeure responsable envers l'administration.

§ 12. — *Concours de quarante-huit heures.*

En cas d'insuccès total ou partiel d'une adjudication simple, tant après un premier qu'après un deuxième concours, le président annonce, s'il y a lieu, qu'il sera procédé à un concours dit « concours de quarante-huit heures ». Le membre technique est autorisé à recevoir, pendant un délai de quarante-huit heures, les offres qui lui seront faites, soit par les personnes ayant pris part à l'adjudication, soit par toutes autres réunissant les conditions requises des précédents soumissionnaires.

Ces offres doivent être écrites et signées par leurs auteurs ou par leurs fondés de pouvoirs munis de procurations régulières et remises sous plis cachetés. Ces offres engagent les signataires jusqu'à la décision qui sera prise.

Les dimanches ni les jours fériés ne sont pas comptés dans le calcul des quarante-huit heures.

Le membre technique indique le lieu où doivent être déposées les offres, l'heure d'expiration du délai à laquelle il ouvrira les plis. Les soumissionnaires peuvent assister à ce dépouillement. En cas d'égalité d'offres le sort décide de l'adjudicataire.

Lorsqu'une adjudication suivie d'un concours de qua-

rante-huit heures sont restés sans résultat, le directeur du service local peut faire procéder à une nouvelle adjudication ou prescrire la passation d'un marché de gré à gré sur les bases de l'adjudication et avec les mêmes pièces.

Ce marché peut, soit être passé immédiatement avec le moins disant, soit donner lieu à de nouvelles soumissions qui seront reçues dans un délai fixé par le directeur du service ou le membre technique. Elles peuvent émaner des personnes ayant pris part à l'adjudication et de toutes autres.

Lorsqu'on a recours à une nouvelle adjudication, les affiches et avis de la première adjudication peuvent mentionner cette nouvelle adjudication éventuelle, en fixer la date qui doit être postérieure de quinze à vingt jours à celle de la première. Toutefois ce délai peut être réduit en cas d'urgence.

SECTION III

Règles applicables aux adjudications restreintes.

§ 1. — *Déclarations et références à produire avant l'adjudication*

Rappelons que l'on entend par adjudications restreintes celles où sont seules autorisées à soumissionner les personnes reconnues capables par une commission d'admis-

sion. Il est donc nécessaire d'accomplir, avant la séance d'adjudication, certaines opérations qui ne se rencontrent pas dans les adjudications simples : déclaration d'intention de soumissionner et références à produire.

La déclaration d'intention de soumissionner doit être adressée au membre technique de la commission d'adjudication dans le délai indiqué par les avis d'adjudication. Elle indique l'intention de soumissionner du postulant, ses nom, prénoms, domicile et qualité, ainsi que le lieu et la date de sa naissance s'il s'agit d'une personne, ou sa raison sociale s'il s'agit d'une société et spécifiant, s'il y a lieu, le nombre des places ou arrondissements de fournitures pour lesquels elle demande à concourir. Elle fait aussi connaître, le cas échéant, la manière dont elle entend réaliser le cautionnement définitif prévu ou son intention de constituer une caution personnelle, lorsque ce mode de garantie est admis. Dans ce cas la caution doit faire une déclaration écrite portant promesse de s'engager solidairement avec le demandeur pour l'exécution du service à entreprendre.

Le postulant joint à sa déclaration un état indiquant les entreprises de fournitures pour les services publics, dont il aurait été antérieurement adjudicataire, ainsi qu'un certificat de dépôt de pièces exigées en vue des adjudications du Département de la guerre. Ce certificat est le même que celui exigé pour les adjudications simples, mais tandis que ce dernier a simplement pour but de dispenser les candidats qui ont déjà déposé leurs pièces à un

directeur ou chefs de service d'en produire de nouvelles auprès d'un autre, le certificat du dépôt exigé pour les adjudications restreintes est obligatoire pour tous les candidats.

Ce certificat doit mentionner expressément qu'il a été délivré en vue d'une adjudication restreinte et il ne doit pas avoir plus d'un an de date.

A défaut de certificat de dépôt de pièces, les concurrents doivent faire accompagner leur déclaration d'intention de soumissionner d'une pièce constatant leur qualité de français ou d'une décision du ministre les autorisant à soumissionner.

S'il s'agit de sociétés, toutes doivent produire une expédition légalisée de l'acte constitutif de la société, des statuts et des actes modificatifs. La société n'est admise qu'autant que sa durée, qui ne doit pas être illimitée, est au moins égale à celle du marché à intervenir et que les actes constitutifs ou modificatifs de ses statuts ne stipulent pas de réserve de nature à restreindre la responsabilité solidaire des associés dans les sociétés en nom collectif, les responsabilités spéciales aux commandités et aux commanditaires dans les sociétés en commandite. De même les statuts des sociétés anonymes ne doivent pas stipuler de réserve de nature à affaiblir la valeur du gage que représente, pour ses créanciers, son capital social.

La caution personnelle d'une société en nom collectif ne peut être l'un des associés ; celle d'une société en commandite ne peut-être l'un des commandités ; celle d'une

société anonyme ne peut être ni son mandataire, ni l'un des membres du conseil d'administration.

Les sociétés en nom collectif et en commandite doivent en outre produire pour chacun des associés et, le cas échéant, des tiers gérants des sociétés en nom collectif, pour les commandités ou les gérants ou les membres du conseil de surveillance des sociétés en commandite simple ou par actions, une pièce constatant leur qualité de français ou une décision du ministre y suppléant.

Les sociétés anonymes doivent aussi produire une déclaration signée par le président du conseil d'administration et légalisée, indiquant les noms de la personne ou des personnes qui d'après les statuts ont qualité pour traiter au nom de la société et pour la représenter, pendant la durée du marché, pour tout ce qui concerne l'exécution du contrat. A cette déclaration doit être jointe une pièce, constatant la qualité de Français du président et des mandataires désignés.

Dans le cas où la société voudrait, en cours de marché, substituer de nouveaux mandataires à ceux primitivement agréés par l'administration, cette substitution devrait être soumise au préalable à l'acceptation du ministre. Faute d'autorisation, ce remplacement serait considéré comme une modification non autorisée à la constitution de la société et pourrait entraîner la résiliation du marché aux risques et périls du fournisseur.

§ 2. — *Candidats à plusieurs adjudications.*

Il peut se faire que pour des fournitures de même nature, par exemple pour des entreprises de fourrages à la ration, plusieurs adjudications aient lieu à la même date sur plusieurs points du territoire. Ce serait dans ce cas exagérer les mesures de prudence que d'obliger les soumissionnaires, qui ont déjà effectué à un endroit le dépôt des pièces exigibles, à produire de nouveau les mêmes pièces. Ils peuvent alors demander à concourir à plusieurs de ces adjudications en adressant aux membres techniques des autres commissions une simple demande d'admission, sauf à produire, à chacune des commissions d'adjudication devant laquelle ils se présenteront, la preuve qu'ils ont été admis à prendre part à des concours simultanés.

§ 3. — *Clôture de la liste des demandes d'admission.*

Le membre technique dresse la liste des déclarations d'intention de soumissionner et l'arrête définitivement à l'expiration du délai fixé pour le dépôt. Il s'occupe de recueillir tous les renseignements propres à éclairer la commission d'admission sur l'aptitude générale, la moralité commerciale et la solvabilité des postulants. Il s'adresse à cet effet notamment aux autorités municipales, aux tribunaux et aux chambres de commerce.

Si les postulants ont été ou sont encore titulaires de marchés de l'administration de la guerre, il demande des renseignements aux chefs de service sur la manière dont les candidats ont exécuté ou exécutent leurs engagements.

§ 4. — *Composition de la commission d'admission.*

Son rôle.

La composition de la commission d'admission est la même que celle de la commission d'adjudication sauf que le troisième membre est dans tous les cas un officier de la garnison et qu'elle ne comprend un fonctionnaire de l'intendance que si celui-ci est membre technique. La présidence appartient au maire ou à son délégué.

Cette commission délibère et statue définitivement sur l'admission des concurrents et de leurs cautions.

Elle écarte toute personne ou société figurant sur le répertoire des fournisseurs exclus des adjudications et marchés du Département de la guerre.

Avant de statuer définitivement elle doit entendre les concurrents dont elle croit devoir prononcer l'exclusion.

Il est dressé un procès-verbal constatant les résultats, les délibérations de la commission. Il contient la liste des candidats admis et non admis. Ces listes sont tenues secrètes.

§ 5. — *Opérations de l'adjudication.*

Toutes les dispositions énumérées relativement aux

opérations de l'adjudication proprement dite pour les adjudications simples sont applicables aux adjudications restreintes, sauf, qu'avant le dépôt des soumissions, le président donne lecture de la liste des concurrents admis.

Le conseil d'Etat (*Recueil des arrêts* 1901, p. 401) décide que les représentants de l'administration, lorsqu'ils ont admis, sur le vu des pièces produites, un commerçant à concourir, ne peuvent pas ensuite écarter sa soumission.

Le ministre chargé d'approuver l'adjudication peut réformer la décision de la commission qui a prononcé l'adjudication au profit d'un tiers et il peut déclarer adjudicataire le soumissionnaire évincé.

La commission doit en effet examiner en premier lieu les pièces produites, elle en apprécie la validité et arrête la liste des concurrents agréés ; les concurrents admis ont dès ce moment un droit acquis à concourir. A partir du moment où la commission a ouvert les soumissions, il ne lui appartient plus de revenir sur sa première décision pour écarter comme ne présentant pas les conditions requises un concurrent déjà agréé par elle.

Lorsque les cahiers des charges spéciales exigent la réalisation d'un cautionnement provisoire, les concurrents doivent joindre à leur soumission le récépissé de versement au Trésor. Les récépissés sont rendus à l'issue de la séance à tous les soumissionnaires non déclarés adjudicataires après avoir été revêtus par le président d'une mention déclarant que le titulaire n'est pas adjudicataire et a droit à la restitution de son cautionnement provisoire.

Les récépissés des soumissionnaires déclarés adjudicataires sont conservés à l'appui de leur marché jusqu'à la constitution du cautionnement définitif ou d'une caution personnelle solidaire.

§ 6. — *Insuccès d'une adjudication restreinte*

En cas d'insuccès total ou partiel d'une adjudication restreinte, tant après un premier qu'un deuxième concours le directeur du service a la faculté de procéder à une nouvelle adjudication. Les avis et affiches annonçant la première adjudication mentionnent alors que, pour les fournitures non adjudgées, une nouvelle adjudication aura lieu à une date déterminée, postérieure de quinze à vingt jours à celle de la première. Ils indiquent également le délai fixé pour le dépôt des déclarations d'intention de soumissionner des candidats nouveaux et la date à laquelle se réunira la commission d'admission chargée de les examiner.

Les concurrents admis à la première adjudication sont admis d'office à la nouvelle adjudication.

Le président rappelle à l'issue de la séance la date de la nouvelle adjudication et celle fixée pour l'envoi au membre technique des nouvelles déclarations d'intention de soumissionner ; il indique en outre les parties de la fourniture qui en font l'objet.

Parfois, si les circonstances locales le justifient, à la suite de l'insuccès d'une adjudication restreinte il peut-être procédé à la passation d'un marché de gré à gré.

CHAPITRE VI

MARCHÉS DE GRÉ A GRÉ

Le décret du 18 novembre 1882 relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat n'admet l'usage des traités de gré à gré que dans certains cas exceptionnels prévus par l'article 18.

Dans une circulaire du 21 janvier 1907 M. Henry Chéron, sous-secrétaire d'Etat, dit qu'il a pu constater dans divers services de la guerre « une tendance fâcheuse à soustraire les marchés à l'adjudication publique et à étendre d'une façon excessive l'application des dispositions permettant de traiter de gré à gré... Il faut bien remarquer que si, dans certains des cas prévus par l'article 18 du décret du 18 novembre 1882, la tractation de gré à gré s'impose, dans d'autres, l'emploi de cette manière de procéder dépend essentiellement des circonstances. »

Pour le service des subsistances les cas prévus de tractation de gré à gré se classent ainsi d'après le décret du 18 novembre 1883, article 18 :

Le premier paragraphe autorise ce mode de tractation

lorsque le montant du marché n'excède pas 20000 francs ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle n'excède pas 5000 francs.

Les paragraphes 2 à 10 s'appliquent dans les circonstances où les conditions caractéristiques de l'adjudication (concurrence, publicité) ne peuvent être réalisées. C'est ainsi que le paragraphe 2 prévoit le cas où les circonstances exigent que les opérations du gouvernement soient tenues secrètes, dans ce cas ces marchés doivent préalablement avoir été autorisés par le Président de la République sur un rapport spécial du ministre ; le paragraphe 6 vise les fournitures qui ne sont faites qu'à titre d'essai ou d'étude ; le paragraphe 8, les denrées qui, à raison de leur nature particulière et de la spécialité de l'emploi auquel elles sont destinées, doivent être achetées et choisies aux lieux de production. C'est ainsi que par application de ce paragraphe les achats de fourrages verts sont effectués par marchés de gré à gré, passés à la suite de concours restreints, pour toutes les places où la fourniture ne doit pas s'élever à plus de 5000 francs. Ces marchés sont approuvés par le directeur de l'intendance. Dans les places où la fourniture du vert doit s'élever à plus de 5000 francs, elle est assurée par voie d'adjudication.

Le paragraphe 9 vise les fournitures qui n'ont été l'objet d'aucune offre aux adjudications, ou à l'égard desquelles il n'a pas été proposé de prix acceptables ; toutefois lorsque l'administration a cru devoir arrêter et faire connaître un maximum de prix, elle ne doit pas dépasser ce maximum.

Le paragraphe 10 concerne les fournitures qui, dans les cas d'urgence évidente amenée par des circonstances imprévues, ne peuvent pas subir les délais des adjudications ; le paragraphe 11 vise l'hypothèse où il y a lieu de passer un marché par défaut aux lieu et place de l'adjudicataire défaillant et à ses risques et périls.

Les autres paragraphes se rapportent aux entreprises de transport, de travaux et de fabrication d'objets.

Reprenant alors ces différents cas, la circulaire du 17 janvier 1907 relative à la préparation et à la passation des marchés, indique ceux où la tractation de gré à gré s'impose et ceux où cette manière de procéder dépend des circonstances. S'il s'agit d'un marché par défaut, l'adjudication doit être la règle. Dans les autres cas la tractation de gré à gré ne s'impose pas toujours : elle doit être justifiée par des circonstances spéciales dans les hypothèses définies aux paragraphes 2 (opérations tenues secrètes), 8 (objets et matières achetés aux lieux de production), 9 (prix inacceptables), 10 (urgence de traiter). « *A fortiori*, ajoute cette circulaire, ne doit-on pas, comme le font trop souvent certains services, interpréter le paragraphe 1 comme permettant de se soustraire à l'adjudication toutes les fois que l'importance des fournitures n'atteint pas la limite admise. » Certains services, pour gagner du temps dans certaines circonstances urgentes, s'appuyant sur le paragraphe 1, subdivisaient une fourniture en partie de valeur inférieure à 20.000 fr. dans le but de traiter de gré à gré.

« Le décret a énuméré les cas particuliers les plus fréquents où une dérogation au système de l'adjudication peut être autorisée ; il n'a pas cherché à les prévoir tous et la disposition du premier paragraphe a simplement pour objet d'englober les autres cas pouvant résulter des modalités si diverses que comportent les opérations administratives. La condition que la dépense totale n'excède pas 20.000 francs est *nécessaire* pour qu'on puisse traiter de gré à gré dans un cas non prévu par la circulaire du 18 novembre 1882, mais elle n'est pas *suffisante*, l'administration doit procéder à une adjudication si elle n'a pas de raisons particulières probantes pour s'en dispenser. Ces raisons particulières n'existant que dans des cas tout à fait exceptionnels, le paragraphe 1 ne pourra plus être invoqué pour justifier la passation de marchés de gré à gré (1) ».

En conséquence le Sous-Secrétaire d'Etat à la guerre a prescrit qu'il ne serait passé de marché de gré à gré que dans les cas où l'objet du traité à intervenir ou bien les circonstances de sa passation rendraient absolument nécessaire l'application de l'un des paragraphes de l'article 18 du décret du 18 novembre 1882 : en aucun cas les services locaux ne pourront invoquer le paragraphe 1 du dit décret.

Tout marché de gré à gré doit rappeler l'article et le paragraphe du décret dont il est fait application.

(1) Circulaire du 21 janvier 1907 à la passation et à la préparation des marchés.

Tous les marchés de gré à gré sont soumis à l'approbation du ministre ; les délais de notification de l'approbation sont au maximum de trente jours. Les marchés de cette sorte passés pour assurer des fournitures d'extrême urgence et par suite de circonstances imprévues peuvent, à titre exceptionnel, être approuvés directement et sous leur responsabilité par les directeurs du service local. On peut citer à titre d'exemple, parmi les fournitures susceptibles de rentrer dans la catégorie dont il s'agit : la fourniture de denrées du service des substances dans une place autre que celle de la garnison, en cas de grève, d'épidémie, d'occupation inopinée d'un camp etc., les marchés à passer à la suite d'adjudications infructueuses lorsque la situation des approvisionnements nécessite que le service soit assuré sans délai ; les mesures à prendre pour le remplacement de denrées qui menacent de se corrompre ; la fourniture de denrées nécessaires à des troupes en opérations et ne pouvant pas être prélevées dans les approvisionnements.

Les personnes ou sociétés avec lesquelles il doit être passé des marchés de gré à gré peuvent être obligées à fournir toutes les garanties exigées des concurrents aux adjudications.

Mode de passation des marchés de gré à gré. — Les marchés de gré à gré sont passés soit sur un engagement souscrit à la suite du cahier des charges, soit sur une soumission établie par la personne ou le mandataire de la

société qui se propose de traiter, soit par correspondance suivant les usages du commerce.

L'administration doit faire un appel à la concurrence, en cas contraire, en soumettant le marché à l'approbation du ministre, on doit lui rendre compte des motifs de la dérogation.

Le dépouillement des soumissions a lieu en l'absence des concurrents et il ne peut être donné communication des prix soumissionnés. Le motif de cette disposition n'apparaît pas clairement, il serait cependant d'un grand intérêt pour les autres soumissionnaires de connaître le prix auquel la fourniture a été adjugée. Ce prix pourrait leur servir de ligne de conduite pour une adjudication ultérieure.

Il est rédigé un procès-verbal d'examen des soumissions, on le joint à l'appui du marché ; les soumissions elles-mêmes y sont jointes lorsqu'il n'a pas été procédé au dépouillement par une commission d'achat ou un conseil d'établissement, ou lorsque la comparaison des offres n'a pas été basée exclusivement sur les prix offerts. Dans le cas où il n'a été reçu d'offres que d'un seul soumissionnaire, on joint au marché une note rappelant les prix courants et les prix offerts antérieurement pour les mêmes fournitures.

CHAPITRE VIII

PRIX-LIMITES

Afin de ne pas se trouver lors d'une adjudication en face de concurrents, qui par suite d'une entente préalable, ne consentiraient à traiter qu'à des conditions très onéreuses pour l'administration, celle-ci fixe un prix, appelé prix-limite, au-dessus duquel l'Etat n'entend pas traiter pour un marché déterminé.

Les soumissionnaires formulent leurs offres par un rabais ou une surenchère sur des prix de base fixés par les pièces du marché. Le prix-limite est ainsi, selon les cas, soit un prix maximum que l'on ne doit pas dépasser, soit un minimum de rabais ou un maximum de surenchère sur des prix de base rendus publics.

Pour le service des subsistances il consiste en un prix maximum de denrée que les offres peuvent atteindre, mais non dépasser, sous peine de devenir caduques.

Ces prix-limites restent secrets pour les soumissionnaires ; le président de la commission d'adjudication se borne après la lecture de leurs offres à prendre seul connaissance des prix-limites et déclare d'après leur donnée

les offres acceptées ou non sans aucun commentaire.

A moins d'impossibilité absolue, toute adjudication publique pour fournitures donne lieu à la fixation de prix-limites. Ces prix même après l'adjudication ne doivent jamais être connus du public.

Ils sont établis à l'aide de propositions faites par les directeurs des établissements ou les chefs de service : ils y joignent un rapport relatant, avec tous les détails utiles, les motifs qui les ont conduits à la fixation des prix-limites proposés. Pour éviter toute indiscretion, ils sont tenus d'établir personnellement tant leurs propositions que le rapport justificatif et ils doivent les écrire de leur main. Ils ne s'en dessaisissent qu'après les avoir renfermés dans une enveloppe cachetée et signée par eux. Cette enveloppe est transmise directement au ministre quinze jours au moins avant la date fixée pour l'adjudication. Ce délai peut cependant être abrégé pour les produits dont les cours sont sujets à de très fréquentes variations.

En principes, les prix-limites sont arrêtés par le ministre. Toutefois en ce qui concerne les marchés du service de l'intendance et du service de santé, ils sont arrêtés par les directeurs locaux lorsque leur durée ne dépasse pas une année et que leur importance est inférieure à 50.000 francs. Dans ce cas ils sont tenus d'en adresser le compte-rendu à l'administration centrale.

Ces comptes-rendus de fixation de prix-limites mentionnent dans des colonnes diverses : la nature des denrées ou fournitures pour lesquelles on a fixé le prix-

limite, l'unité adoptée (quintal ou hectolitre), les dates des précédentes adjudications, les quantités qui y ont été mises en adjudication et celles qui ont été adjudgées, le prix moyen résultant des diverses soumissions, le prix auquel la fourniture a été adjudgée, les cours commerciaux à l'époque de la précédente adjudication et les cours commerciaux actuels, les variations des cours commerciaux depuis la précédente adjudication, les variations diverses, la somme destinée à parer aux aléas de l'adjudication et enfin le prix-limite fixé.

Les éléments essentiels du prix-limite sont :

1° le prix de la denrée fixé à tant le quintal ou l'hectolitre.

2° Les frais accessoires (transport, épuration, transformation. Il y a des frais de transport dans les marchés de livraison ou marchés à la ration). Dans les marchés de fabrication de pain, la denrée appartenant à l'Etat, il n'y a pas à envisager de frais de transport : mais par contre il y a des frais accessoires de main-d'œuvre des ouvriers, préposé non compris.

3° Une majoration de dix pour cent à titre de bénéfice commercial.

Dans les marchés à la ration les frais généraux, n'intéressant pas directement la fabrication ou l'achat des denrées, restent en dehors des éléments du prix-limite. Ces frais généraux comprennent : l'intérêt à cinq pour cent de l'approvisionnement à entretenir, le prix de location des immeubles appartenant à l'entrepreneur ou pris

à loyer par lui, les frais de garde des locaux, les frais d'assurance et les frais de manutention, Ces frais généraux forment une somme globale ou prime qui est inscrite au cahier des charges spéciales.

Dans les marchés de livraison, il y a autant de prix-limites que de denrées distinctes à adjuger : autrement dit le prix-limite est distinct pour chaque denrée comme l'adjudication elle-même.

Dans les marchés à la ration, l'adjudication, s'appliquant à toute une place, est globale ; elle comprend pour les fourrages, par exemple, toutes les denrées qui composent la nourriture du cheval, le foin, la paille, l'avoine, etc... Par suite le prix-limite est également global et porte sur toutes les denrées réunies. Il est établi en multipliant le prix d'achat de chaque denrée, dans les marchés de fourniture, par la quantité prévue à fournir pendant l'année, et en faisant le total de tous les chiffres ainsi obtenus pour toutes les denrées. A ce total, il faut ajouter, pour l'année aussi, les frais accessoires de transport jusqu'au magasin et la majoration de dix pour cent à titre de bénéfice commercial, et on a le prix-limite définitif composé des trois éléments précités à savoir : le prix de la denrée (droits d'octroi compris), les frais accessoires notamment les frais de transport, et la majoration de dix pour cent. Les offres des soumissionnaires, sont établies par denrées, mais le marché est adjugé, comme nous l'avons vu, à celui qui fait les offres les plus avantageuses pour l'ensemble des denrées à fournir dans l'année, offres

qui doivent du reste être tout au plus égales au prix-limite (1).

En cas de réadjudication, à la suite d'un insuccès d'adjudication pour dépassement des prix-limites, il est indispensable que les nouveaux prix-limites soient fixés en tenant compte uniquement de l'ensemble des renseignements dont le règlement des marchés prévoit l'emploi afin que les fournisseurs ne puissent pas par leurs exigences conduire, en aucun cas, à accepter des prix supérieurs aux cours commerciaux. Les directeurs locaux ne doivent pas, dans l'esprit du règlement se baser sur les offres d'une adjudication restée sans résultat pour hausser le prix-limite, car les soumissionnaires, après entente entre eux, pourraient n'offrir que des prix excessifs dans l'espoir de voir ainsi fixer le prix-limite à un chiffre plus élevé.

En cas de variations appréciables dans les cours pendant la période qui s'écoule entre l'envoi des propositions de prix-limite au ministre et le jour même de l'adjudication, le directeur de l'établissement ou le chef du service intéressé qui désire modifier ses propositions doit en aviser télégraphiquement l'autorité chargée de statuer en mentionnant seulement l'augmentation ou la diminution qu'il propose afin que le prix-limite reste absolument secret.

Le tableau des propositions de prix-limites porte les

(1) HAFEMAYER, *L'Administration Générale*; son organisation, ses ressources, page 74.

mêmes indications que celles mentionnées plus haut pour les comptes-rendus de fixation de prix-limites pour les adjudications du service de l'intendance et du service de santé dont la durée n'excède pas une année et dont l'importance est inférieure à 50.000 francs : sauf la mention spéciale aux cours commerciaux à l'époque de la précédente adjudication et les cours actuels. Le prix-limite n'est que proposé et non fixé par le chef du service et une colonne spéciale est réservée aux observations qu'il peut avoir à formuler.

Le chef de service qui propose ainsi un prix-limite devant indiquer la variation des cours commerciaux depuis la précédente adjudication doit mentionner à quelle source ce renseignement a été puisé. Il peut s'adresser utilement aux chambres de commerce, aux chambres syndicales, etc... Les variations diverses également à mentionner résultent de circonstances particulières qui peuvent différencier les conditions de la précédente adjudication de celles auxquelles se rapportent les propositions, telles que variations résultant des cours pour les marchés à terme, différences de prix de transport, condition de réception des fournitures plus ou moins sévères, tendance à la hausse ou la baisse, etc...

La somme destinée à parer aux aléas de l'adjudication doit être au plus égale à la différence du prix moyen résultant des diverses soumissions des précédentes adjudications et du prix auquel la fourniture a été adjugée précédemment. Elle est destinée à tenir compte de l'abstention

éventuelle de quelques fournisseurs, abstention qui peut avoir pour effet de relever les prix, les concurrents étant peu nombreux.

Les soumissionnaires sont unanimes pour critiquer les prix-limites ; il est vrai que l'administration apporte ainsi une sérieuse entrave à leur tendance toute naturelle à offrir des prix peut-être excessifs. Mais malgré les mesures édictées pour que cette fixation se rapproche autant que possible des prix vrais du commerce, il existe une tendance dans l'administration à les fixer à un chiffre trop inférieur et insuffisamment rémunérateur pour l'adjudicataire ; soient que les renseignements dont l'administration s'est entourée ne soient pas suffisants ou soient erronés, soit qu'elle se base trop souvent sur le prix d'une précédente adjudication soumissionnée à un prix très bas par un fournisseur incompétent qui aura été loin de réaliser des bénéfices dans cette entreprise. Aussi arrive-t-il souvent que les adjudications demeurent sans résultats, les offres étant supérieures au prix-limite. Les fournisseurs, au lieu de baisser leurs prix, en offrent alors d'excessifs, dans l'intention non dissimulée de faire hausser le prix-limite ; l'administration doit parfois se soumettre à cette exigence, n'ayant dans le cas contraire aucune chance de voir adjuger la fourniture demandée elle se trouve accepter des prix supérieurs à ceux qu'elle avait précédemment repoussés.

Un prix-limite doit nécessairement être fixé pour éviter l'acceptation de prix excessifs, mais il conviendrait que ce

prix soit quelque peu supérieur aux cours commerciaux et que sa fixation ne soit aussi mathématique ; les soumissionnaires viendraient plus confiants, on augmenterait ainsi la concurrence et celle-ci ramènerait aisément les prix au cours normal du commerce.

CHAPITRE VIII

CAUTIONNEMENTS

Pour répondre de la bonne et complète exécution de leurs engagements, les titulaires des marchés du Département de la guerre doivent fournir un cautionnement ; c'est une garantie contre les fautes et les défaillances et en même temps un stimulant pour la bonne exécution du marché. Les soumissionnaires aux adjudications restreintes doivent aussi fournir un cautionnement pour être admis à prendre part aux adjudications ; ce cautionnement est dit « cautionnement provisoire » ; il ne peut être que pécuniaire, son importance est indiquée dans le cahier des charges spéciales.

Les garanties exigées des titulaires des marchés, pour répondre de leurs engagements, sont dites « cautionnements définitifs ».

Lorsque les cahiers des charges communes ou des charges spéciales le spécifient, ces garanties pécuniaires peuvent être remplacées, à titre exceptionnel, soit par une affectation hypothécaire, soit par une caution personnelle solidaire, soit par un dépôt de matières dans les

magasins de l'Etat. Ces garanties ne sont pas exigées pour les marchés dont l'importance n'excède pas 20.000 francs. Pour ceux dont l'importance est supérieure à ce chiffre, le cautionnement définitif est calculé à raison du dixième du montant du service à exécuter. Pour une adjudication de valeur égale ou inférieure à 20.000 francs, l'administration a la faculté de l'exiger, mais ce n'est pas pour elle une obligation.

Les cautionnements définitifs peuvent être remplacés, au gré de l'adjudicataire, par la retenue, jusqu'au paiement du solde, d'une fraction du montant du marché, égale au cautionnement fixé; mais pour cela il est nécessaire que les cahiers des charges communes ou des charges spéciales prévoient cette faculté.

Dans tous les cas les cahiers des charges spéciales déterminent le montant exact des cautionnements. Lorsque le cautionnement définitif est constitué en numéraire, il doit être versé à la Caisse des dépôts et consignations. Ce versement doit être effectué dans le délai de quinze jours à dater de la notification de l'approbation du marché, sauf dérogation insérée au cahier des charges spéciales. Dans le cas où les matières faisant l'objet du marché seraient livrées et définitivement reçues avant l'expiration de ce délai de quinze jours, le fournisseur serait autorisé à ne pas verser le cautionnement définitif.

Garanties pécuniaires.

Règles communes aux cautionnements provisoires et aux cautionnements définitifs. — Les cautionnements devant être versés à la Caisse des dépôts et consignations, il est donné avis des adjudications et marchés, de la nature et de la quantité du cautionnement exigé, au préposé de cette caisse résidant au chef-lieu d'arrondissement dans lequel a lieu l'adjudication.

Les garanties pécuniaires peuvent consister, au choix des soumissionnaires et des titulaires des marchés : en numéraire, en rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor au porteur, en rentes sur l'Etat nominatives ou mixtes.

La valeur en capital des rentes à affecter aux cautionnements est calculée pour les cautionnements provisoires, au cours moyen du jour de la veille du dépôt ; pour les cautionnements définitifs, au cours moyen du jour de l'approbation de l'adjudication. Les bons du Trésor à l'échéance d'un an ou de moins d'un an sont acceptés pour le montant de leur valeur en capital et intérêts. Les autres valeurs du Trésor sont calculées d'après le dernier cours publié au Journal officiel.

Les personnes qui effectuent ces versements de cautionnements doivent faire une déclaration de consignation spécifiant l'objet et déterminant la garantie que la somme versée a pour but d'assurer à l'Etat.

Si le cautionnement est constitué en rentes ou en valeurs

du Trésor au porteur, la partie versante doit indiquer dans sa déclaration que le cautionnement pourra être saisi dans les conditions fixées par les cahiers des charges et qu'elle autorise à cet effet la Caisse des dépôts et consignations à le réaliser, le cas échéant.

Il est délivré au déposant un récépissé qui forme titre contre la Caisse des dépôts et consignations.

Lorsque le cautionnement est constitué en rente nominative ou mixte, indépendamment de la déclaration, de consignation, le titulaire de l'inscription doit souscrire, sur papier timbré, un acte, fait en double original. Cet acte mentionne que le déposant consent à ce que l'inscription réponde jusqu'à concurrence de la somme fixée pour le cautionnement de la bonne et complète exécution de ses engagements jusqu'au règlement définitif de tous les comptes relatifs à son marché ; qu'elle soit grevée d'opposition de la part de la Caisse des dépôts et consignations pour en arrêter le transport ; que, dans le cas où, par suite soit d'inexécution ou de mauvaise exécution de ses engagements, soit d'une infraction quelconque aux clauses et conditions de son marché, il serait reconnu débiteur et passible de la retenue de tout ou partie de son cautionnement à titre de dommages-intérêts ou pour tout autre cause, à raison de son entreprise, cette inscription soit vendue en tout ou en partie, pour que le prix à en provenir soit versé en acquit et jusqu'à concurrence de la somme due en principal, intérêts et frais entre les mains du caissier général de la Caisse des dépôts et consignations.

A cet effet il donne à la Caisse pouvoir spécial et irrévocable d'aliéner tant que durera le cautionnement.

Lorsque ce sont des tiers qui fournissent les fonds ou les valeurs d'un cautionnement, il faut constater leurs droits dans les déclarations de consignation. Le récépissé remis au déposant désigne le propriétaire des deniers ou des valeurs déposés. En aucun cas il n'est délivré de certificats de privilège de second ordre.

Après la réalisation d'un cautionnement, aucun changement ne peut-être apporté à sa composition, sauf dans le cas où les rentes ou valeurs auraient donné lieu à un remboursement par le Trésor. La somme appelée au remboursement est alors encaissée par la Caisse des dépôts et consignations et demeure affectée au cautionnement jusqu'à due concurrence; à moins que le cautionnement ne soit reconstitué en valeurs semblables.

Règles particulières aux cautionnements provisoires.

— La déclaration de consignation est établie sur papier libre par le déposant ; elle mentionne que ce dernier dans le cas où il serait adjudicataire, consent à ce que l'inscription réponde jusqu'à concurrence de la somme fixée par le cahier des charges de la bonne exécution de ses engagements. Il s'engage à réaliser ce cautionnement en cautionnement définitif dans le délai fixé par le cahier des charges et à souscrire une nouvelle déclaration d'affectation de rente et à donner à la caisse des dépôts et consignations un pouvoir irrévocable à l'effet d'aliéner ladite rente s'il y a lieu.

Les cautionnements provisoires en numéraire ne produisent pas d'intérêts au profit des déposants. Pour ceux qui sont constitués en rentes ou valeurs, la caisse des dépôts ne se charge pas de l'encaissement de leurs arrérages ou intérêts.

Les cautionnements provisoires sont rendus aux soumissionnaires qui ne sont pas devenus adjudicataires, sur la présentation qu'ils font, au lieu où le versement a été opéré, du récépissé de dépôt, portant mention par laquelle le président de la commission d'adjudication fait connaître que le soumissionnaire n'a pas été déclaré adjudicataire.

Règles particulières aux cautionnements définitifs.

— Les soumissionnaires déclarés adjudicataires peuvent, soit constituer un cautionnement définitif distinct du cautionnement provisoire, soit le réaliser par la conversion de ce cautionnement provisoire en cautionnement définitif.

La caisse des dépôts et consignations n'alloue d'intérêts qu'au bout du soixante et unième jour qui suit la réalisation du cautionnement définitif en numéraire; les adjudicataires ont donc intérêt à opérer sans retard la conversion de leur cautionnement. Les intérêts alloués sont actuellement de 2 0/0 par an.

Les cahiers des charges spéciales pour la fourniture des denrées aux ordinaires d'un régiment stipulent que le cautionnement doit être versé entre les mains du trésorier du corps; il doit consister en numéraire et ne produit

pas d'intérêts. Il serait désirable de voir pareille clause disparaître de ces cahiers des charges, car l'entrepreneur est ainsi obligé d'immobiliser des sommes parfois assez considérables, d'autant plus qu'il se trouve souvent adjudicataire de plusieurs régiments et les sommes restant ainsi improductives s'élèvent à plusieurs milliers de francs. C'est exiger de cet entrepreneur un sacrifice trop onéreux. Il est contraire à toute bonne économie de voir des trésoriers conserver dans leurs caisses des sommes importantes demeurant parfois des années entières totalement improductives. Il serait nécessaire de leur imposer l'obligation de déposer ces sommes à la caisse des dépôts et consignations.

Celle-ci encaisse aux échéances les arrérages des rentes et valeurs du Trésor : elle les tient à la disposition des déposants à partir du cinquième jour qui suit celui de l'échéance. Les arrérages produisent des intérêts à partir du soixante et unième jour de la date du récépissé de l'encaissement.

La caisse des dépôts perçoit un droit de garde dont la quotité est pour chaque année de cinq centimes pour cent francs de la valeur du titre consigné.

Lorsque les marchés concernent une fourniture à effectuer en plusieurs livraisons, le cautionnement peut être, si le titulaire du marché y est autorisé, remplacé par la retenue du premier dixième du montant des marchés. Cette somme est alors versée à la Caisse des dépôts et consignations.

Affectations hypothécaires. — Les immeubles situés en France et en Algérie peuvent être admis à titre de cautionnement définitif. Ils doivent être libres de tous privilèges et hypothèques et d'une valeur excédant d'un tiers le montant du cautionnement.

Dans le département de la Seine, l'acte de cautionnement est reçu par le notaire du ministère de la guerre ; dans les autres départements cet acte est reçu par un notaire au choix du titulaire ou de sa caution. Le préfet requiert la prise d'inscription hypothécaire au profit de l'Etat. Le cautionnement n'est définitivement constitué qu'après que le ministre en a prononcé l'acceptation.

Caution personnelle solidaire. — Le cautionnement personnel est celui par lequel un tiers se porte garant des obligations du titulaire d'un marché sans qu'il y ait affectation d'un gage. La caution personnelle est engagée solidairement avec l'entrepreneur. Elle est tenue d'assurer le service dans les conditions imposées par le cahier des charges dans le cas où, par suite d'inexécution ou de défaillance de l'entrepreneur, elle est mise en demeure de le faire. Elle est alors substituée à l'entrepreneur et devient à l'égard de l'administration, l'entrepreneur principal ; les paiements sont faits à son nom pour les fournitures qu'elle a effectuées.

Dans le cas de substitution, l'entrepreneur primitif reste néanmoins tenu pécuniairement à toutes les obligations résultant du marché. Lorsque l'entrepreneur, mis en état de liquidation judiciaire, continue l'exécution de son

marché, étant autorisé par le tribunal à poursuivre l'exploitation de son commerce, la caution reste engagée pour l'exécution du service, Il en est de même jusqu'à l'expiration du marché si les héritiers, en cas de décès de l'entrepreneur, ou les créanciers, en cas de faillite, sont autorisés à prendre le marché à leur nom, à moins qu'ils ne préfèrent présenter une nouvelle caution, que l'administration demeure libre de refuser, en remplacement de la première.

Le marché ne peut être résilié sans que la caution ait été mise en demeure d'exécuter le marché à sa place. Néanmoins la caution ne doit être mise en demeure d'assurer le marché que dans le cas où une caution solidaire a été exigée de l'entrepreneur pour garantir l'exécution intégrale du marché. Lorsque la caution n'a été présentée que pour garantir une partie du marché, tel que la formation d'approvisionnement, il n'y a pas lieu de mettre la caution en demeure d'exécuter le service avant de prononcer la résiliation de l'entreprise (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 21 mars 1883, p. 316).

En cas de décès, de faillite ou de mise en état de liquidation judiciaire de la caution, l'entrepreneur doit en informer l'administration de la guerre dans un délai de huit jours et soit présenter à son acceptation une nouvelle caution, soit réaliser le cautionnement pécuniaire définitif prévu dans le cahier des charges spéciales.

Certains cahiers des charges obligent les entrepreneurs à constituer leur cautionnement en numéraire, leur

donnant toutefois la faculté de ne verser que la moitié du cautionnement, à charge de constituer une caution personnelle pour le surplus. Les fournisseurs ont parfois recours à ce procédé principalement lorsque le cahier des charges stipule que le cautionnement ne produira pas d'intérêts.

Remboursement et restitution des cautionnements définitifs. — Les cautionnements définitifs ne peuvent être restitués en totalité ou en partie qu'en vertu d'une mainlevée donnée par le ministre de la guerre ou son délégué. Cette mainlevée n'est donnée qu'à la fin du marché, lorsque le fournisseur a été reconnu quitte et libéré de toutes les obligations qui lui étaient imposées.

Toutefois, dans certains cas déterminés par les cahiers des charges spéciales, le remboursement partiel du cautionnement peut être autorisé en cours d'entreprise.

Le décret du 12 décembre 1806 impose aux fournisseurs l'obligation d'attendre un délai de six mois après l'exécution du service pour obtenir mainlevée de leurs cautionnements ; mais ce décret ne s'applique qu'aux marchés ayant pour objet des quantités indéterminées, comme les marchés à la ration ; ce délai n'est pas imposé dans les autres cas.

La radiation des inscriptions hypothécaires constitutives des cautionnements en immeubles s'opère en vertu d'un arrêté du préfet du département dans lequel se trouvent les immeubles hypothéqués, mentionnant la décision par

laquelle le ministre de la guerre a donné mainlevée du cautionnement.

Lorsqu'une fourniture ou une entreprise est terminée et lorsque les comptes sont apurés, le cautionnement qui y était affecté, s'il n'a pas été restitué, peut, sur l'autorisation expresse du ministre, recevoir une nouvelle affectation. Cette réaffectation ne peut être autorisée qu'en faveur des titulaires d'un marché expiré qui se rendront adjudicataires d'un service de même nature dans le même arrondissement.

CHAPITRE IX

PROVENANCE DES FOURNITURES. — LEUR RÉCEPTION. —

RÉPRESSION DES FRAUDES

Sauf exceptions prévues dans les cahiers des charges spéciales, les denrées livrées doivent être d'origine française ou provenir des colonies françaises ou des pays de protectorat. Le titulaire du marché doit justifier de l'origine toutes les fois qu'il en est requis.

En principe les produits français sont toujours préférés aux produits étrangers. Toutefois, les produits étrangers ne sauraient être l'objet d'une exclusion absolue ; en effet certains produits nécessaires à l'administration militaire n'existent pas en France ou ne s'y trouvent pas en quantité suffisante ; d'autre part, l'exclusion des produits étrangers pourrait être, dans certains cas, préjudiciable aux intérêts du Trésor ; enfin il peut être parfois très difficile de distinguer certains produits étrangers de produits français de même nature.

La règle suivie est d'exiger la fourniture de produits français toutes les fois qu'il n'y a pas impossibilité maté-

rielle et que le privilège ainsi accordé à la production nationale ne doit pas être trop onéreuse pour l'Etat.

Les réceptions ont lieu soit dans les magasins de l'Etat, soit dans ceux de l'entrepreneur. Pour les denrées, les cahiers de charges spéciales indiquent, dans chaque cas particulier, la nature des vérifications et les quantités maxima sur lesquelles peuvent porter les expériences sans que l'entrepreneur ait droit à indemnité, pour les pertes qu'il peut subir de ce chef.

Il est nécessaire que les officiers réceptionnaires aient une certaine compétence afin de pouvoir juger en connaissance de cause les denrées qui leur sont présentées. Aussi de nombreuses circulaires et instructions ministérielles se sont-elles attachées à leur donner les renseignements utiles afin de les guider dans leurs appréciations, s'appliquant en particulier à dévoiler les fraudes que peuvent commettre les fournisseurs dans leurs livraisons,

Les circulaires de M. Henry Chéron relatives aux réceptions de denrées alimentaires sont particulièrement intéressantes à ce point de vue. C'est ainsi qu'ont été rédigées : à la date du 31 juillet 1906 un « décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes alimentaires » ; une « instruction du 2 mai 1903 sur le contrôle et l'inspection des viandes et des animaux de boucherie destinés à la troupe » ; une « instruction technique du 16 mai 1903, pour la reconnaissance et l'examen de la viande sur pied et abattue » ; une « notice du 29 mai 1903 sur les condi-

tions que doivent remplir les denrées d'ordinaire autres que la viande » ; un « décret du 5 juin 1908 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications en ce qui concerne les denrées et boissons servant à l'alimentation des armées de terre et de mer » ; une « instruction du 12 juin 1908 pour l'application du décret du 5 juin 1908 sur la répression des fraudes dans l'armée » ; une « instruction du 6 novembre 1908, relative à l'enseignement à donner au personnel militaire chargé de l'examen et de la réception des animaux et des viandes de boucherie » ; une « circulaire du 9 septembre 1909, relative aux mesures à prendre en vue des achats de pommes-de-terre à effectuer par les ordinaires, suivie d'une notice sur la pomme de terre » ; une « instruction spéciale du 30 septembre 1910 pour le capitaine aux distributions » ; une « notice sur les caractères distinctifs des denrées autres que celles de l'ordinaire ».

Le capitaine aux distributions recherche, lorsque les denrées lui sont présentées, si elles ne sont ni falsifiées, ni corrompues ni toxiques, si en un mot elles ne sont pas viciées par une fraude quelconque. Si la denrée qui lui paraît suspecte a été livrée directement par un entrepreneur, il a, sans attendre la décision de la commission constituée pour juger les contestations qui peuvent s'élever entre lui et l'entrepreneur, le pouvoir de procéder lui-même au prélèvement. L'entrepreneur ou son représentant doivent

être présents aux opérations de prélèvement ou dûment appelés. Dans le cas où la denrée provient d'un magasin militaire, le capitaine aux distributions doit arrêter la distribution et informer, pour la suite à donner, l'officier d'administration gestionnaire qui a fait la livraison et le sous-intendant militaire.

Le prélèvement est strictement obligatoire lorsqu'il soupçonne les denrées présentées d'être falsifiées, corrompues ou toxiques. Le fournisseur ne saurait se soustraire à l'exercice de ce droit en proposant de retirer la marchandise qu'il a présentée à la réception.

« On ne peut faire les prélèvements, opérations préliminaires à l'action répressive organisée par la loi du 1^{er} août 1905 et le décret du 31 juillet 1906, que lorsque la fraude porte :

1° sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles ;

2° sur l'espèce ou l'origine des denrées, quand, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée doit être considérée comme la cause principale de la fourniture ;

3° sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité par la livraison d'une denrée autre que la chose déterminée qui a fait objet du contrat ;

4° sur la falsification des denrées, leur corruption ou leur caractère toxique (1). »

(1) Instruction spéciale sur le service des distributions.

Les opérations de prélèvement comportent sur chaque denrée la prise de quatre échantillons ; on laisse entre les mains de l'intéressé lorsque celui-ci en fait la demande un cinquième échantillon.

Les prélèvements ne peuvent, en principe, avoir lieu que dans les établissements militaires (casernes et magasins). Toutefois les locaux où sont tenus en réserve les fourrages que les fournisseurs doivent livrer aux corps de troupe sont assimilés à ces établissements.

Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'officier met le fournisseur en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés et lui délivre un bon de remboursement montant de la valeur déclarée.

Séance tenante il est procédé à la rédaction d'un procès-verbal de l'opération qui est envoyé ainsi que les échantillons dans les quarante huit heures à la préfecture.

Certaines commissions de réception de divers services (commission de réception des conserves de viande, commission d'examen des denrées mises en distribution : vivres et fourrages) comportent des membres civils en concours avec les officiers réceptionnaires.

Les instructions et circulaires mentionnées plus haut se sont attachées à définir les qualités bonnes et mauvaises des denrées, apportant un soin méticuleux à ce que tant les hommes que les animaux reçoivent une alimentation saine et forte et c'est sur ce point que M. Henry Chéron a fortement marqué son passage au ministère de la guerre.

Il a mis fin à un grand nombre de fraudes et de tromperies auxquelles se trouvaient trop souvent enclins des fournisseurs par suite du manque de surveillance, désirant balancer par ce moyen le manque de gain pouvant résulter de soumissions faites à des prix trop inférieurs pour être rémunératrices.

Pour donner un aperçu du soin qui a été apporté à la vérification des denrées achetées par l'administration militaire, il suffit de parcourir brièvement les principales dispositions de ces diverses circulaires et instructions.

C'est ainsi qu'elles renseignent sur les caractères généraux que doivent remplir le pain ordinaire, le pain biscuité, le pain de guerre ; spécifiant leur forme, leur blancheur et nuance, la cuisson, les qualités que doivent réunir la mie, la croute supérieure, la croute inférieure, l'odeur, le goût et l'apparence, le poids, etc...

Elles donnent les renseignements nécessaires pour permettre de reconnaître les caractères d'une salaison bonne ou défectueuse, les caractères que doivent présenter le lard « ferme, bien blanc, sans taches jaunâtres de rancidité », le saindoux « blanc, légèrement grenu, presque inodore », le riz « débarrassé de son enveloppe, grains entiers, bien nourris », les légumes secs, haricots, lentilles, pois, fèves, etc... « grains luisants et coulants » ; le poids spécifique à l'hectolitre doit être pour les haricots de 75 à 78 kilogrammes, pour les lentilles, de 78 à 85 kilogrammes, pour les pois, de 79 kilogrammes.

Pour la nourriture des animaux les qualités que doi-

vent présenter les diverses denrées sont aussi spécifiées avec détail : le foin doit être « dégagé de poussière, de graines de foin, d'herbes non nutritives, laîches, roseaux, joncs, etc... il doit avoir une couleur verte, une odeur légèrement aromatique » ; la paille de froment est seule admise pour la nourriture des chevaux, elle doit avoir « des tuyaux minces et flexibles, garni de leurs feuilles, une couleur d'un blanc mat ou d'un jaune doré, les épis doivent être pourvus de leurs calices ; la paille provenant d'un blé atteint des maladies connues sous le nom de rouille, carie et charbon doit être refusée ; elle a une teinte sombre et présente des taches noires ou brunes » ; l'avoine doit être « bien sèche, couler facilement entre les doigts, avoir une écorce mince, brillante et lustrée, sans rides ; l'amande doit être serrée, blanche, d'une saveur agréable et farineuse. »

La notice sur les conditions que doivent remplir les denrées d'ordinaire autres que la viande, détermine les qualités que doit réunir le pain de soupe, « provenir de farine pure de froment, blutée au minimum de 70 0/0 » ; les pâtes alimentaires « fabriquées avec des blés durs de première qualité, supporter l'ébullition du bouillon jusqu'à cuisson sans troubler la limpidité du bouillon » ; les légumes frais, carottes, navets, oignons, poireaux, choux « qui doivent être de grosseur moyenne, frais et tendres, débarrassés des parties non comestibles, ne pas provenir de terrain d'épandage, la proportion des déchets ne doit pas être supérieure à 2 0/0 » ; les pommes de terre « doi-

vent être jeunes, saines, non germées, de première qualité, les déchets ne sont pas admis dans une proportion supérieure à 1 0/0. » La notice continue en énumérant les qualités que doivent remplir les œufs, le lait, le fromage, l'huile à manger, le vinaigre, le vin, la bière, etc...

L'instruction technique pour la reconnaissance et l'examen de la viande sur pied et abattue du 16 mai 1908, est particulièrement détaillée et intéressante à parcourir. Les fraudes se sont principalement exercées dans cette branche de l'alimentation ; les marchés pour l'achat de la viande sont en effet « d'une surveillance difficile, les corps étaient unanimes à se plaindre de la mauvaise qualité de la viande à soldat qu'on leur distribuait (1). » Aussi cette instruction donne-t-elle de nombreux renseignements techniques :

1° Sur l'examen du gros bétail sur pied, mentionnant les signes caractéristiques auxquels on reconnaît un animal en bonne santé, « œil éveillé et brillant, allures vives et dégagées, mufle frais, poil lisse et lustré ; l'animal malade présente une physionomie de tristesse toute spéciale, le mufle est sec et chaud, le poil terne, la tête basse. » Elle donne les instructions nécessaires permettant de reconnaître l'état d'embonpoint d'un animal pour calculer le rendement en viande et en suif.

2° sur l'examen des petits animaux vivants : veaux, moutons, porcs.

(1) Monsieur Cochery, Rapport sur le budget de la guerre.

3° sur la détermination de l'âge des animaux d'après la forme et l'usure des dents, l'aspect des cornes.

4° sur l'examen de l'animal abattu, comprenant un tableau sur la coupe des viandes, énumérant les principales parties de l'animal, puis donnant les caractères généraux de la viande abattue : « si l'animal a été sacrifié en état de bonne santé, après un temps de repos suffisant si la saignée a été complète, les organes et la viande se présentent sans hémorragie, ni infiltration de sérosité. La chair pantelante conserve sa contractilité pendant plusieurs heures. Le muscle se raffermir par le refroidissement ; les muscles superficiels acquièrent un ton rouge vif d'autant moins accentué que les animaux sont plus jeunes... Les vaisseaux doivent être absolument vides de sang : la pression exercée sur les veines avec les doigts ne doit faire soudre ni sang coagulé ni caillot. »

Continuant son examen, l'instruction parle des qualités et catégories des animaux de boucherie ; elle donne les caractères différentiels des viandes de bœuf, de taureau, de vache, des viandes de cheval et de bœuf, de porc et de veau, de chèvre et de mouton. Elle comporte un chapitre sur les viandes insalubres, celles provenant d'animaux malades et celles qui se sont altérées par suite de mauvaises conditions de conservation, les viandes fatiguées, etc...

La partie la plus intéressante est le chapitre destiné à démasquer les fraudes auxquelles les fournisseurs peuvent avoir recours. « Sur l'animal vivant, une des fraudes

« les plus fréquentes consiste, en vue de tromper sur l'âge
« des animaux, à supprimer les sillons circulaires dessinés
« à la base des cornes des bovidés lorsque la dent ne
« donne plus d'indications précises ; la corne ainsi tru-
« quée a perdu son brillant naturel.

« Lorsque certains bouchers achètent en foire des ani-
« maux dont l'état de santé laisse à désirer, ils traçent par-
« fois une marque dite « de chasse » qui indique au per-
« sonnel de l'abattoir la nécessité de procéder au sacrifice
« d'urgence. Parfois les fournisseurs réalisent inten-
« tionnellement une saignée incomplète de manière à aug-
« menter le poids de la viande. Ils abattent plusieurs ani-
« maux en série et ne font la saignée qu'après le dernier
« abattage. Le personnel préposé à « l'habillage » des ani-
« maux de boucherie est souvent enclin à soustraire tout
« ou partie des lésions rencontrées sur l'animal abattu.
« Il convient de considérer comme suspecte la viande
« qui a été l'objet d'un « épluchage. »

« Une fraude d'un usage fréquent consiste à substituer
« un organe sain à un organe malade ou défectueux. Les
« agneaux jeunes et maigres sont quelquefois parés de la
« toilette » des agneaux gras.

« Il arrive que l'on présente à l'inspection des animaux
« malades dont l'adhérence du poumon n'est que simulée.
« Le poumon tuberculeux a été détaché ; on lui a substi-
« tué un poumon sain attaché, à l'entrée de la poitrine à
« l'aide d'une petite cheville en bois placée dans la tra-
« chée.

« Une autre fraude consiste à préparer pour l'armée
 « des morceaux hors catégorie dits « paillasse fourrées » ;
 « le boucher fait glisser entre les plans musculaires des
 « morceaux de dernier ordre, des fragments inutilisables
 « de joue, de collier, de planchet et prépare une sorte de
 « bloc de chair d'un prix de revient très faible.

« Des fraudes peuvent se produire par addition d'anti-
 « septiques aux viandes livrées. Les sulfites et bisulfites
 « alcalins jouissent de la propriété de conserver une colo-
 « ration rouge plus ou moins vive aux viandes altérées
 « par un début de fermentation microbienne. L'opération
 « dite du « trempage », c'est-à-dire l'immersion des
 « viandes à conserver dans un bain antiseptique, ainsi que
 « le saupoudrage avec des « sels de conserve » sont
 « absolument interdits.

« En dehors de ces fraudes, il en existe d'autres qu'une
 « bonne surveillance permet de prévenir. Elles portent
 « sur les substitutions opérées dans les voitures trans-
 « portant les viandes de l'abattoir au corps de troupe, ou
 « du lieu de réception au lieu de livraison ; l'usage de
 « fausses estampilles, le décalque des marques officielles
 « à l'aide ce papier à cigarette ou même de la peau de
 « l'avant bras et le transfert de l'estampille décalquée sur
 « une viande soustraite à la visite sanitaire. »

C'est ainsi que par ces nombreuses instructions et cir-
 culaires, M. Henry Chéron est parvenu à enrayer les
 fraudes qui se pratiquaient dans les diverses branches
 de l'alimentation militaire et à procurer aux hommes une

nourriture exempte de tout reproche, son souci allant même jusqu'à la confection d'un livre de cuisine militaire. Un des caractères, en effet, qui différencient l'armée actuelle de l'ancienne est la préoccupation constante, chez les chefs, d'améliorer autant que possible le bien-être matériel de leurs subordonnés. On demande aux hommes pendant leur séjour sous les drapeaux de grands efforts ; on les soumet à un dur labeur quotidien, mais en revanche, on cherche à rendre leur vie matérielle convenable.

La question de l'alimentation a, en effet, pris une nouvelle importance du fait de l'adoption du service personnel et obligatoire. Il y a un intérêt moral à placer les jeunes gens qu'on appelle sous les drapeaux dans les meilleures conditions possible d'hygiène et de bien-être. L'Etat, par les lourds sacrifices qu'il s'impose est en droit d'exiger pour l'armée des fournitures de première qualité : que les adjudicataires, obligés de fournir des denrées irréprochables, soumissionnent à des prix plus élevés mais que l'armée ne reçoive pas les rebuts de la consommation civile, et que l'on n'entende plus, au sujet de fournitures laissant plus ou moins à désirer, l'expression trop souvent répétée « c'est assez bon pour la troupe », ni cette autre : « soumissionnez à n'importe quel prix, vous y gagnerez toujours. »

La loi du 1^{er} août 1905 sur « la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires » punit d'un emprisonnement de trois

mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de cent francs au moins, de cinq mille francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises.

Les mêmes peines sont également édictées lorsque la fraude aura porté sur l'espèce ou l'origine des marchandises, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée aux marchandises est considérée comme la cause principale de la vente.

Il en est de même, lorsque la fraude porte sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité.

L'emprisonnement peut-être porté à deux ans si le délit ou la tentative de délit ont été commis à l'aide de poids, mesures ou autres instruments faux ou inexacts.

En exécution de l'art. 11 de cette loi disant qu'il statue par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la loi, un décret du 31 juillet 1906 a été rendu.

D'après l'art. 2 de ce décret, la recherche et la constatation des infractions à la loi appartenaient uniquement aux autorités civiles : aux commissaires de police, aux commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports, aux agents des contributions indirectes et des douanes, aux inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs.

Il résultait de l'ensemble de ces dispositions que l'autorité militaire ne pouvait poursuivre la répression des fraudes constatées dans les fournitures faites à l'armée qu'en ayant recours aux art. 430 et suivants du Code pénal, relatifs aux délits des fournisseurs et aux modes de preuve de droit commun. Si elle voulait employer les moyens d'action et la procédure établie par la loi du 1^{er} août 1905 et le décret du 31 juillet 1906, elle ne pouvait le faire qu'en se faisant assister des agents ci-dessus désignés, qui avaient seuls qualité pour opérer les prélèvements sur les denrées suspectes.

Un décret du 5 juin 1908 a alors été rendu pour donner aux représentants de l'administration de la guerre des pouvoirs semblables à ceux des agents de l'autorité civile pour la recherche et la constatation de toutes les falsifications des denrées servant à l'alimentation de l'armée.

L'idée qui en a inspiré la rédaction a été de permettre un contrôle incessant de ces denrées et pouvant se poursuivre à toute époque et dans quelque endroit qu'elles se trouvent depuis leur présentation aux divers agents des services de l'armée.

Le concours des autorités militaires dans la répression des fraudes est actuellement limité à la constatation de ces fraudes au moyen de prélèvements.

Elles n'ont pas le pouvoir de procéder à la saisie des denrées suspectes : elles doivent se borner à la formalité du prélèvement dans les conditions prescrites par le décret du 31 juillet 1906.

Suivant l'art. 3 du décret du 5 juin 1908, le pouvoir de recherche et d'investigation des autorités militaires porte : sur les marchandises au moment de leur présentation en livraison, sur les marchandises approvisionnées dans les magasins militaires, sur les denrées consommées ou approvisionnées dans les cantines des corps de troupe, services et établissements militaires.

Il résulte de cette énumération que toutes les marchandises destinées à l'alimentation de l'armée peuvent faire l'objet des constatations prévues par la loi de 1905 à partir du moment où elles sont présentées pour être livrées et que le pouvoir de recherche des fraudes se maintient ensuite à toute époque pour les marchandises livrées, soit lorsqu'elles sont distribuées pour la consommation, soit lorsqu'elles sont mises en réserve dans les magasins de l'Etat ou dans les locaux placés sous la surveillance de l'autorité militaire.

Les autorités militaires qualifiées pour constater les infractions à la loi du 1^{er} août 1905 sont d'après l'art. 2 du décret du 5 juin 1908 : les fonctionnaires du contrôle, les fonctionnaires de l'intendance militaire, les médecins et vétérinaires militaires, les officiers préposés aux approvisionnements et les officiers préposés aux distributions de vivres.

Tout fonctionnaire du contrôle, tout fonctionnaire de l'intendance militaire, tout médecin, tout vétérinaire à quelque degré de la hiérarchie qu'ils se trouvent, quel que soit leur grade, ont qualité, quand ils ont devant eux une

denrée suspecte, pour procéder aux opérations de constatation autorisées par la loi. Ils n'ont pas à se préoccuper de cette circonstance que la denrée a déjà pu être reçue administrativement, qu'elle a pu être soumise à des vérifications antérieures.

Quant aux officiers préposés aux approvisionnements et aux distributions de vivres, il importe de remarquer que le décret du 5 juin 1908 n'investit pas du droit de participer à la procédure de répression des fraudes le corps des officiers, mais seulement un certain nombre d'officiers, à raison des fonctions qu'ils remplissent en ce qui concerne spécialement l'alimentation.

Les officiers visés par le décret du 5 juin 1908 sont les officiers d'administration gestionnaires. Ce sont eux qui, dans le service des subsistances, reçoivent les denrées et qui sont responsables de leur qualité et de leur quantité : il est logique de leur conférer le pouvoir d'assurer la répression des fraudes. Il est naturel aussi de conférer ce pouvoir aux officiers d'approvisionnement et aux officiers qui reçoivent soit les vivres dits de l'ordinaire, soit les autres vivres, qu'ils soient fournis par l'Etat directement ou par un entrepreneur.

Le pouvoir de recherche et d'investigation en ce qui touche les denrées servant à l'alimentation de l'armée, n'est pas exclusivement réservé aux autorités militaires. L'art. 2 du décret du 5 juin 1908 donne aussi qualité aux agents de l'ordre civil. Il s'ensuit que si une fraude est soupçonnée sur une denrée quelconque à un moment où

aucune des autorités militaires désignées dans le décret du 5 juin 1908 n'est présente, le chef de détachement devra recourir à celle des autorités civiles qui a le pouvoir d'intervenir : elle devra agir dans les mêmes conditions que si la plainte émanait d'un particulier (1).

(1) Instruction du 12 juin 1908 pour l'application du décret du 5 juin 1908 sur la répression des fraudes dans l'armée.

CHAPITRE X

COMMISSIONS D'APPEL

A moins de stipulations contraires contenues dans les cahiers des charges communes ou spéciales, le fournisseur peut former appel des décisions relatives aux rejets, ajournements, réduction de poids ou mesurage pour tenir compte des défauts et des tares, dans un délai de cinq jours, qui court du jour où il en a reçu la notification. De son côté, sous la même restriction, le chef du service peut se pourvoir contre ces mêmes décisions et dans le même délai qui court, pour lui, du lendemain du jour où elles ont été prises.

Les pouvoirs et appels sont portés devant des commissions dites d'appel : en principe, ils sont suspensifs des décisions attaquées. Cependant, lorsqu'il s'agit de fournitures de denrées ou matières dont le remplacement, en cas de refus, ne saurait souffrir aucun retard, les cahiers des charges spéciales font connaître les droits et les obligations réciproques de l'entrepreneur et de l'administration.

Lorsque la valeur des objets en litige n'atteint pas le

montant des dépenses à prévoir pour les vacations des membres de la commission d'appel, le fournisseur ou le chef du service peut soumettre la question directement au ministre.

Les commissions d'appel sont composées : d'un président qui est un membre de la Chambre de commerce dans le ressort de laquelle est situé l'établissement choisi comme lieu de réception ; de deux membres idoines désignés, l'un par l'administration militaire, l'autre par l'entrepreneur. Le membre de la Chambre de commerce est désigné par le ministre ou par toute autorité qu'il délègue à cet effet.

Pour les fournitures de denrées et produits du service des vivres et du service des fourrages, le directeur de l'intendance est le délégué de droit du ministre. Le président est choisi sur une liste de trois noms, présentée par la Chambre de commerce, pour la spécialité dont il s'agit. Lorsqu'il s'agit de fournitures de blé ou de denrées fourragères, le président peut être choisi, s'il n'existe pas de chambre de commerce dans la place de livraison, parmi les membres des syndicats, fédérations ou unions agricoles.

Dans tous les cas, le président de la commission d'appel a toujours faculté de se faire assister, s'il le juge nécessaire, de toute personne dont le concours lui paraît utile.

La durée de sa fonction est d'une année.

Chaque président de commission d'appel a un suppléant nommé dans les mêmes conditions.

Les membres idoines à désigner par l'autorité militaire

et l'entrepreneur peuvent être choisis sur une liste dressée par la Chambre de commerce, ou bien, pour le membre à désigner par l'autorité militaire, parmi le personnel compétent dont dispose l'administration de la guerre. Dans aucun cas, ce membre idoine ne doit avoir participé au rebut de la fourniture. Quand il s'agit de fournitures de blé ou de denrées fourragères, ces deux membres peuvent aussi être choisis sur une liste dressée par les syndicats agricoles de la zone d'approvisionnement ou, à défaut, par les fédérations ou unions de syndicats agricoles de la région.

L'entrepreneur remet son pourvoi par écrit au président de la Commission de réception ; ce pourvoi est communiqué au président de la Commission d'appel. Celle-ci, pour éclairer son jugement, peut entendre les explications de toute personne qu'elle juge utile. Les délibérations de la Commission ont toujours lieu à huis clos, sont seuls présents le président et les deux membres.

Les cahiers des charges régissant les fournitures en litige et tous les documents relatifs à la réception des dites fournitures sont mis à la disposition des commissions d'appel.

Il est établi un procès-verbal que la commission remet le même jour au chef du service ; il relate les motifs de la décision et doit être notifié le jour même à l'entrepreneur.

Les décisions de la Commission d'appel sont exécutoires, sauf recours au ministre. Ce recours est suspensif

sauf dans les cas particuliers prévus au cahier des charges spéciales. La partie qui forme recours contre les décisions de la Commission d'appel, administration ou entrepreneur, doit faire connaître, en même temps, à l'autre partie, les motifs et considérants sur lesquels elle se base pour appuyer son recours. En cas de recours, le procès-verbal est transmis au ministre, revêtu de l'avis du chef de service. Le ministre fait procéder par telle voie qu'il juge convenable à l'examen du recours (*Conseil d'Etat*, 1882, p. 554).

Les indemnités de vacation des membres rétribués des commissions d'appel et, le cas échéant, les frais des expertises auxquelles ces commissions jugent nécessaire de faire procéder sont à la charge de l'administration et de l'entrepreneur proportionnellement à la valeur des quantités admises d'une part, et à celle des quantités rejetées ou ajournées d'autre part.

Toutefois ces frais et indemnités restent, dans tous les cas, à la charge de l'entrepreneur, lorsque la commission n'a pu délibérer par le fait du membre idoine désigné par lui.

La répartition faite suivant ces règles est définitive et ne peut plus être modifiée, quelle que soit la décision ultérieure en cas de recours au ministre, formulé soit par l'administration, soit par l'entrepreneur.

Les indemnités de vacation à payer au président et aux membres civils des commissions d'appel sont fixées uniformément pour tous les services et quelle que soit la

durée de la séance : 1° à quinze francs par séance, pour celles ayant lieu dans la résidence des membres de la commission d'appel ; 2° à vingt francs par séance, avec remboursement des frais de transport, en cas de déplacement en dehors de la banlieue de la résidence de l'intéressé.

Les indemnités de vacation sont payées à la fin de chaque séance, sur état d'émargement, par les soins du corps ou du service où a opéré la commission d'appel.

Lorsque le fournisseur n'a pas usé du droit qui lui est réservé de demander la réunion de la commission d'appel à l'effet de statuer sur la qualité des denrées avariées, il ne saurait se prévaloir de la manière dont cette commission, réunie d'office par le sous-intendant militaire, a fonctionné, pour demander l'annulation de la décision ministérielle qui a ordonné la saisie et la vente des denrées avariées fournies à l'administration (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 22 mars 1895, p. 284.)

CHAPITRE XI

FOURNITURES RÉFUSÉES OU AJOURNÉES. — RETARDS. —

CAS D'ÉVÉNEMENTS DE FORCE MAJEURE

Lorsque les fournitures, présentées en distribution ou se trouvant en magasin ne remplissent pas les conditions exigées par les cahiers des charges, elles sont, soit refusées définitivement, soit ajournées pour subir les manipulations qui peuvent être nécessaires.

Des délais sont fixés à l'entrepreneur pour l'enlèvement de ces marchandises et pour leur remplacement. Toutefois les fournitures dont la livraison ne comporte aucun retard doivent être remplacées sur l'heure.

Les fournisseurs représentent parfois en distribution des denrées qui ont été présentées une première fois et refusées définitivement. Le Conseil d'Etat a décidé qu'en pareil cas, l'entrepreneur exécute son marché avec un esprit de fraude qui permet au ministre de pourvoir par des marchés par défaut au service des fournitures dont l'entrepreneur était titulaire (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 5 juillet 1902, p. 340).

Les cahiers des charges mentionnent que l'entrepre-

neur est en demeure sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme et, qu'en conséquence, toutes les livraisons non effectuées dans les délais prévus au marché, le rendent passible de retenues pour retard. Ces retenues sont toujours effectuées, alors même que le retard n'aurait causé aucun préjudice à l'Etat.

De nouveaux délais peuvent être assignés au fournisseur et s'il ne satisfait pas à ses obligations, l'administration, après une mise en demeure dans la forme administrative, peut passer pour la fourniture en souffrance, un marché aux risques et périls de l'entrepreneur..

L'administration de la guerre tient essentiellement à ce que les marchés soient exécutés rapidement, elle se montre sévère quant aux conditions d'exécution ; elle ne veut pas que son action soit entravée, elle a un but important à remplir et il ne faut pas qu'elle soit arrêtée dans l'exécution de sa tâche.

Ce principe explique la sévérité des cahiers des charges pour les entrepreneurs, principalement en cas de force majeure ayant empêché l'exécution du marché. Ils mettent les risques de la force majeure à la charge de l'entrepreneur.

D'après le droit commun, le débiteur ne répond pas de la force majeure. Ces obstacles proviennent « d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée » dit l'article 1147 du code civil. Il est vrai qu'il peut s'en charger par une convention spéciale, les clauses des cahiers des charges sont donc licites. Mais l'entrepreneur les subit

plutôt qu'il n'y consent et, lorsqu'il se voit opposer ces clauses qu'il ignore le plus souvent, il prétend que sa bonne foi a été surprise ; c'est en vain qu'il se débat contre elles, le contrat fait la loi des parties et le conseil d'Etat a toujours reconnu que ces clauses lui étaient opposables.

Cependant l'administration apporte certaines atténuations à la rigueur de ces clauses. C'est ainsi qu'elle décide que les événements de force majeure de nature à entraver l'exécution du marché peuvent donner lieu à la concession de sursis de livraison, à condition que les faits aient été signalés par l'entrepreneur au chef du service, au plus tard dans un délai de cinq jours après l'événement.

De plus, si les événements de force majeure rendent absolument impossible l'exécution du contrat, l'administration consent à résilier celui-ci sur la demande de l'entrepreneur après constatations régulières des faits.

L'administration semble ainsi détruire le principe qu'elle avait posé, à savoir que les risques de la force majeure sont à la charge de l'entrepreneur. Mais ces clauses sont généralement interprétées en ce sens que l'entrepreneur ne peut pas alléguer de simples faits accidentels pour se décharger de ses obligations, tels qu'un obstacle qui aurait pu être tourné ou écarté, ou des cas fortuits qui tout en gênant l'exécution de l'obligation ne créent pas une force majeure insurmontable. Mais lorsqu'il s'agit d'un obstacle invincible qui a pour origine, non pas un acte de l'entre-

preneur, mais un cas fortuit, l'administration consent à lui accorder un sursis ou la résiliation de son contrat.

C'est ainsi qu'elle décide que la rupture de la roue hydraulique d'une usine, par suite de vétusté, et la négligence à la réparer ne sont pas des cas de force majeure de nature à exonérer l'usinier des conséquences de l'inexécution de son marché (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* 1877 p. 141).

Le mauvais temps ayant empêché l'arrivée d'un navire destiné à recevoir un chargement de marchandises, ne peut être considéré comme un cas de force majeure ; car il dépendait de l'entrepreneur de prévoir cette éventualité. (*Conseil d'Etat* 1864 p. 627).

Inversement, pour des fournitures livrables en gare de Paris, l'exécution en avait été rendue impossible par l'investissement de la place. Le Conseil d'Etat décida qu'il y avait cas de force majeure et que les engagements devaient être rompus (*Conseil d'Etat. Recueil des arrêts*, 15 novembre, 1878, p. 399).

De même, il décida que, pour des fournitures devant provenir de l'Inde, des événements insurrectionnels survenus dans cette contrée, avaient constitué des cas de force majeure de nature à motiver la résiliation du contrat (*Conseil d'Etat*, 1858, p. 224).

Néanmoins, l'entrepreneur qui est en demeure d'exécuter son marché est responsable des cas de force majeure survenus depuis sa demeure et qui l'empêcheraient d'accomplir ses obligations. C'est l'application du droit

commun (*Conseil d'Etat*, 18 février, 1856, p. 162).

Il n'est jamais donné suite aux demandes de sursis formulées après l'expiration des délais de livraison.

Dans certains cas douteux, l'administration se fait seule juge des faits allégués et leur reconnaît ou non le caractère de cas de force majeure. C'est la conséquence du principe que les marchés de fourniture ont le caractère d'opération de puissance publique.

En principe, la déclaration de guerre ne dégage pas l'entrepreneur des obligations qu'il a contractées. Toutefois, si les conditions du marché ont été profondément modifiées du fait de la guerre, l'entrepreneur est admis à réclamer au ministre, soit la résiliation pure et simple du traité, soit le paiement d'une indemnité équitable.

CHAPITRE XII

RÉSILIATION DE MARCHÉ. — MARCHÉS PAR DÉFAUT

Nous avons déjà eu l'occasion de voir que les marchés de fournitures conclus par l'administration étaient des contrats spéciaux, s'écartant souvent des règles du droit commun. Il importe en effet, que les services de la guerre soient assurés d'une façon régulière et que l'administration n'ait pas à souffrir des retards et des négligences de l'entrepreneur. Aussi se réserve-t-elle le droit de résilier le marché lorsque l'entrepreneur ne satisfait pas à ses obligations, même lorsque ses manquements ne donneraient lieu à aucune sanction en droit commun.

Les cahiers des charges portent que le ministre peut prononcer la résiliation sans qu'il soit nécessaire de recourir à un acte judiciaire ou extra-judiciaire. Elle veut ainsi éviter des lenteurs inutiles.

D'abord la résiliation du marché peut résulter des diverses circonstances prévues par les dispositions légales du droit commun (inexécution, fraudes, etc...)

En dehors de ces cas, divers événements sont spécialement prévus, tels que la non réalisation du cautionne-

ment, des retards apportés dans les livraisons, des rejets de denrées excédant une certaine limite fixée dans le marché. L'administration prend en effet en suspicion tout entrepreneur qui est disposé à profiter de la moindre inattention pour fournir des denrées suspectes.

La résiliation du marché aura encore lieu si l'entrepreneur cède son marché en totalité ou en partie, ou contracte une association quelconque pour l'exécution de la fourniture. Le marché est en effet conclu *intuitu personae*, en considération de la personne de l'entrepreneur.

Si une société adjudicatrice modifie sa constitution sans autorisation du ministre de la guerre, elle verra aussi son marché résilié.

Il en sera de même pour tout adjudicataire qui présenterait à nouveau des fournitures précédemment refusées. Il exécuterait son marché avec un esprit de fraude (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* 5 juillet 1902, p. 340).

Les actes frauduleux peuvent, indépendamment du prononcé de la résiliation du marché, faire exclure l'entrepreneur de toute participation aux marchés du Département de la guerre et être l'objet de poursuites judiciaires.

L'exclusion peut aussi être prononcée par le ministre pour manquements graves aux engagements pris sans qu'il soit nécessaire qu'ils aient le caractère frauduleux.

Le ministre peut aussi, s'il le juge nécessaire, prononcer la résiliation du marché, dans le cas où l'entrepreneur a

été condamné pour fraude à l'occasion d'un autre marché de denrées alimentaires.

Il peut aussi, au lieu de prononcer la résiliation pure et simple, soit passer un nouveau marché, soit prendre toutes autres mesures qu'il juge utiles, pour assurer l'exécution du service et décider la mise à la charge de l'entrepreneur des conséquences immédiates du marché par défaut.

Dans le cas où le service est assuré par défaut, la caution personnelle en supporte les risques solidairement avec l'entrepreneur.

Parfois les résiliations de marché sont prononcées sans motifs sérieux. Les décisions du ministre sont alors portées devant le Conseil d'Etat et lorsque celui-ci reconnaît le bon droit de l'entrepreneur, il n'annule pas les décisions touchant le marché par défaut ou la résiliation prononcée à tort. Il se borne à accorder des indemnités au fournisseur. Les arrêts du Conseil d'Etat sont nombreux en ce sens.

Le ministre de la guerre avait résilié un marché pour cause de retard des livraisons dans les délais fixés, mais à tort, car il avait réduit, par des modifications apportées au marché, la livraison journalière sans réduire le chiffre de la livraison totale, ce qui eut pour résultat nécessaire de proroger le marché au delà du délai fixé. Sa décision fut portée devant le Conseil d'Etat; celui-ci maintint la résiliation prononcée, se contentant d'accorder une indemnité au fournisseur (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* 24 janvier 1873, p. 93).

Le ministre de la guerre avait indûment résilié un marché de fournitures, alléguant qu'il avait été exécuté avec un esprit de fraude à l'aide de manœuvres coupables. Le Conseil d'Etat annula la décision du ministre et subordonna la question du montant des dommages intérêts à allouer, « aux mesures que l'administration prendrait à la suite de la résiliation. » Il laissait ainsi au ministre la faculté de continuer le marché ou d'en maintenir la résolution. Ce dernier offrit une indemnité que le fournisseur jugea insuffisante. La décision du ministre fut de nouveau déférée au Conseil d'Etat qui décida que l'indemnité à allouer devait comprendre non seulement la perte subie, mais les bénéfices dont l'adjudicataire avait été privé, faisant l'application du droit commun d'après les art. 1149 et 1794 du Code civil. Pour ce dernier article, il considérait l'Etat comme maître de l'ouvrage pouvant résilier le contrat par sa seule volonté. Analogie que nous avons précédemment relevée page 22 (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* 20 juin 1873, p. 565).

De même un arrêt du 14 février 1908 (*Conseil d'Etat* 1908, p. 155) au sujet d'une fourniture de riz satisfaisant aux conditions de qualité et de conservation stipulées au cahier des charges, annula la décision du ministre qui avait prononcé la résiliation du marché. Il déchargea l'adjudicataire des conséquences onéreuses du marché passé par défaut à ses risques et périls et le renvoya devant le ministre pour être procédé à la liquidation de l'indemnité. Dans le même sens : arrêts du 9 mai 1873, du 11 juillet 1873, p. 634.

Le Conseil d'Etat ne veut pas énerver l'action administrative ; il se renferme dans un contentieux purement pécuniaire et laisse au ministre le soin de prendre les mesures qu'il juge les mieux appropriées aux circonstances. Il serait en effet à craindre qu'en remettant les choses en état, les services administratifs aient à souffrir de retards et de lenteurs trop préjudiciables ; il y a là, en effet, nécessité publique à ce qu'ils fonctionnent sans aucune entrave.

Nous avons aussi vu précédemment page 21, que l'administration se réserve la faculté de résilier un marché, lorsque les besoins des services publics ont cessé et que dans ce cas, le Conseil d'Etat, depuis 1875 reconnaît au fournisseur un droit à une indemnité représentant les dépenses faites et le bénéfice espéré.

Le contrat est fait *intuitu personae*, en considération de la personne de l'entrepreneur ; par conséquent en cas de décès de ce dernier, le ministre a le droit de résilier le marché. Les héritiers sont toutefois tenus d'assurer le service pour leur propre compte pendant une période de deux mois, à partir du jour de la notification du décès au chef du service. Ils peuvent aussi, sur leur demande, être autorisés à continuer pour leur compte l'exécution complète du contrat. A défaut d'héritiers ou en cas de renonciation de ceux-ci, la caution peut être autorisée sur sa demande, à poursuivre l'exécution du marché.

En cas de faillite ou de mise en état de liquidation judiciaire de l'entrepreneur, le ministre peut aussi prononcer

la résiliation du marché. Cependant les ayants cause peuvent continuer l'exécution du marché à condition d'en avoir fait la demande et d'avoir été agréés par le ministre.

Un arrêt du Conseil d'Etat (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* 16 avril 1841 p. 448) décide : lorsque par suite de la mise en faillite d'un fournisseur, l'administration se trouve dans la nécessité de pourvoir à la continuation du service, aux risques et périls du fournisseur, elle peut refuser aux créanciers le paiement de ce qu'elle devait au fournisseur au moment de la déclaration de la faillite. Elle n'est donc pas obligée de rapporter ces sommes à la masse ; elles serviront à l'indemniser des excédents de dépenses qu'elle aura du consentir pour assurer la continuation du service. Les créanciers n'auront droit qu'au reliquat de ces sommes à l'expiration du marché lorsque l'Etat aura été indemnisé.

L'administration se crée ainsi un privilège à l'encontre des autres créanciers de la faillite, ce qui est un droit exorbitant. Mais c'est encore une des conséquences du caractère spécial que revêt le marché de fournitures conclu avec l'Etat.

Par analogie, on doit décider de même que les créanciers de la faillite ne peuvent mettre la main sur les approvisionnements que l'entrepreneur possède dans les magasins de l'Etat et qu'il doit laisser en fin de marché. Ces approvisionnements sont nécessaires pour assurer l'exécution d'un service public et ici l'intérêt général prime les

intérêts particuliers. La saisie et la vente de ces denrées compromettraient gravement le fonctionnement du service ; l'Etat compte sur ces approvisionnements en temps de guerre, il est donc de toute nécessité de les considérer comme indisponibles.

CHAPITRE XIII

RÈGLEMENT DES DÉPENSES. — PAYEMENTS

Les comptes sont établis en quantité d'après les unités prévues au marché et d'après les quantités livrées ; en valeur, d'après les prix consentis par le titulaire du marché. Dans certains cas, les cahiers des charges font connaître les réductions dont seront affectées les quantités livrées ou les prix consentis en vue de tenir compte des tares ou des défauts constatés au moment de la réception et qui, sans être une cause de rejet, rendent inutilisables certaines parties des fournitures reçues.

Des réfections peuvent être prévues : 1° sous forme de réduction de quantité lorsque la fourniture présente des tares locales et qu'en raison de la nature des matières, ces tares ne s'opposent pas à la bonne utilisation des parties non tarées. Dans ce cas, le fournisseur reste libre, soit d'accepter la réduction fixée, soit de remplacer les parties de la fourniture présentant des défauts ; 2° sous forme de réduction de prix : a) quand les fournitures, sans remplir exactement toutes les conditions prévues au cahier des charges, ne s'en écartent que dans les limites

fixées par ce document, de façon que le bon emploi des matières ne soit en rien compromis ; dans ce cas, le cahier des charges prévoit expressément le principe de la réfaction, les circonstances où elle peut être appliquée et le mode de calcul des réductions à faire subir aux prix du marché, sans rien laisser à l'arbitraire des agents de l'administration ; *b*) à titre tout à fait exceptionnel, quand la nécessité de pourvoir à la subsistance des hommes et des chevaux oblige à accepter des fournitures ne remplissant pas absolument les conditions du marché, mais cependant non nuisibles.

En aucun cas, l'entrepreneur ne peut invoquer en sa faveur pour les métrages, les pesages et la détermination des volumes, les usages et coutumes du pays.

En l'absence de clause spéciale contraire, les droits de douane et d'octroi sont à la charge du titulaire du marché. Il est tenu compte aux fournisseurs, en plus ou en moins, des augmentations ou des diminutions apportées après l'adjudication aux droits perçus par l'Etat, les départements ou les communes et frappant directement les fournitures faisant l'objet du marché, à l'exception des droits de douane lesquels ne donnent jamais lieu à compensation, sauf lorsqu'il s'agit de denrées de provenance exclusivement exotique.

Les variations dans les cours commerciaux des objets, matières premières et denrées étant des aléas inhérents à tous les marchés ne donnent lieu, en aucun cas, à une révision des prix consentis par les titulaires de ces marchés.

Les frais d'établissement et de timbre des pièces de comptabilité à produire sont supportés par les titulaires des marchés. Les cahiers des charges spéciales font connaître les écritures à tenir et les situations à fournir par l'entrepreneur ; le cas échéant, ils indiquent la destination que doivent recevoir, au moment de la cessation du service, les registres réglementaires de comptabilité, les denrées et matières qui doivent être laissées en magasin en fin d'entreprise.

L'entrepreneur doit produire, dans les formes et dans le délai fixé par le cahier des charges spéciales, les factures, les justifications et les comptabilités prévues. Passé le délai fixé, l'entrepreneur est passible d'une amende dont l'importance est prévue par le cahier des charges spéciales. L'administration de la guerre se réserve d'ailleurs le droit d'établir d'office, et aux frais de l'entrepreneur, le décompte des fournitures passé un délai déterminé. Dans tous les cas, les titres de créance qui ne sont pas produits dans un délai de six mois à partir de l'expiration du trimestre auquel appartient la dépense sont frappés de déchéance d'après le décret du 13 juin 1806.

En principe, des acomptes ne peuvent être alloués aux fournisseurs que facultativement, à titre de mesure gracieuse et sur leur demande. Leur importance ne peut pas excéder les cinq sixièmes des droits constatés par pièces régulières ou par exception les onze douzièmes de ces droits.

Les sommes dont l'entrepreneur pourrait être débiteur envers l'Etat sont déduites des mandats d'acompte.

Si le fournisseur conteste le montant du solde et refuse de le recevoir, la somme est versée à la Caisse des dépôts et consignations. Si l'entrepreneur n'a pas reçu le mandat pour solde dans un délai de trois mois, à partir de l'achèvement du service ou de la réception définitive des dernières fournitures exigibles, il peut demander des intérêts moratoires calculés au taux légal pour la somme qui reste due : ces intérêts lui sont alors payés à partir du jour du dépôt constaté d'une mise en demeure adressée au chef du service.

Il est inutile de dire que ces cas ne se présentent que très rarement ; les fournisseurs aiment à traiter avec l'administration de la guerre par suite du manque d'aléa dans les paiements ; ils n'encourent pas les risques d'insolvabilité qui les menacent sans cesse dans leurs relations avec les particuliers et c'est un facteur dont ils tiennent parfois compte dans leurs offres de prix aux adjudications.

CHAPITRE XIV

CONTESTATIONS

Les contestations concernant soit l'application du prix, soit l'observation des clauses et conditions diverses des marchés font, le cas échéant, l'objet de décisions du Ministre de la guerre.

La question est très controversée de savoir si en cette matière, le ministre rend ses décisions comme juge de premier ressort ou comme administrateur.

D'après une première opinion tous les actes du ministre qui peuvent être attaqués *directement* devant le Conseil d'Etat constituent de véritables actes de juridiction ; il en serait ainsi des actes de gestion de la fortune publique ; en conséquence le ministre statuerait comme juge dans les marchés de fournitures passés au nom de l'Etat, pour tout ce qui concerne leur passation, leur interprétation et leur exécution.

D'après une deuxième opinion, ne seraient de véritables actes de juridiction que les décisions que le ministre rend dans un débat entre deux parties, sur une matière comprise dans le contentieux administratif. Le

pouvoir de juridiction du ministre s'exercerait alors à l'occasion de toute affaire contentieuse et par conséquent pour les marchés de fournitures passées au nom de l'Etat (Ducroq I, n^{os} 430 à 436).

Enfin, d'après l'opinion généralement admise en doctrine et en jurisprudence, les ministres ne seraient juges que dans des cas exceptionnels, pour statuer sur le contentieux de certaines élections (Lafferrières I, 414 ; Hauriou, n^o 590).

Les décisions du ministre peuvent être attaquées devant le Conseil d'Etat. D'après les deux premières opinions mentionnées plus haut, le ministre étant juge du 1^{er} degré, le Conseil d'Etat statuerait alors comme juge d'appel ; tandis que suivant l'opinion admise en jurisprudence, le Conseil d'Etat statue comme 1^{er} et dernier degré de juridiction pour trancher les difficultés auxquelles donne lieu l'exécution des marchés de fournitures de l'Etat entre le fournisseur et l'administration.

« A titre exceptionnel, les marchés de fournitures ont été soustraits à la juridiction judiciaire par un décret du 11 Juin 1806. Ce n'est pas qu'il s'agisse d'actes de puissance publique, comme on le dit quelquefois. Les marchés de fournitures pour les départements et les communes, à l'égard desquels il n'y a pas de texte spécial, restent soumis au droit commun. La vérité, c'est qu'en raison de l'importance que ces marchés présentent, à raison des formalités gênantes (même pour l'administration) auxquelles on les soumet, à raison des complications que leur exécu-

tion peut soulever, on a voulu donner compétence à une juridiction plus simple et plus expéditive (1) ».

La doctrine considère aujourd'hui que les décisions du ministre sont des actes d'administration et non des actes de juridiction ; le ministre agit non comme juge, mais comme administrateur. Il s'ensuit que l'on ne peut pas attaquer par voie d'opposition les décisions ministérielles rendues par défaut. On peut demander au ministre de revenir sur sa décision, mais on peut également si on le préfère, la porter immédiatement devant le Conseil d'Etat.

Le ministre n'est pas obligé de motiver ses décisions (*Arrêts du Conseil d'Etat* 1882 p. 554). Il peut revenir sur ce qu'il a décidé, car ses décisions n'ont pas l'autorité de la chose jugée. Ces conséquences ont été successivement admises par le Conseil d'Etat.

Toute réclamation en matière de fournitures doit être adressée par écrit au chef du service dans les huit jours qui suivent celui de la notification de la décision donnant lieu à ladite réclamation. Toutefois ce délai n'est pas applicable aux réclamations appuyées de nouveaux titres ou ayant pour objet le redressement d'erreurs matérielles.

Le décret du 12 décembre 1806, dit « décret de Posen » accorde un privilège aux préposés ou agents de l'entrepreneur et aux sous-traitants en paiement des dépenses

(1) H. BERTHÉLEMY, *Traité élémentaire de Droit administratif*, p. 505.

pour fournitures ou livraisons faites par eux pour le service de l'entreprise.

Ce n'est pas une action directe contre l'Etat qui leur est accordée, mais c'est un privilège de second ordre sur les sommes dues par l'administration aux entrepreneurs ainsi que sur leur cautionnement.

Ce privilège doit s'exercer non devant le ministre de la guerre et le Conseil d'Etat, mais devant les tribunaux civils (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat* 14 août 1852 p. 396). Les agents de l'administration n'interviennent que pour viser les pièces que les réclamants croient pouvoir leur présenter pour leur en donner reçu.

CHAPITRE XV

CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES MARCHÉS PASSÉS AU NOM DE L'ÉTAT

Les adjudicataires des marchés de fournitures sont astreints à des obligations spéciales constituant des garanties en faveur des ouvriers qu'ils emploient pour la confection des marchandises vendues ou manutentionnées.

Le décret du 10 août 1889, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, mentionne que les cahiers des charges doivent contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer certaines conditions en ce qui concerne la main-d'œuvre des fournitures dans les usines ou magasins organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché, et l'instruction relative aux marchés du Département de la guerre du 5 juillet 1909 développe ces clauses à insérer qui sont les suivantes :

L'entrepreneur doit assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine ; les conditions relatives au repos hebdomadaire sont actuellement fixées par la loi du 13 juillet 1906 et par les prescriptions édictées pour

l'application de cette loi ; il ne doit employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'administration, elle doit varier suivant la nature des travaux et la région où ils sont exécutés ; il doit payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté. Il est à désirer que toutes les administrations de l'Etat ou des départements, dit l'instruction relative aux marchés, adoptent, dans une même localité, les mêmes salaires pour les ouvriers des mêmes professions. La question s'est posée de savoir si chaque profession doit comporter deux ou plusieurs catégories, de manière que l'entrepreneur puisse classer ses ouvriers dans chacune d'elles suivant leurs aptitudes professionnelles. Formulée avec cette généralité, l'interprétation permettrait d'établir des distinctions contraires à l'esprit du décret. Aussi convient-il d'adopter la solution suivante : dans chaque profession on doit distinguer les ouvriers ou compagnons et les aides, chaque profession peut, en outre, être subdivisée en autant de spécialités distinctes qu'en consacrent les usages locaux, chacune de ces spécialités pouvant recevoir des salaires différents.

Le taux normal du salaire de chacune des spécialités étant déterminé, l'administration n'a pas à s'immiscer dans le contrat à intervenir entre l'entrepreneur et l'ouvrier, relativement à la catégorie dans laquelle ce dernier pourra être rangé. De même l'entrepreneur est libre de

payer un taux supérieur, ou de faire exécuter le travail à la tâche, pourvu que, dans ce cas, le gain journalier de l'ouvrier soit au moins égal au taux prévu pour sa catégorie.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement, dit le décret du 10 août 1889, un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires sont fixés par le cahier des charges.

Il serait à craindre si l'entrepreneur devait payer à tous ses ouvriers le salaire normal, qu'il ne fût poussé à éliminer ceux que leurs aptitudes physiques mettent dans un état d'infériorité notoire sur leurs camarades.

L'entrepreneur doit aussi limiter la durée du travail journalier à la durée normale du travail en usage pour chaque catégorie dans la ville ou la région où le travail est exécuté. Cette durée est variable suivant les saisons et parfois suivant les professions d'après les usages locaux. En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur peut avec l'autorisation expresse et spéciale de l'administration, déroger à cette clause ainsi qu'à celle relative au repos hebdomadaire. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers donnent lieu à une majoration du salaire dont le taux est fixé par le cahier des charges.

La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail est faite par les soins de l'administration qui doit se référer autant que possible, aux accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région ; à défaut de cette entente, elle provoque l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers, et en outre elle se munit de tous les renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation sont joints à chaque cahier des charges, ils sont affichés dans les usines et magasins où les travaux sont exécutés. Ils peuvent être révisés sur la demande des patrons ou des ouvriers lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier ont reçu une application générale dans l'industrie en cause. Cette révision n'est d'ailleurs pas obligatoire. Il appartient à l'administration seule d'apprécier, s'il y a lieu ou non, de procéder à cette opération.

Une révision correspondante des prix du marché peut être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'administration, quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier excèdent les limites déterminées par le cahier des charges.

Cette disposition ne saurait avoir pour résultat de faire

l'administration juge des différends qui peuvent naître entre les ouvriers et l'entrepreneur ; c'est un rôle qu'elle ne peut assumer sans sortir de ses attributions.

Lorsque l'officier ou le fonctionnaire chargé de la direction du service est saisi de la réclamation d'un ouvrier, au sujet de son salaire, il en prévient l'entrepreneur et convoque les intéressés. S'il constate que la réclamation porte exclusivement sur la fixation du taux du salaire journalier, et que pour un motif quelconque, l'entrepreneur ne peut ou ne veut payer lui-même à l'ouvrier ce qui lui est dû, le directeur du service fait payer l'ouvrier directement. S'il est constaté, au contraire, que la réclamation a un autre objet, qu'elle porte par exemple, sur le nombre des heures de travail, la nature du travail, la catégorie dans laquelle l'ouvrier a été rangé, etc., il renvoie les parties devant qui de droit (conseil de prud'hommes, juge de paix, etc...) à fin de statuer.

Les cahiers des charges stipulent que l'administration, si elle constate une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire courant déterminé au cahier des charges, indemniser directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail sont relevées à la charge de l'entrepreneur, le ministre peut décider de l'exclure pour un temps déterminé ou définitivement des marchés de son Département.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions particulières à chaque branche du Service des subsistances.

Nous venons d'étudier dans la première partie les clauses et conditions générales des marchés de subsistances passés avec le Département de la guerre sans mentionner spécialement tel ou tel marché ni telle ou telle entreprise. Ces clauses et conditions générales régissent tous les marchés de subsistances quels qu'ils soient. Nous allons maintenant envisager les principaux de ces marchés et les étudier dans leurs principales dispositions.

Nous avons vu que le service des subsistances se divise en trois branches : les vivres, les fourrages et le chauffage. Abordant successivement chacun de ces trois titres, nous passerons en revue les différents marchés auxquels ils peuvent donner lieu.

TITRE I

Service des vivres

Le service des vivres a un double but. Il assure la constitution des approvisionnements de blé, de sucre, de café, de légumes secs, etc... En outre il exécute lui-même ou fait exécuter à l'entreprise les opérations qui ont spécialement pour but de donner satisfaction aux consommateurs c'est-à-dire la réception, l'entretien, la manutention et la distribution des denrées.

Les approvisionnements appartiennent soit à la réserve de guerre, soit au service courant. Les approvisionnements du service courant ont pour but de subvenir aux distributions du temps de paix, et de permettre par roulement le renouvellement des denrées de la réserve de guerre.

Le service est exécuté soit en gestion directe, soit à l'entreprise, c'est-à-dire soit administrativement, soit commercialement.

Pour le pain comme pour les fourrages, le service est généralement exécuté dans les places importantes en gestion directe ; il est à l'entreprise dans les places d'importance secondaire, où sont passés soit des marchés de fourniture (la farine et les denrées fourragères sont fournies par l'entrepreneur), soit des marchés de fabrication ou de distribution (la farine et les denrées fourragères sont fournies par l'Etat).

CHAPITRE I

FONCTIONNEMENT DU SERVICE DANS LA GESTION DIRECTE

L'Etat possède dans les places importantes des magasins d'approvisionnement où il rassemble les denrées qui lui sont nécessaires à assurer le service des subsistances militaires. Nous avons vu, dans le chapitre I de la première partie, la composition et les fonctions du personnel chargé de l'exécution de ce service : il comprend des officiers et des adjudants d'administration, des employés et des ouvriers militaires auxiliaires. Les magasins d'approvisionnement sont sous la direction d'officiers d'administration gestionnaires ; les plus importants sont gérés par des officiers d'administration principaux ou de 1^{re} classe ; les officiers de 2^e et 3^e classe gèrent les établissements de faible importance ou les annexes.

Les gestionnaires sont chargés de procéder aux réceptions de denrées et de matériel, de surveiller le bon état de conservation des denrées, de provoquer en temps utile la mise en consommation des approvisionnements qui ont atteint le terme de leur conservation ou qui sont

exposés à des avaries, ils régulent aussi les opérations de manutention et de conservation.

Les denrées à entretenir, à manutentionner et à distribuer par les gestionnaires proviennent soit des marchés par adjudication publique ou de gré à gré, soit des achats à commission, soit des conventions verbales ou achats sur facture.

Les approvisionnements sont composés de blé, de farine, de pain, de diverses autres denrées dénommées sous la désignation de petits vivres et qui comprennent le riz et les légumes secs : pois, haricots, fèves, lentilles. Les petits vivres comprennent aussi le lard, le saindoux, le sel, le sucre, le café, les potages condensés. Les conserves de bœuf et les salaisons font aussi partie des approvisionnements. Rentrent aussi dans la gestion directe les boucheries militaires pour la fourniture de viande fraîche.

Des denrées que l'administration se procure par achats directs (marchés de livraison, achats sur facture) ou par achats à commission, pour constituer ses approvisionnements, les unes ne subissent aucune transformation, les autres (le blé, par exemple) ont besoin d'être transformées avant d'être utilisées; ces transformations sont faites soit par l'administration elle-même, soit par l'entreprise. C'est ainsi que le blé donne lieu à des marchés de mouture.

Nous allons examiner les procédés employés par l'administration de la guerre pour se procurer les diverses denrées constituant ses approvisionnements.

Les achats des denrées nécessaires pour assurer les

consommations dès le début de chaque année sont effectués dans les derniers mois de l'année précédente. Afin de pouvoir arrêter un programme d'ensemble dès le mois d'août, les directeurs de l'intendance évaluent, en juillet de chaque année, les besoins présumés de leurs régions respectives pour l'exercice à venir, en se basant sur les quantités de chaque denrée, distribuées pendant le dernier exercice et en modifiant ces quantités, s'ils le jugent à propos, pour les mettre en concordance avec les transformations réalisées dans l'organisation ou la gestion administrative des diverses places de leurs régions.

Ces renseignements sont adressés à l'administration centrale pour le 20 juillet de chaque année. Dès que les propositions d'achats sont définitivement arrêtées, notification en est faite aux directeurs de l'intendance qui peuvent entreprendre aussitôt leurs achats par anticipation.

Il appartient aux directeurs de l'intendance de faire effectuer les achats aux époques les plus favorables, suivant la tendance des cours, et en tenant compte des nécessités du service, de la contenance des locaux, etc.

Les achats effectués font l'objet de rapports ou comptes mensuels qui permettent à l'administration centrale de vérifier si les directeurs de l'intendance se tiennent dans la limite de leurs besoins et de connaître les dépenses engagées par eux.

Le sous-intendant chargé de la direction et de la surveillance du service visite fréquemment les magasins ; il s'assure que les prescriptions réglementaires sont strictement

exécutées et qu'il est tenu compte des ordres par lui donnés ou notifiés. Il fait toutes les vérifications de caisse et opère tous les recensements de matériel qui lui paraissent utiles ; il s'assure que les instruments de pesage et de mesurage employés dans l'établissement sont vérifiés chaque année ; il procède lui-même à des vérifications inopinées.

Le directeur de l'intendance visite aussi les établissements toutes les fois qu'il en reconnaît la nécessité. Il s'assure que les magasins sont bien tenus, que les approvisionnements sont à la hauteur voulue, de bonne qualité, et qu'ils reçoivent tous les soins nécessaires à leur conservation.

La visite des magasins est aussi effectuée par des officiers généraux et délégués du ministre.

SECTION I

Approvisionnement en blé.

Les blés sont achetés par l'administration de la guerre au moyen d'achats à commission, d'achats sur facture ou d'adjudication publique. Une circulaire du 3 octobre 1907 avait prescrit de faire des essais d'achats directs de grains et de fourrages pour l'armée. Des rapports furent adressés au ministre sur ces essais. Il ressort de ces rapports, dit une circulaire du 25 octobre 1910, que le système expérimenté a donné et est susceptible de donner sur nombre

de points, des résultats excellents, mais que ses avantages atténués d'ailleurs par quelques inconvénients ne sent pas assez généraux pour justifier une adoption définitive.

« Les divergences des résultats obtenus paraissent provenir de ce que, jusqu'à présent, on avait envisagé l'application ou le rejet général du système, alors que l'expérience a démontré que ledit système, excellent dans certaines régions, peut être désavantageux dans d'autres (1) ».

Pour déterminer ces régions, le ministre a prescrit à la date du 25 octobre 1910 la reprise des essais d'achats directs.

Les essais portent sur les achats du blé, de l'avoine, du foin et de la paille. Parallèlement aux achats directs, l'adjudication fonctionne dans les places où s'effectuent les essais.

Les achats sur les marchés sont effectués par les officiers d'administration du service des subsistances militaires, en se conformant aux usages locaux. Dans chaque corps d'armée, le directeur de l'intendance désigne un ou plusieurs officiers d'administration pour ces achats ; il rédige une notice réglant les conditions à remplir par les denrées, suivant les centres de production et la récolte. Les conditions n'exigent que la bonne qualité moyenne de l'armée, compte tenu des nécessités imposées par la durée de conservation en magasin ; elles ne comportent ni minimum de poids à l'hectolitre, ni maximum de déchets. Il

(1) Circulaire du 25 octobre 1910 relative à la reprise des essais d'achats-directs de grains et de fourrages pour l'armée.

leur indique également les prix-limites, aussi souvent qu'il est utile ; ceux-ci sont tenus secrets.

Les officiers acheteurs fréquentent d'une façon régulière, revêtus de leur uniforme, les marchés qui leur sont affectés. Ils traitent, quand les occasions leur paraissent favorables sans formalités et sans être astreints à d'autres obligations que celles de ne pas dépasser le prix maximum fixé par le directeur de l'intendance. Ils examinent les échantillons ou la marchandise, discutent et conviennent verbalement du prix et des conditions de livraisons, comme des négociants ordinaires.

Ils peuvent traiter avec un même fournisseur, sur un même marché et pour une même denrée, jusqu'à concurrence de 10.000 francs.

Lorsque la livraison doit avoir lieu au magasin destinataire, la réception incombe au gestionnaire du magasin. En dehors, quand elle a lieu à une gare voisine du domicile du vendeur ou au lieu du marché par exemple, elle incombe à l'officier qui a effectué l'achat ; ce dernier peut toutefois se borner alors à recevoir sous le rapport de la qualité, la détermination des quantités ne se faisant qu'au magasin de destination.

Les denrées sont examinées au seul point de vue de leur conformité avec les échantillons.

Tous les litiges afférents aux achats sur les marchés sont réglés suivant le droit commun.

Les achats effectués à un même fournisseur, sur le même marché, dont la valeur n'excède pas 10.000 francs,

sont payés par les officiers d'administration réceptionnaires, au moment des livraisons et au fur et à mesure de celles-ci ou sur le marché suivant sur simple établissement d'une facture timbrée.

Dispositions spéciales aux adjudications. — L'administration de la guerre ayant besoin de constituer ses approvisionnements de blé a le plus souvent recours à l'adjudication publique. Les soumissionnaires ne sont pas obligés de soumissionner le total de la quantité demandée, mais ils le font chacun dans la mesure de leurs moyens. Soit par exemple une adjudication de 4.500 quintaux de blé; deux, trois, quatre adjudicataires et même davantage peuvent se partager la fourniture de ce lot dans des proportions qui varient avec les quantités et les prix offerts. Ce principe s'applique aussi aux adjudications d'avoine, d'orge, de foin et de paille passées pour entretenir les approvisionnements des magasins militaires en gestion directe.

Le cahier des charges spéciales fixe un poids spécifique de base et un poids spécifique minimum, de façon à donner plus de latitude aux vendeurs et à leur éviter un refus pour défaut de poids, si d'ailleurs la denrée est très bonne sous tous les autres rapports. Ce système incite le fournisseur à livrer une denrée de la meilleure qualité possible puisqu'il obtient ainsi le prix le plus élevé avec le poids maximum.

Le cahier des charges fixe également un maximum de déchet de criblage et de graines étrangères, mais avec

une tolérance en plus à déterminer de manière à permettre l'acceptation de la denrée, si elle satisfait aux autres conditions exigées. Les tolérances en plus ou en moins qui sont ainsi accordées entraînent des réfections à faire subir au prix moyen du quintal de la fourniture envisagée.

Pour le blé, en ce qui concerne le poids spécifique : la tolérance est de 1 kilogramme en moins, sans que le poids spécifique puisse descendre au-dessous de 76 kilogrammes sauf cas exceptionnels déterminés par le ministre ; la réfaction en de 0, 5 p. 100 sur le prix par 250 grammes ou fraction de 250 grammes manquant. Pour les déchets de criblage et graines étrangères, la tolérance est de 1 0, 0 en plus, sans que le total puisse dépasser 5, 5 p. 100. Le total de ce qui est corps étranger au blé (grains, graines ou corps étrangers se rencontrant naturellement avec le blé) ne peut excéder 3, 5 p. 100, dont au maximum de 0,5 p. 100 de graines nuisibles. La réfaction est égale aux quantités trouvées en plus de la fixation des cahiers des charges, multipliées par le prix du blé.

Les directeurs de l'intendance peuvent proposer au ministre, suivant les conditions dans lesquelles les récoltes ont été effectuées, une proportion maxima distincte de certaines graines étrangères.

Les dispositions sont les mêmes en ce qui concerne l'avoine et l'orge, toutefois le poids spécifique de l'avoine ne doit pas être inférieur à 46 kilogrammes et celui de l'orge à 61 kilogrammes.

Les soumissionnaires ont la faculté de présenter au

gestionnaire avant l'adjudication, un échantillon de la denrée qu'ils comptent livrer. Cet échantillon servira de comparaison pour l'examen définitif de la fourniture présentée en livraison au point de vue de la qualité générale et sous réserve, pour la réception définitive, qu'au moment de la livraison, les conditions particulières de poids, de netteté ou autres soient remplies.

Les contestations qui s'élèvent au sujet des réceptions sont jugées par une commission d'appel.

Les denrées provenant des achats directs ne sont pas soumises, comme celles provenant des adjudications publiques, à des conditions de réception nettement déterminées, telles que poids spécifique minimum à l'hectolitre, maximum de déchets de criblage, etc...

Les officiers d'administration gestionnaires de chacune des places en gestion directe où s'effectuent l'achat et la réception des fournitures de grains et de denrées fourragères peuvent, si les fournisseurs préfèrent ce mode de paiement, payer directement, et aussitôt après livraison, la valeur de ces fournitures, à la condition que ces dernières n'excèdent pas, pour un même fournisseur, un maximum de 100 quintaux, tant au premier qu'au deuxième concours. Les fournitures plus importantes sont réglées au moyen de mandats individuels délivrés par le sous-intendant militaire chargé du service.

Tout adjudicataire d'une fourniture ne dépassant pas 100 quintaux fait connaître par écrit, dans sa soumission, s'il entend user du droit de préférence qui lui est accordé

pour le paiement direct et immédiat de sa fourniture. A défaut de cette indication, l'adjudicataire est considéré comme ayant définitivement renoncé à bénéficier du nouveau mode de paiement.

SECTION II

Moutures. — Approvisionnement en farine.

Les blés que l'administration s'est ainsi procurés doivent être réduits en farine. Les moutures sont exécutées soit en gestion directe, soit à l'entreprise. Pour les moutures exécutées en gestion directe nous n'avons rien à dire, ce travail, étant affaire de réglementation purement administrative, est exécuté dans des locaux appartenant à l'Etat par la main-d'œuvre militaire. Nous verrons dans le chapitre II l'entreprise des marchés de mouture confiés à la main-d'œuvre civile lorsque nous étudierons le fonctionnement du service des subsistances dans l'entreprise.

Mais l'administration militaire ne recourt pas toujours pour se procurer les farines qui lui sont nécessaires au procédé des moutures ; elle passe aussi des marchés pour la fourniture de farine de blé tendre. Ces marchés sont régis par le cahier des charges du 27 août 1907 et par le cahier des charges générales pour les fournitures à effectuer par marchés de livraison dans les magasins des subsistances militaires du 7 juillet 1904.

La farine doit être exclusivement de la fabrication du fournisseur ; par suite tout soumissionnaire désirant prendre part aux adjudications doit faire la preuve qu'il produit lui-même de la farine. L'administration ne veut pas avoir recours aux commerçants mais directement aux meuniers afin de pouvoir obtenir la livraison à des prix moins élevés.

La farine doit être de pur froment et provenir d'un blé tendre de bonne qualité, de la dernière récolte et d'origine française. Les blés d'Algérie et de Tunisie étant des blés durs ne doivent donc pas être employés. Elle doit être équivalente, non seulement comme couleur et comme aspect, mais encore et surtout comme valeur alimentaire, à une farine extraite à 75 0/0 et contenant l'intégralité des fleurs et des gruaux blancs ; elle doit être franche de goût et n'avoir aucune odeur marquée autre que celle qui lui est propre ; être de bonne conservation, avoir au moins quinze jours et au plus trente jours de mouture au moment de la livraison. Elle doit être composée de 3, 5 0/0 au minimum de gluten sec, avoir une acidité au maximum de 0,055 avec tolérance jusqu'à 0,070 0/0, contenir des matières grasses dans la proportion de 1,25 0/0 au maximum avec tolérance jusqu'à 1,40 0/0, des débris cellulosiques dans la proportion maximum de 0,600 et avoir une humidité maxima de 15 0/0 (1).

(1) Cahier des charges-type du 27 août 1907 pour la fourniture de farine de blé tendre.

Pour la réception des farines il est procédé à une épreuve de panification qui doit donner un pain ayant une « odeur douce et balsamique, un goût, une saveur et une couleur agréable. »

Toute farine ne satisfaisant pas à l'une quelconque de ces conditions est rejetée. L'épreuve de panification est examinée par une commission d'expertise.

Les livraisons à effectuer ne sont jamais inférieures à 100 quintaux. A chaque versement le sous-intendant militaire prélève un échantillon de 4 kilogr. 500 de farine pour l'expédier aux frais du fournisseur, au sous-intendant militaire chef de la section technique du comité technique de l'intendance à Paris, 8 boulevard des Invalides, pour permettre l'analyse par le laboratoire du comité et l'examen par la commission d'expertise portant à la fois sur la farine et sur le pain en résultant.

Les livraisons sont constatées, avant réception définitives, par des récépissés provisoires délivrés par le gestionnaire et portant la mention « Réception provisoire ». Lorsque l'avis est reçu que la farine présentée est acceptée, ces récépissés sont échangés contre des récépissés à talon délivrés également par le gestionnaire qui prend la denrée en charge.

SECTION III

Approvisionnement en pain.

L'administration militaire en possession des farines obtenues, comme nous venons de le voir dans la section précédente, les panifie ; pour cela elle a recours soit aux ouvriers militaires, soit à l'entreprise, confiant ce soin à la main-d'œuvre civile. Nous reportons l'étude de la fabrication du pain à l'entreprise au chapitre II, section III, où nous étudions le fonctionnement du service des subsistances dans l'entreprise.

Pour la fabrication du pain par l'administration militaire, nous ferons la même observation que pour les moutures exécutées par cette administration : ce travail étant affaire de pure réglementation administrative est exécuté dans des locaux appartenant à l'Etat par la main-d'œuvre militaire ; ne donnant pas lieu à la passation de marché, sous cette forme, elle sort du cadre de notre sujet.

Le pain ainsi fabriqué par l'administration, connu sous le nom de « pain de munition » a donné lieu, malgré la surveillance, dont il a toujours été l'objet, à des critiques nombreuses.

« Il est peu nourrissant, d'une digestion difficile et souvent mal cuit. La raison de ces défauts est facile à déduire des considérations suivantes :

« Trois conditions peuvent faire varier le pétrissage du
« pain : la qualité des farines, la nature des eaux et le
« climat. Or, dans toutes les manutentions militaires le
« pétrissage est uniforme, et l'on ne tient aucun compte
« des trois conditions sus-énoncées.

« Le pétrissage se fait collectivement par plusieurs ou-
« vriers, sans émulation, ayant l'unique préoccupation de
« terminer au plus vite leur tâche, tout en se conformant
« au règlement, à l'exécution duquel se borne la sur-
« veillance d'un gradé, peu compétent généralement pour
« le reste.

« Les ouvriers d'administration ont à peine terminé leur
« apprentissage quand ils arrivent à la manutention, ils
« n'ont donc ni le savoir, ni l'expérience nécessaires pour
« tirer des farines qu'ils emploient le meilleur parti.

« Très souvent aussi la cuisson est défectueuse ; le
« pain, saisi au four, conserve une certaine quantité d'eau,
« qui augmente son poids au détriment de ses qualités
« nutritives. Le contrôle exercé au moment de la distribu-
« tion est inefficace ; la plupart du temps, le pain remplit
« exactement les conditions requises par le règlement, et
« doit, par conséquent être accepté ; il n'est pas mauvais,
« mais il n'est pas bon non plus.

« Les réclamations, même justifiées, sont difficilement
« admises, les officiers d'administration, directeurs de la
« fabrication et les intendants eux-mêmes, se considèrent
« comme personnellement visés par les réclamations ou
« comme obligés de défendre leurs subordonnés, et quand

« le pain reconnu véritablement impropre à la consommation est refusé, c'est l'Etat qui supporte la dépense.

« Les manutentions militaires sont, en France, au nombre de 64 environ, sans compter les annexes et les établissements spéciaux, tels que la manufacture du quai de Billy à Paris ; elles emploient, en moyenne, un personnel de 4 officiers et 40 hommes ; c'est donc au minimum 250 officiers et 3.000 hommes de troupe qui sont en permanence prélevés sur les combattants. Les 250 officiers coûtent au budget à peu près 350.000 francs par an ; quant aux hommes leur absence se fait sérieusement sentir dans les corps de troupe.

« Il est donc de toute nécessité de restreindre par tous les moyens possibles, le nombre d'hommes employés hors des corps et l'un des moyens les plus efficaces pour y parvenir consisterait à supprimer toutes ou presque toutes les manutentions militaires et à faire appel presque exclusivement au commerce pour la fourniture du pain aux hommes de troupe (1) ».

(1) Capitaine BOUQUERO, *Fabrication du pain de troupe par l'appel au commerce*, p. 4.

SECTION IV

Approvisionnement en petits vivres.

Nous avons vu qu'elles sont les denrées désignées sous le nom de petits vivres : riz, légumes secs, sel, sucre, café, etc... A l'exception du sel, du sucre et du café qui entrent dans la consommation courante du service, les autres produits servent à constituer les approvisionnements de mobilisation. Ils sont mis périodiquement en distribution pour assurer le renouvellement des réserves.

Pour constituer l'approvisionnement de ces denrées, l'administration a recours à des marchés de livraison passés par adjudication publique. Ces marchés de livraison s'appliquent aussi aux approvisionnements de blé, d'avoine, d'orge, de foin et de paille à constituer dans les magasins des subsistances. Nous avons déjà, dans notre section I, donné les dispositions spéciales aux fournitures du blé ; les développements qui suivent s'y appliquent également, et lorsque nous aborderons le titre II, consacré aux fourrages, nous n'aurons rien à dire pour les marchés de livraison passés en gestion directe pour constituer les approvisionnements de fourrages, les dispositions suivantes s'appliquent également à cette fourniture.

Ces marchés de livraison sont régis spécialement par le

cahier des charges générales du 7 juillet 1904 et un cahier des charges spéciales à chaque fourniture.

Les marchés sont passés par adjudication simple. L'adjudicataire s'engage à livrer, dans un délai déterminé, dans les magasins militaires, les denrées dont il s'est rendu adjudicataire.

Les quantités à livrer sont déterminées d'une manière fixe, ou varient entre un maximum et un minimum, différant entre eux du quart au plus du maximum. Les denrées doivent réunir les conditions générales de qualités et de provenance stipulées aux cahiers des charges.

Le fournisseur est tenu à la réalisation d'un cautionnement définitif, calculé d'après l'importance de la fourniture qui lui est adjugée.

Les marchés sont généralement approuvés par le directeur de l'intendance.

Les denrées sont livrées invariablement au quintal métrique, au poids net et déduction faite de toute tare. Les versements sont effectués : pour les grains, le riz, les légumes secs, etc..., sur balance, au rez-de-chaussée des magasins militaires ; pour le foin, la paille, à la porte des magasins et hangars ou au pied des meules. En ce qui concerne ces dernières denrées, l'administration accorde au fournisseur une tolérance en plus ou en moins, dont la quotité est fixée avant l'adjudication, mais dont le maximum ne peut excéder, dans aucun cas, le vingtième de la fourniture totale. On se conforme aux usages locaux, quant au mode de livraison (bottes, rames, balles) ; mais

on convertit invariablement les quantités en quintaux métriques, seule unité de réception que l'administration reconnaisse, sans acceptation de 4 au 100 ou de toute autre bonification. Mais pour le foin, si les liens ne sont pas de la même denrée, il en est fait déduction ; si l'usage de la localité est que les liens soient en paille de froment, le cahier des charges spéciales précise à quelles conditions de poids et de prix ils sont reçus. Pour la paille, les liens doivent aussi être formés avec de la paille de même nature que celle qui est livrée, sinon il est fait déduction de ces liens, toutefois, qu'elle que soit l'espèce de la paille à fournir, les liens en paille de froment ou de seigle sont toujours comptés dans les livraisons.

Les époques et les proportions des livraisons sont déterminées par le cahier des charges spéciales et mention en est portée sur le procès-verbal de la séance d'adjudication. Si les moyens d'emmagasinement n'y mettent aucun obstacle, le fournisseur peut être admis à devancer le terme de ses versements.

Les récépissés à talon délivrés par le gestionnaire réceptionnaire pour la constatation des livraisons effectuées indiquent invariablement, en ce qui concerne les denrées frappées d'un droit d'octroi à l'entrée des villes, si les fournitures ont été faites intra ou extra-muros, ou dans un magasin constitué entrepôt d'octroi.

Si le gestionnaire réceptionnaire juge que les livraisons ne remplissent pas toutes les conditions exigées et si le fournisseur refuse de les remplacer, le litige est soumis à

une commission d'appel. Si, dans un délai de 48 heures après la remise au sous-intendant militaire du procès-verbal de la commission d'appel ou la notification de ses conclusions au fournisseur, l'une des deux parties n'a pas formulé de recours au ministre, les conclusions de la commission d'appel sont exécutoires. Les frais résultant de l'examen des recours par le ministre sont à la charge de l'Etat, sauf les frais d'envoi d'échantillons que supporte la partie qui a provoqué le recours.

En cas de refus de denrée présentée en livraison, un sursis est accordé au fournisseur pour remplacer la fourniture; à l'expiration de ce sursis, qui ne peut excéder trente jours, les pénalités pour retard sont appliquées et le directeur de l'intendance est juge du moment où il y a lieu de proposer au ministre la passation d'un marché par défaut ou la résiliation du marché. Si la denrée présentée en remplacement est elle-même refusée, aucun nouveau sursis n'est accordé et il est passé un marché par défaut aux risques et périls du fournisseur.

En cas de retard dans les livraisons, le fournisseur encourt une pénalité calculée par jour de retard, à raison de cinquante centimes par mille francs pendant les trente premiers jours et de un franc à partir du trente et unième jour.

Le cas de guerre ne dégage pas le fournisseur des obligations qu'il a contractées. Celui-ci, lorsqu'il est encore soumis au service militaire, doit faire agréer par l'administration un représentant capable de le remplacer.

Tous les frais d'achat, de transport, d'arrivage, d'apport des denrées, en un mot toutes les dépenses, pertes, déchets et avaries jusqu'à la prise en charge par le gestionnaire réceptionnaire, sont au compte du fournisseur. Les droits de douane sont à la charge du fournisseur et ceux d'octroi, au contraire à la charge de l'Etat.

Toutes les pièces justificatives de dépenses destinées à constater les créances du fournisseur sont produites dans le délai de 45 jours à compter de l'expiration du trimestre pendant lequel les livraisons ont été effectuées. Toute réclamation relative à l'exécution du service doit être produite également dans le délai de 45 jours calculé comme ci-dessus. Le paiement des fournitures a lieu en fin de livraison complète sur mandat du sous-intendant militaire.

§ 1. — *Fourniture du café vert nécessaire au service des vivres.*

Un cahier des charges communes en date du 26 septembre 1905 règle les conditions de cette fourniture. Les opérations d'adjudication ont lieu à Paris et les fournitures à adjudger sont fractionnées par lots de 25 quintaux, au lieu d'être adjudgées en bloc.

Le café doit être de provenance du Brésil de l'une des espèces dite « Rio » ou « Santos » ou des colonies françaises de qualité reconnue équivalente à celle du Brésil. Il doit être « de bonne qualité commerciale, de bonne

odeur et de bon goût, sain, sec, entier, bien nourri, dépouillé, exempt d'avarie ou d'altération (1) ». La proportion maximum de grains noirs, blancs, rachitiques (fèves mortes), brisés et de matières étrangères est fixée chaque année d'après des échantillons de cafés prélevés dans chaque port d'importation ; elle est indiquée dans le cahier des charges spéciales.

Chaque année, à l'époque où la moyenne de la récolte parvient sur le marché, des échantillons de café du poids de dix kilogrammes sont prélevés dans chaque port d'importation par le sous-intendant militaire et adressés au comité technique de l'intendance ; des échantillons de divers cafés de provenance des colonies françaises sont également prélevés. Le comité technique de l'intendance choisit entre ces échantillons celui ou ceux qui serviront d'échantillons-types et détermine le taux maximum des déchets correspondant à ces échantillons.

Les concurrents sont admis à prendre connaissance de ces échantillons-types ainsi que des spécimens des déchets et des taux déterminés. Dans leurs soumissions, ils doivent s'engager à fournir une denrée de qualité au moins équivalente à celle de ces échantillons.

Les livraisons ont lieu suivant les indications du cahier des charges spéciales, soit dans l'un des ports d'importation, le Havre, Bordeaux ou Marseille au choix de l'adjudicataire, soit dans une ou plusieurs places déterminées.

(1) Cahier des charges communes pour la fourniture du café vert.

Elles se font en entrepôt de douane et en entrepôt d'octroi ; toutefois les fournisseurs ont la faculté d'opter pour le régime dit à l'aquitté des droits de douane ; dans ce dernier cas, ils doivent stipuler cette intention sur leur soumission.

A moins d'indications contraires stipulées au cahier des charges spéciales, les livraisons sont échelonnées comme suit : le 1^{er} tiers, deux mois après la notification au fournisseur de l'approbation du marché ; le 2^e tiers, 80 jours ; le 3^e tiers, 90 jours.

Il est procédé à l'admission des fournitures par le gestionnaire réceptionnaire, qui examine si elles satisfont à toutes les conditions exigées ; en cas de difficultés au sujet des réceptions, le litige est soumis à une commission d'appel avec recours au ministre.

Les droits de douane, d'octroi et tous autres perçus au profit du Trésor restent à la charge de l'administration, qui en rembourse, s'il y a lieu, le montant au fournisseur.

En cas de retard dans les livraisons, le fournisseur encourt par ce seul fait une pénalité qui s'applique au montant du service non exécuté ou exécuté tardivement. Elle est calculée par jour de retard, à raison de cinquante centimes par mille francs pendant les trente premiers jours et à raison de un franc par mille francs à partir du trente et unième jour sans que, dans aucun cas, le montant total de la retenue puisse excéder le dixième de la valeur des fournitures en souffrance.

Le cas de guerre ne dégage pas le fournisseur des obligations qu'il a contractées.

Le fournisseur est payé de ses livraisons sur la production d'une facture en deux expéditions, dont une timbrée. Le fournisseur reçoit, sur sa demande, à l'expiration de chaque quinzaine, des acomptes jusqu'à concurrence des cinq sixièmes de la valeur des fournitures effectuées et des avances de droits de douane et d'octroi qu'il aura faites, s'il livre à l'acquitte.

§ 2. — *Fourniture de paquets individuels de potage salé.*

Le service consiste à livrer, dans les établissements militaires (manutentions et magasins du service des vivres et leurs annexes) en entrepôt d'octroi, la quantité de quintaux de potage salé, en paquets individuels de cinquante grammes, indiqué au marché.

La fourniture est divisée en lots de 500 quintaux chacun. Nul ne peut soumissionner ni être déclaré adjudicataire de plus ni de moins d'un lot au premier concours ; mais au deuxième concours ou le cas échéant au concours de 48 heures, un même soumissionnaire pourra être déclaré adjudicataire de plusieurs lots et même de la totalité des lots restant à adjuger dans la limite, toutefois, du maximum de production de son usine.

La fourniture est régie spécialement par le cahier des charges communes du 8 septembre 1909.

Il indique quelles sont les matières qui doivent entrer dans la composition du potage et leur proportion.

Des échantillons des diverses matières sont prélevés par le sous-intendant militaire, principalement de la farine de haricots que le fournisseur déclare vouloir employer à la fabrication. Il est procédé ainsi chaque fois que le fournisseur veut employer de nouvelles farines à la fabrication du potage.

L'échantillon est expédié au chef de la section technique du comité de l'intendance à Paris.

Les haricots doivent être indigènes ou exotiques, à l'exclusion des provenances de Birmanie ou de l'Inde, et, en général de tous les haricots réputés nocifs par la présence d'acide cyanhydrique.

Le cahier des charges donne le mode de préparation du potage et entre dans de multiples détails pour son enveloppage et son emballage.

L'administration a le droit de surveillance sur la fabrication. Il est procédé à la réception des paquets de potage salé par les soins et sous la responsabilité de l'officier d'administration gestionnaire de l'établissement choisi par l'adjudicataire comme lieu de livraison. La réception peut n'avoir lieu que quinze jours après l'entrée en magasin.

Si après un examen minutieux, les paquets n'ont pas été reconnus admissibles, le gestionnaire les refuse en ayant soin d'indiquer explicitement et distinctement tous les motifs de rejet.

Pour éviter que les paquets refusés puissent être de

nouveau présentés, ils ne sont restitués au fournisseur, en cours de fabrication, que lorsqu'il a commencé ses livraisons en paquets de sa fabrication portant l'eslampille du mois suivant.

Si le fournisseur n'accepte pas la décision du gestionnaire et refuse de remplacer les quantités non acceptées, il en informe le sous-intendant et soumet l'examen du litige à une commission d'appel. Le fournisseur ou l'intendant peuvent aussi recourir contre la décision de la commission d'appel auprès du ministre de la guerre, et la partie qui forme recours fait connaître à l'autre les motifs et considérants sur lesquels elle se base pour appuyer son recours.

En cas de refus de tout ou partie de la fourniture présentée en livraison, un délai de 30 jours est accordé au fournisseur pour remplacer les quantités refusées.

En cas de retard dans les livraisons, le fournisseur est passible, par la seule échéance du terme et sans aucune mise en demeure préalable, d'une retenue de dix centimes par cent francs et par jour pendant les 30 premiers jours, de vingt centimes par cent francs et par jour à dater du 31^e jour sur la valeur des produits livrés en retard ou non livrés, sans que la retenue totale puisse excéder un dixième du montant de la valeur des fournitures en souffrance.

L'application de ces pénalités n'enlève pas à l'administration de la guerre la faculté de résilier le marché.

Moyennant les prix stipulés au marché, sont au compte

du fournisseur : tous frais de logement et d'emballage des paquets, ceux de transports et de douane, toutes dépenses quelconques et les pertes, déchets et avaries, jusqu'à la prise en charge par l'officier réceptionnaire.

Le cautionnement à réaliser par le fournisseur est fixé au dixième du montant de sa fourniture. La mainlevée du cautionnement est donnée pour les neuf dixièmes après l'exécution complète de la fourniture ; pour le dixième restant, après l'expiration du délai de garantie de 24 mois.

En cas de mobilisation générale, le marché est résilié de plein droit ; toutefois le fournisseur a la faculté de livrer à l'administration, dans les conditions de son marché, les paquets de potage déjà préparés ou en cours de préparation qu'il posséderait au moment de la notification de la résiliation de son marché.

Les dispositions spéciales aux conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat et insérées dans le décret du 10 août 1889 sont applicables aux fournisseurs de cette denrée.

Le fournisseur peut recevoir, sur sa demande, à l'expiration de chaque mois, des acomptes jusqu'à concurrence des cinq sixièmes des fournitures effectuées depuis le commencement du mois.

SECTION V

Approvisionnement de conserves de viande et de salaisons.

Cette partie de l'approvisionnement comprend des conserves de viande dites « bœuf assaisonné » et des conserves de porc rôti. L'administration pour se procurer ces conserves a recours à la passation de marchés par adjudication avec des fabricants.

§ 1. — Fourniture de conserves de porc rôti.

Le service consiste à fournir des conserves de porc rôti, fabriquées en France avec des porcs indigènes provenant de la France européenne ; il est régi par le cahier des charges communes du 28 octobre 1909.

La fourniture est divisée en lots de 100 quintaux, tous livrables en France dans les places et établissements militaires spécifiés ; les adjudicataires peuvent opter pour effectuer leurs livraisons entre ces différentes places.

Cette adjudication rentre dans le cadre des adjudications restreintes.

Au premier concours, nul ne peut être déclaré adjudicataire de moins d'un lot ni de plus de quatre lots. Au deuxième concours et, le cas échéant, au concours de 48 heures, un même soumissionnaire peut être déclaré

adjudicataire d'un nombre quelconque de lots et même de la totalité des lots restant à adjuger.

Pour chaque adjudicataire, l'adjudication est prononcée aux divers prix stipulés par la soumission. Toutefois on n'inscrit définitivement au marché qu'un prix unique par adjudicataire, moyenne des prix offerts pour chacun des lots qui lui sont adjugés.

Les adjudicataires ont la faculté de présenter en livraison à l'administration, au prix fixé par elle avant l'adjudication, tout ou partie des bandes de lard provenant des animaux employés à la fabrication des conserves.

Les soumissionnaires doivent être, au moment de l'adjudication, propriétaires ou locataires des usines nécessaires à la fabrication du produit. Elles doivent remplir certaines conditions d'installation particulièrement mentionnées au cahier des charges : nécessité d'une porcherie où les animaux sont mis en observation, d'une tuerie spéciale attenante à l'usine, d'un local spécial et isolé pour recevoir les déchets ; ces locaux doivent être disposés de telle sorte que la plus grande propreté y puisse être facilement entretenue.

La viande employée doit être salubre, de première qualité, provenir d'animaux adultes et susceptibles de peser au minimum de 60 kilogrammes après avoir été vidés.

Aucun animal ne peut être employé à la fabrication des conserves s'il n'a d'abord été examiné et observé sur pied par le vétérinaire militaire attaché à l'usine. En cas de représentation d'un animal refusé définitivement par le

vétérinaire, le fournisseur subit la première fois une amende de 50 francs et de 100 francs la seconde fois ; à la troisième il pourra voir son marché résilié.

L'examen et l'admission des animaux sur pied sont complétés par l'examen et l'admission de la viande abattue, effectués de même par le vétérinaire militaire.

Le cahier des charges communes donne des instructions très détaillées sur le traitement de la viande crue et la cuisson, sur l'emboitage et l'assaisonnement, la stérilisation, le poids de la conserve, sa qualité, etc...

La fabrication ne doit jamais commencer avant le 1^{er} octobre ni être poursuivie après le 30 avril.

Un vétérinaire militaire et un officier d'administration des subsistances sont attachés d'une manière permanente à chaque usine pour la surveillance de toutes les opérations de fabrication. Indépendamment de la surveillance locale, le ministre prescrit des visites inopinées. Les agents de surveillance peuvent prélever des échantillons de produits au cours de la fabrication ou des boîtes confectionnées depuis plusieurs jours.

Les fournitures sont prises en charge par l'officier d'administration gestionnaire de l'établissement où se font les livraisons. Elles sont examinées par une commission que préside un officier supérieur ; mais cette commission comprend toujours un médecin et un pharmacien militaires.

Le poids net de la boîte est de deux kilogrammes comprenant la viande cuite, la graisse et le jus. Le jus qu'on

souhaite voir réduire à son minimum n'intervient pas dans le payement. Chaque boîte doit contenir normalement 1 600 grammes de viande et 400 grammes de graisse. La totalité de la livraison est refusée si la moyenne des poids de la viande et de la graisse est inférieure à 1900 grammes, si la moyenne du poids de la viande est inférieure à 1500 grammes. Les épreuves s'effectuent par groupe de cinq boîtes ; une livraison peut être soumise à autant d'épreuves qu'elle comporte de milliers de boîtes. Le cahier des charges donne de multiples détails et de nombreux exemples sur la détermination du poids de la viande et de la graisse et les règles d'établissement des décomptes.

Le sous-intendant militaire et le fournisseur peuvent toujours se pourvoir, contre les décisions de la commission de réception, devant la commission d'appel et des décisions de cette dernière devant le ministre ; les échantillons sont alors examinés par le sous-intendant militaire directeur du dépôt des modèles et de l'usine d'essais, 8, boulevard des Invalides, à Paris.

Le fournisseur est responsable de la conservation des denrées pendant 18 mois comptant du jour de la réception définitive. Un délai de trente jours lui est accordé pour remplacer les quantités refusées.

Le cautionnement à fournir par l'entrepreneur est fixé au dixième du montant de sa fourniture et la main-levée en est donnée pour les neuf dixièmes après l'exécution complète du marché, pour le dixième restant.

après l'expiration du délai de garantie de 18 mois.

Les pénalités en cas de retard dans les livraisons sont de cinq centimes par 100 francs et par jour pendant les trente premiers jours et de dix centimes à dater du trente et unième jour, sur la valeur des denrées livrées en retard ou non livrées, sans qu'elles puissent excéder un dixième du montant de la valeur des fournitures en souffrance.

Le marché peut être résilié, indépendamment des cas prévus au cahier des clauses et conditions générales du 16 février 1903, si le fournisseur se refuse à exécuter aux locaux, à l'aménagement de l'usine, à l'outillage, les améliorations ou modifications reconnues nécessaires par l'administration militaire.

L'entrepreneur est tenu de se conformer aux dispositions du décret du 10 août 1889 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.

§ 2. — *Fournitures de conserves de viande dites*

« Bœuf-assaisonné. »

Le service consiste à fournir des conserves assaisonnées de viande préparées dans les conditions spécifiées au cahier des charges communes du 17 août 1909 relatif à cette fourniture.

La conserve doit être le produit intégral de la cuisson de la viande fraîche employée à sa préparation et renfermer tous les éléments constitutifs de cette viande, à l'exception des os, des tendons, des masses graisseuses, des

écumes du bouillon et d'une certaine proportion d'eau, éliminés au cours de la fabrication.

La viande à employer est celle de bœuf, de vache ou de taureau, sans que la proportion en poids de viande abattue de vache puisse être de plus du quart, ni celle des viandes abattues de vache et de taureau cumulées supérieure aux cinq huitièmes. La viande doit être saine et provenir d'animaux adultes bien en chair et convenablement gras sans excès. En principe, l'âge des animaux doit être compris entre 3 et 8 ans pour les bœufs et les vaches et entre 2 ans et demi et 5 ans pour les taureaux.

L'entreprise de cette fourniture est passée par adjudication restreinte. Les dispositions du cahier des charges relatif à cette fourniture sont semblables à celles concernant la fourniture des conserves de porc rôti que nous venons d'étudier. Elles concernent les conditions d'admission à soumissionner, l'importance des lots, le prix moyen pour les adjudications de plusieurs lots attribués à un même fournisseur, la surveillance de la fabrication, les réceptions, le délai de garantie, les pénalités, les conditions du travail des ouvriers, l'installation des usines, l'examen des animaux, les épreuves de réception, etc...

Dans une de ses notices, le cahier des charges décrit les opérations principales de la fabrication : le traitement de la viande crue, la cuisson préliminaire, l'assaisonnement des conserves, la concentration du bouillon, la cuisson définitive, la stérilisation, etc... entrant dans une mul-

titude de détails pour assurer aux produits ainsi fabriqués toutes les garanties d'un aliment irréprochable.

Tous, nous connaissons ces produits dont nous venons d'exposer brièvement les conditions exigées pour leur fourniture, n'eussent-ils laissé chez nous, lors de notre passage sous les drapeaux, que le souvenir que leur poids aggravait celui déjà si lourd du havresac. Maintes fois nous les avons décriés ; qui ne connaît le qualificatif de « singe » employé par nos troupiers pour désigner ces conserves.

S'il s'est trouvé un temps où ces conserves laissaient à désirer par leur qualité et leur valeur nutritive, nous devons reconnaître qu'il en est différemment aujourd'hui, grâce à la réglementation minutieuse dont l'administration militaire a entouré leur fabrication.

Les cahiers des charges, régissant ces fournitures, ont, en effet, été révisés au cours de l'année 1909 ; les notices qu'on y a adjointes sur les conditions de fabrication et de réception donnent toutes les garanties désirables pour obtenir des produits de première qualité, exempts de tout reproche. Il suffit de parcourir ces instructions pour voir quels soins l'administration militaire exige pour la préparation de ces conserves, s'efforçant chaque fois qu'elle relève une lacune dans cette réglementation de la compléter par de nouvelles instructions.

Sans doute, en exigeant des fournisseurs des produits irréprochables, les prix des soumissions se trouvent plus élevés, mais c'est là un sacrifice nécessaire et l'adminis-

tration ne doit pas craindre de le faire pour assurer une bonne alimentation à nos soldats, principalement en campagne.

SECTION VI

Viande fraîche. — Boucheries militaires.

La fourniture de la viande fraîche est ordinairement assurée par les corps de troupe, qui reçoivent, à cet effet, une prime de viande et se procurent ainsi la viande nécessaire à l'alimentation des hommes auprès des bouchers de la ville de garnison avec lesquels ils passent des marchés la plupart du temps.

Mais dans les places importantes, les corps de troupe ne recourent pas aux bouchers pour la fourniture de la viande fraîche. Le ministre peut prescrire l'organisation de boucheries militaires gérées soit par les corps de troupe avec le concours des officiers d'administration, soit par le personnel du service des subsistances, lorsque, par suite de circonstances quelconques, il y a lieu de renoncer à l'allocation des primes de viande.

Les boucheries militaires sont des associations des ordinaires des corps de troupe d'une même garnison, mettant en commun les fonds nécessaires pour l'achat, la réception et la distribution de la viande fraîche dont ils ont besoin.

La direction et l'exécution du service sont dévolues aux officiers et soldats des corps de troupe intéressés, avec le concours des vétérinaires militaires et d'officiers d'administration du service des subsistances.

L'administration est exercée par un conseil d'administration secondé par une commission de garnison. Un même officier supérieur préside l'un et l'autre.

Les achats du bétail nécessaire au ravitaillement sont effectués sur place et à l'extérieur par une commission dite « d'achat ». Elle procède normalement par achat direct au comptant, provoquant et acceptant autant que possible les offres des cultivateurs de la région. Chaque membre de la commission, après examen du bétail, inscrit sur un carnet ad hoc le prix qui lui paraît convenable de donner ; le président fait la moyenne, puis demande ses offres au vendeur. Si elles sont inférieures ou égales au prix moyen de la commission, le marché est conclu. Dans le cas contraire, la commission emploie les procédés de marchandage courants dans le commerce, jusqu'à ce qu'une entente soit établie. Dans tous les cas elle ne fait d'offres au vendeur que si les prix demandés par celui-ci sont supérieurs à ceux qu'elle a décidé de donner en réunion secrète.

Si le ravitaillement ne peut avoir lieu par achats directs, les marchés sont passés en adjudication publique. En cas d'insuccès, il est passé des marchés de gré à gré.

Tous les marchés sont conclus avec garantie, c'est-à-dire que la commission a toujours recours contre les vendeurs

en cas de saisie pour vices cachés et reconnus après l'abat. On s'inspire à cet effet des articles 1626 et suivants, 1641 et suivants du Code civil, en même temps que des prescriptions édictées par la loi du 2 août 1884, complétée par celle du 31 juillet 1895 et par l'article 82 de la loi du 39 mars 1902 relative à la vente des animaux de l'espèce bovine atteints de tuberculose.

Il est interdit de traiter avec des fournisseurs étrangers. Cependant en cas de crise amenant une cherté excessive du bétail indigène, le conseil est autorisé à soumettre au commandant l'acceptation d'un marché avantageux. L'autorité militaire décide.

En principe, les paiements sont faits le lendemain de l'abat, quel qu'ait été le mode d'achat. Toutefois, le trésorier est autorisé à donner, à un vendeur qui le demande, un acompte pouvant s'élever jusqu'aux trois quarts du montant probable des livraisons effectuées si le marché comporte quatre animaux et plus ; jusqu'à la moitié seulement si le marché ne comporte que deux ou trois têtes ; il n'est pas donné d'acompte pour l'achat d'une seule tête de bétail.

Exceptionnellement, et quand les usages locaux l'exigent, le montant d'une acquisition faite à forfait ou au poids vif est immédiatement et intégralement payé. La quittance du vendeur est signée par les membres de la commission d'achat qui prennent des références en vue de recours éventuels.

Le bétail une fois acheté est introduit dans l'étable de

l'abattoir militaire après avoir été marqué d'une lettre et d'un numéro de série.

Les fourrages destinés aux bestiaux sont achetés de préférence à la culture locale.

Les plus grandes précautions sont prises pour éviter, à l'abattoir militaire, le développement et la propagation des maladies contagieuses. Les animaux sont soumis, avant d'être abattus, à un jeûne de 24 heures et toutes les viandes abattues sont inspectées par un vétérinaire avant d'être mises en distribution.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DU SERVICE DANS L'ENTREPRISE

Le service des vivres est exécuté à l'entreprise dans les places d'importance secondaire ; l'administration passe alors des marchés de fourniture et des marchés de fabrication et de distribution. Le service au lieu d'être assuré par des officiers gestionnaires est assuré par des entrepreneurs et la fabrication, au lieu d'être confiée aux manutentions militaires, est opérée par la main-d'œuvre civile.

Lorsque l'administration militaire dispose des locaux nécessaires à l'exécution du service et au logement des divers approvisionnements à entretenir, la remise en est faite à l'entrepreneur à titre gratuit, tant pour les locaux appartenant à l'Etat que pour ceux pris par lui en location. Les cahiers des charges déterminent les droits et les obligations qui résultent, pour l'entrepreneur, de la jouissance des locaux dont il s'agit, ainsi que les conditions dans lesquelles s'en effectuent la remise et la reprise par l'administration.

A défaut de ressources en locaux appartenant à l'Etat,

ou loués pour son compte, l'entrepreneur est tenu de pourvoir, à ses frais et sous sa responsabilité, à la fourniture de celles de ces ressources qui lui sont indiquées comme nécessaires.

Les fonctionnaires de l'intendance ont le droit de police et de surveillance dans les bâtiments et locaux utilisés par l'entrepreneur pour l'exploitation du service, quel qu'en soit le propriétaire.

L'entrepreneur possède habituellement en magasin des denrées de l'Etat et des denrées lui appartenant. Il est chargé de leur entretien et de leurs distributions. Les denrées appartenant à l'entrepreneur ne peuvent être examinées au moment de leur entrée dans les magasins ; mais elles sont reconnues mensuellement par une commission composée d'un fonctionnaire de l'intendance, d'un officier supérieur ou subalterne, d'un médecin pour les vivres, d'un vétérinaire pour les fourrages ; elle visite les approvisionnements confiés par l'Etat à l'entrepreneur ou appartenant à l'entrepreneur.

Pour les denrées de l'Etat, cette commission prescrit des manutentions, et fait des propositions au sujet de la durée de conservation de certaines denrées.

Pour les denrées de l'entrepreneur, la commission s'assure d'une part que le chiffre des nécessaires est bien constamment entretenu, et d'autre part que les denrées de l'approvisionnement réunissent bien toutes les qualités exigées et qu'elles reçoivent les soins nécessaires à leur conservation.

L'entrepreneur procède aux distributions de denrées ; si cette opération soulève des contestations graves, le fonctionnaire de l'intendance averti par l'entrepreneur des critiques formulées par l'officier de distribution fait réunir la commission d'examen. La commission donne un avis seulement ou prend une décision immédiatement exécutoire. C'est le général commandant la région qui décide définitivement, sauf recours de l'entrepreneur au ministre, si la commission propose le refus définitif ou la destruction des denrées ; la décision de la commission est exécutoire si elle conclut à l'acceptation des denrées ou au remplacement des denrées refusées.

Les marchés passés pour l'exécution du service des vivres à l'entreprise comprennent, pour les marchés de fabrication : des marchés pour l'entreprise des montures ; pour les marchés de fabrication et de distribution : des marchés pour la fabrication du pain et l'entretien de certains approvisionnements accessoires ; pour les marchés d'entretien et de fourniture : des marchés pour l'entretien d'approvisionnements de farine, de riz, de haricots et d'avoine.

Les dispositions régissant l'exécution de ce service sont détaillées dans les cahiers des charges communes arrêtés par le ministre. Nous allons dans trois sections différentes examiner ces diverses entreprises.

SECTION I

Entreprise des moutures.

Le service consiste à effectuer dans une usine, agréée à cet effet par l'administration militaire, la transformation en farine, des quantités de blé fixées au marché.

Cette entreprise est régie spécialement par le cahier des charges communes du 6 mai 1910 et par un cahier des charges spéciales faisant connaître les conditions particulières à chaque marché.

Les obligations de l'entrepreneur comprennent : le transport du blé des magasins militaires au moulin ; le nettoyage du grain ; le mouillage du grain avant mouture, mais uniquement pour les blés durs ou mitadins ; la mouture du blé ; le blutage de la boulange ; le sassage, s'il y a lieu, et la remouture d'une partie des gruaux ; le blutage des produits de cette remouture ; le transport des produits de mouture, du moulin aux magasins militaires. En outre l'entrepreneur est tenu de moudre l'orge qui lui est remise à cet effet par l'administration militaire et d'en effectuer le transport à ses frais comme pour le blé.

Cette entreprise est mise en adjudication ; elle rentre dans la catégorie des adjudications restreintes. La durée du marché est ordinairement de 18 mois à 3 ans ; elle a été fixée à deux ans et demi pour les marchés renouvelés

à partir du 1^{er} juillet 1910, sans faculté de prorogation.

Cinq jours au moins avant la séance d'adjudication, le sous-intendant militaire fait établir, pour être mise à la disposition des concurrents, une série d'échantillons-types des produits que le futur adjudicataire devra fournir : ces échantillons se composent de blé nettoyé et prêt à être mis en mouture ; de farine brute (ou boulange) provenant de la mouture du blé ; de farine blutée provenant de cette mouture de gruau à remoudre ; de farine blutée provenant de cette remouture ; d'issues provenant de chacune des deux moutures (sur blé et sur gruaux).

Les usines désignées par les candidats pour être affectées au service sont reconnues avant la réunion de la commission de l'administration, par le sous-intendant militaire chargé du service des vivres, de concert avec le chef du génie ; le résultat de la reconnaissance est consigné dans un procès-verbal relatant l'avis de l'officier d'administration gestionnaire de la manutention à desservir. Le procès-verbal ainsi établi est joint à chaque demande d'admission, avant l'examen de la commission d'admission.

Le marché spécifie quelles seront les quantités de blé à moudre en fixant un minimum et un maximum annuels, sans que l'administration soit obligée de mettre mensuellement en mouture une quantité déterminée, à moins d'indications particulières mentionnées à cet égard dans le cahier des charges spéciales. L'administration doit à l'en-

trepreneur le minimum annuel prévu et si ce minimum n'est pas atteint à la fin de l'année, ce dernier a droit à une indemnité égale au dixième de la valeur du prix de la mouture de la quantité à moudre pour l'atteindre. Par contre l'administration a le droit de demander à l'entrepreneur la mouture du maximum annuel ; mais elle ne saurait être obligée de fournir ce maximum et elle se réserve, d'ailleurs, la faculté d'écouler ses farines d'approvisionnement et de faire effectuer les moutures excédant le maximum de la manière qu'elle juge convenable. Le minimum et maximum de mouture fixés renseignent l'entrepreneur sur l'importance approximative de l'entreprise et ce dernier aime toujours voir le maximum atteint.

Les chômages totaux ou partiels qui, dans les usines mues exclusivement par l'eau, ou simultanément par l'eau et la vapeur combinées, peuvent se produire soit par suite de fortes crues, soit de sécheresse, soit de gelées et qui ont pour effet d'arrêter la production ou de la réduire au-dessous du maximum fixé, les accidents entraînant de grosses réparations aux usines, lorsque ces accidents ne proviennent pas de vétusté ou de défaut d'entretien des appareils ou machines, et l'interdiction de passer avec des voitures chargées sur les chemins et routes pendant la période de dégel, peuvent donner lieu à la concession de sursis. Si par suite d'événements foruits, l'administration se trouve dans l'obligation de recourir à d'autres usines pour faire face à ses besoins, le minimum de mouture fixé au marché est réduit en proportion des

quantités de blé que l'entrepreneur n'aura pu moudre.

Les moutures de l'administration sont effectuées, autant que possible, d'une manière périodique de façon à éviter la confusion avec les denrées que l'entrepreneur travaille pour son propre compte ou pour des particuliers.

Les blés et autres denrées appartenant à l'Etat, ainsi que les produits de mouture, doivent être placés dans les locaux spécialement affectés à leur emmagasinement, agréés par l'administration militaire et ne pouvant être changés au cours du marché sans son autorisation. A partir de l'époque déterminée pour le commencement des moutures militaires, le moulin ainsi que les locaux réservés par l'administration militaire ne doivent plus contenir ni denrées, ni récipients appartenant à l'entrepreneur, sous peine d'une amende de quatre francs par jour à partir du lendemain de la constatation ; si huit jours après cette constatation, l'entrepreneur n'a pas retiré ses denrées et ses récipients, le marché est résilié. Ces mesures sont prises afin d'éviter des fraudes qui ne manqueraient pas de se pratiquer et pour que l'entrepreneur ne substitue pas aux denrées de l'administration des produits de qualité inférieure.

Il est adressé à l'entrepreneur, qui en accuse réception, des ordres de mouture pour chaque quantité distincte de blé qui lui est remis pour être moulu ; cet ordre écrit détermine le délai maximum dans lequel la transformation doit être achevée.

L'entrepreneur rend les produits de mouture aux magasins militaires sur balance. La livraison des denrées à moudre et la réception des produits de la mouture sont constatées par des récépissés extraits de carnets à souche que l'officier comptable et l'entrepreneur échangent à chaque opération.

Les mouvements successifs d'entrée au moulin de l'entrepreneur et de sortie des blés, farines, issues, etc... sont mentionnés sur un registre des entrées et sorties.

Le blé est livré à l'entrepreneur tel qu'il est conservé dans les magasins de l'administration militaire. L'entrepreneur fait subir aux grains un nettoyage assez énergique pour en extraire les graines et les matières étrangères, ainsi que les grains rachitiques et dépourvus de farine. Le nettoyage par lavage et par voie humide est interdit, sauf pour les blés durs d'Algérie. Les blés durs ou mitadins, sont soumis ensuite de 6 à 10 heures environ, avant leur passage sous la meule, à l'opération du mouillage destinée exclusivement à faciliter la mouture et pratiquée dans la proportion maximum d'eau de 3 0/0 du poids pour les blés durs d'Algérie et de Tunisie, de 4 1/2 0/0 du poids pour les blés mitadins.

La mouture est exécutée de manière que la boulange obtenue au premier tour de meule produise en farine panifiable, passant aux soies du tamis n° 90, de 53 à 63 0/0 pour le blé dur bluté à 20 0/0 et de 60 à 70 0/0 pour le blé tendre bluté à 30 0/0 ; et aux soies du tamis 120, 45 à 55 0/0 et 50 à 60 0/0.

La proportion admissible de gruaux à remoudre est en moyenne, par 100 kilogrammes de boulange, de 30 kilogrammes pour le blé dur bluté à 20 0/0 et de 24 kilogrammes pour le blé tendre à 30 0/0.

Un troisième passage sous la meule des produits de la mouture est toléré. En définitive, sont seuls admissibles, dans la farine panifiable, les produits, soit de la première mouture, soit d'une mouture subséquente, qui passent aux soies des différents tamis dans les proportions suivantes :

Pour la farine de blé dur à 20 0/0 passant au tamis 90, la totalité avec une tolérance de 5 0/0.

Pour la farine de blé dur à 20 0/0 passant au tamis 120, 70 0/0 avec une tolérance de 5 0/0.

Pour la farine de blé tendre à 30 0/0 passant au tamis 90, la totalité ; passant au tamis 120, la totalité avec tolérance de 5 0/0 ; passant au tamis 150, 90 0/0 avec tolérance de 5 0/0 (1).

La tolérance accordée est nécessaire pour tenir compte de l'évaporation.

La farine de blé tendre blutée à 30 0/0 doit contenir 70 0/0 de farine fleur et de gruaux blancs, à l'exclusion absolue de gruaux bis.

Le taux de blutage de la farine est calculé sur le poids du blé brut, c'est-à-dire, tel qu'il entre au moulin et sans

(1) Cahier des charges communes pour l'entreprise des moutures.

qu'il y ait lieu de faire état d'une majoration quelconque pour tenir compte des déchets de mouture.

L'entrepreneur rend les produits dans leur état naturel, c'est-à-dire sans mélange aucun tels qu'ils sortent des appareils. Les sons doivent être plats, bien écurés et dépouillés, autant que possible, de toute partie farineuse. L'entrepreneur devant rendre, suivant que le taux de blutage est de 20 ou 30 0/0, 80 ou 70 kilogrammes de farine, tandis que le commerce tire de 66 à 67 0/0, les sons remis à l'administration se trouvent complètement dépouillés de farine et on les qualifie souvent de « sciure de bois ».

Le poids maximum à l'hectolitre que les issues doivent donner est fixé à la suite d'épreuves contradictoires, susceptibles d'être renouvelées au gré de chacune des parties intéressées. Dans aucun cas cependant il ne doit excéder pour les sons de première mouture de blé dur à 20 0/0 22 kilogrammes, de blé tendre à 30 0/0 25 kilogrammes, pour les issues provenant de la remouture des gruaux de blé dur à 20 0/0 36 kilogrammes de blé tendre 50 kilogrammes (1).

Les moutures peuvent aussi être faites dans les usines pourvues de cylindres. La détermination de la production maximum par 24 heures de travail effectif des usines à cylindres, ainsi que tous les détails relatifs à l'exécution de la mouture, la proportion des produits à obtenir après

(1) CHOTEL, *L'alimentation de l'armée*, p. 6.

chaque opération, la forme dans laquelle ces produits seront rendus à l'administration sont arrêtés suivant l'outillage de chaque usine par les soins de commissions locales appelées à prononcer sur l'admission des dites usines au concours d'adjudication.

L'extraction faite avec les moulins à cylindre étant plus forte que celle faite avec les moulins à meules, le procès-verbal de visite de l'usine, faite avant l'adjudication, doit déterminer ces conditions spéciales de manière à garantir la livraison, à l'administration militaire, de produits possédant toutes les qualités essentielles des farines réglementaires. Le rendement en produits divisés de la mouture par cylindres est assez variable en ce qui concerne la farine de premier jet et celle de gruaux. Aussi, il ne saurait être établi de rapprochement avec les produits de la mouture par meules. En effet la mouture par cylindres donne des produits multiples et des sous-produits qui correspondent à autant d'opérations effectuées avec des appareils de nature différente : broyeurs, désagrégeurs, convertisseurs et quelquefois meules combinées avec des cylindres, cannelés ou lisses, suivant le mode d'installation des usines. Le système de mouture à cylindres est d'un usage presque général aujourd'hui.

M. Chotel, officier principal en retraite des subsistances militaires, demande que l'administration revienne au blutage de 10 0/0 de son. « Les principes les plus nourrissants du blé se trouvent dans l'enveloppe de la graine, le son renferme plus d'azote que la meilleure farine. Les moulins

à cylindre fabriquent trois et même quatre qualités différentes de farine, on ne tire plus parti de tous les produits nutritifs du blé ; les cylindres ont le grave inconvénient d'énervier, de désazoter la farine (1). »

Il importerait toutefois de savoir si nos troupiers, peut-être par esprit préconçu, n'accepteraient pas ce pain de mauvaise grâce, car ils sont heureux de voir apporter aux soins de leur alimentation les mêmes que ceux qui président à celle de l'élément civil, et le pain bis a toujours été considéré avec défaveur.

Le taux des déchets de mouture ainsi que la proportion des produits à recevoir sont fixés par le sous-intendant militaire, après des épreuves contradictoires effectuées en présence des parties intéressées et constatées par procès-verbal établissant les quantités obtenues après mouture et blutage en farines blanches, en farines bises, en issues, ainsi que le taux pour cent. Ces expériences sont renouvelées chaque fois que l'on soumet aux moutures des blés d'espèces ou d'ancienneté différentes, ainsi que sur la demande de l'une des parties, si les résultats obtenus sur les moutures subséquentes, donnent lieu de supposer que la première épreuve est erronée. Ce qui pourra arriver si les essais sont effectués alors que le moulin ne fonctionnait plus depuis un certain temps ; les rats et souris, qui y pullulent toujours, ayant eu le temps de vider tous les conduits des matières qui les en-

(1) Chotel, *L'alimentation de l'armée*, p. 6.

combrent, on obtiendra ainsi un déficit souvent très important. De même on ne doit pas vider les conduits complètement, on retirerait ainsi des produits étrangers à la mouture d'essai. Il importe que les épreuves soient effectuées dans les conditions habituelles de fonctionnement du moulin.

Les essais se font ordinairement sur cinq quintaux.

L'entrepreneur doit rendre à l'administration militaire par quintal de blé :

Au taux de blutage 20 0/0,	80 kg. de farine (premier jet et gruaux blancs),
»	5 kg. environ de farine bise et de remoulage,
»	13 kg. environ d'issues.
	98 kg. environ (criblures vénales, sons).
Au taux de blutage 30 0/0	70 kg. de farine (premier jet et gruaux blancs),
»	7 kg. environ de farine bise et de remoulage,
»	21 kg. environ d'issues (criblures vénales sons),
	98 kg. environ.

Les déchets de nettoyage, de mouture et de blutage (poussières et évaporation) représentent, dans les deux cas, une perte de deux kilogrammes environ. En résumé, le taux d'extraction sur blé brut de la farine panifiable est de 70 0/0 pour le blé tendre et de 80 0/0 pour le blé dur (1).

Le prix moyen auquel ces entreprises sont soumises est de 1 fr. 50 par quintal, mais avec essais de mouture donnant 3,10 0/0 de déchets en blé tendre. Demander 70 à 80 0/0 de farine est un taux très élevé, alors que le commerce ne tire que 66 à 67 0/0 de farine, aussi est-

(1) Cahier des charges communes pour l'entreprise des moutures.

ce inciter l'entrepreneur qui a soumissionné à un prix trop peu rémunérateur à frauder l'administration. Les moyens ne lui manquent pas, malgré la surveillance active dont il est entouré ; le plus fréquent consiste à substituer quelques sacs de troisième mouture à de la farine fleur, le mélange étant bien effectué, il est difficile de dévoiler la fraude. Le cahier des charges a prévu cette fraude et il en fait un cas de résiliation de marché, mais « pour surveiller efficacement des moutures dans des moulins truqués, il faut être meunier et bon meunier... et malgré tout on n'est pas certain de ne pas être trompé (1) ».

L'administration militaire fait surveiller, comme elle le juge convenable, l'exécution de ses moutures. Ses agents ont, à toute heure du jour et de la nuit, le droit d'entrer librement dans l'usine et de s'y livrer à toutes les investigations qu'ils jugent utiles.

Immédiatement après la livraison des produits de la mouture au service des vivres, il est procédé à leur réception en présence de l'entrepreneur. Dans les cas où certains indices feraient redouter une falsification des produits livrés, ces produits seraient mis sous scellés jusqu'à ce que l'administration militaire ait pu faire procéder à une analyse d'échantillons.

Les difficultés qui peuvent s'élever sur l'exécution du service et sur les diverses opérations qui s'y rattachent sont soumises à l'appréciation d'une commission d'appel.

(1) CHOTEL, *L'alimentation de l'armée*, p. 34.

Les produits de mouture imparfaits, mais reconnus susceptibles d'être rectifiés, sont rendus à l'entrepreneur, sous la condition qu'il les fasse réparer immédiatement et sans frais pour l'administration militaire. L'entrepreneur subit de ce fait une retenue de 4 0/0 sur le prix de la mouture. Les produits refusés définitivement restent pour le compte de l'entrepreneur à charge du remboursement de leur valeur, sauf ceux refusés pour falsification.

L'entrepreneur est tenu d'assurer contre l'incendie les denrées et le mobilier appartenant à l'Etat.

Le cahier des charges prévoit plusieurs cas de résiliation du marché, entre autres la mauvaise exécution du service, les falsifications, mélanges, substitutions dont peut se rendre coupable l'entrepreneur, l'impossibilité momentanée d'assurer le service.

En cas de non exécution du marché, l'administration peut faire effectuer la mouture aux risques et périls de l'entrepreneur. L'entrepreneur subit aussi une pénalité en cas de retard dans les livraisons.

Le cautionnement à réaliser par l'entrepreneur est calculé à raison de trois francs par quintal des quantités de blé qui peuvent être moulues pendant un mois, d'après le chiffre maximum fixé au marché.

L'entrepreneur est payé par quintal de blé brut mis en mouture, d'après les prix stipulés dans le marché.

SECTION II

§ 1. — *Fabrication et fourniture du pain de troupe.*

Depuis quelques années seulement l'administration militaire fait appel à la main-d'œuvre civile pour la fabrication du pain de troupe, auparavant elle avait exclusivement recours aux manutentions militaires.

Elle passe des marchés soit pour la fabrication du pain, soit pour la fourniture. Dans les deux cas, l'Etat s'adresse à un entrepreneur avec lequel il passe un marché à long terme. Le marché à exécuter est régi spécialement par le cahier des charges communes du 4 juin 1910 relatif soit à la fabrication, soit à la fourniture du pain de troupe à l'intérieur et par un cahier des charges spéciales faisant connaître les conditions spéciales à chaque marché.

Pour les marchés de fabrication, la farine est versée à l'entrepreneur par l'administration militaire qui lui remet la totalité des quantités de farine nécessaires pour les consommations locales.

Pour les marchés de fourniture, la farine provient de l'entrepreneur ; toutefois, ce dernier est tenu de recevoir, au cours du marché, les quantités de farine que l'administration juge à propos de faire verser dans ses magasins, dans la proportion maximum du quart de l'im-

portance de sa fabrication, huit jours francs après la notification qui lui en a été adressée et jusqu'au terme d'expiration du marché. Toutefois cette limite peut être dépassée avec l'assentiment des deux parties.

L'entrepreneur tient compte à l'administration militaire de l'emploi de toutes les quantités de farine qu'il en a reçues au cours de son marché, en prenant pour base le rendement indiqué sur la facture d'expédition d'après les résultats moyens obtenus avec les mêmes farines dans les places en gestion directe.

L'entrepreneur peut, dès la réception des farines, procéder, sous la surveillance du sous-intendant militaire, à une contre-épreuve, dont les résultats sont consignés dans un procès-verbal qui est transmis au directeur de l'intendance, lequel statue définitivement sur le taux du rendement, après avoir fait procéder à une nouvelle épreuve, s'il le juge utile. Si le rendement est supérieur, en fait, à celui qui a été déterminé, l'excédent appartient à l'Etat.

Pour le pain fabriqué avec les farines fournies par l'administration, il est accordé à l'entrepreneur une allocation de trois centimes et demi par kilogramme de pain fabriqué, laquelle couvre tous les frais se rattachant à la réception des farines, à leur conservation (logement compris), à leur conversion en pain et à la distribution des rations.

Le pain doit remplir certaines conditions spécifiées quant à la forme « oblongue, fendu dans toute sa longueur » ; quant à la blancheur et nuance « franche, uni-

forme, intermédiaire entre celles du pain de première et de deuxième qualité de la boulangerie civile » ; quant à la cuisson « complète, mie bien ouverte, sèche, légère, élastique, ne s'égrenant pas ; croûte supérieure adhérente à la mie, lisse, fine, de couleur franche tirant sur le jaune doré ; croûte inférieure, légèrement brune, n'ayant pas plus de 4 millimètres d'épaisseur », etc... Le pain ne doit pas contenir plus de 37 0/0 d'eau et être de qualité au moins égale aux produits que l'administration obtient dans ses manutentions. Les fournisseurs font souvent argument de cette clause en cas de contestation, car nous avons vu que le pain des manutentions militaires n'est pas en tous points irréprochable.

Le cahier des charges spéciales fait connaître le nombre minimum de kilogrammes que la fourniture totale du pain comportera pour la durée du marché. Si la limite totale n'est pas atteinte, l'entrepreneur a droit à une indemnité égale au dixième de la valeur de la fourniture qui serait à effectuer pour atteindre ce minimum. La fourniture maximum journalière et annuelle est aussi indiquée.

L'entrepreneur doit aussi recevoir, constituer et entretenir, dans les limites des quantités déterminées au marché, un approvisionnement de sel, de fleurage et de combustible. Cet approvisionnement comprend : tout ou partie des quantités de ces denrées laissées par l'entrepreneur sortant ou remises par l'administration à l'entrée en service et que l'entrepreneur est tenu de prendre en charge ; il comprend aussi les quantités de ces denrées

que l'entrepreneur est tenu de se procurer dans les quinze premiers jours de son marché pour porter le total de l'approvisionnement aux chiffres fixés par le cahier des charges spéciales. La partie de l'approvisionnement reprise à l'ancien entrepreneur ou remise à l'administration, reste la propriété du Département de la guerre. L'entrepreneur doit la remplacer au fur et à mesure des consommations ou, pour la farine, à l'expiration des délais de conservation. Le montant de la valeur de cette partie de l'approvisionnement est retenu sur les premières factures de l'entrepreneur entrant, et la somme ainsi retenue ne lui est payée qu'après que l'entrepreneur qui lui succède a pris ces denrées en charge.

L'entrepreneur doit encore prendre en charge les quantités de pain, de vivres de campagne (conserves de viande, de potage, riz, légumes secs, lard, graisses comestibles, sel, sucre, café) dont l'administration peut lui faire la remise. Il assure et maintient en tout temps l'allotissement et l'étiquetage des vivres de mobilisation ; il doit en outre torréfier, en cas de mobilisation, le café à emporter par la troupe.

Enfin il doit fabriquer, au prix du marché, aux dates indiquées par l'administration, du pain biscuité.

A son entrée en exercice, l'entrepreneur prend en charge, pour les affecter à l'exploitation du service, les bâtiments, locaux, terrains, et les objets mobiliers susceptibles de recevoir cette destination, et appartenant à l'Etat ou loués pour le compte de l'administration de la guerre.

Les entrées dans les magasins du service proviennent des achats faits par l'entrepreneur et des versements de denrées faits par l'administration. Elles ne peuvent avoir lieu que du lever au coucher du soleil.

Afin d'éviter des substitutions frauduleuses, la sortie des approvisionnements appartenant à l'entrepreneur dont le renouvellement est reconnu nécessaire ne doit être effectuée que sur l'ordre du sous-intendant militaire.

Les farines employées par l'entrepreneur doivent provenir de pur froment d'origine française, être extraites à 70 0/0, être exemptes de toute altération, falsification ou mélange frauduleux, contenir des proportions de matières ci-après : au maximum pour 100 : eau 16,00, matières grasses 1,30, acidité 0,07, débris celluloseux 0,40 et 7,50 0/0 au minimum de gluten sec. L'entrepreneur est tenu d'employer les farines dans l'ordre de leur entrée en magasin (1).

On ne peut faire usage que du fleurage de blé, ou, à défaut, de gruaux bis ou exceptionnellement de fleurage de maïs ou de fleurage de pommes de terre.

Le cahier des charges donne de multiples détails sur la fabrication du pain, son poids, la conservation du pain biscuité et du pain de guerre ; sur les conditions que doivent remplir le sel, le café, le lard, etc... sur leur mode de conservation et leur entretien.

Les agents de l'administration militaire ont libre accès,

(1) Cahier des charges communes pour la fabrication du pain.

de jour et de nuit, dans les magasins de l'entrepreneur pour visiter les denrées composant l'approvisionnement. Les denrées jugées défectueuses sont retirées des locaux affectés au service. Lorsque l'ordre lui en est donné, l'entrepreneur est tenu de fournir des échantillons de toutes denrées.

Les denrées présentées en distribution sont soumises à une visite ou reconnaissance préalable. S'il s'élève des difficultés, le différend est soumis à une commission d'appel. Elle prononce l'acceptation ou le refus des denrées. Sa décision est immédiatement exécutoire. Elle peut aussi indiquer les manutentions que les denrées doivent subir pour être admises en distribution lorsque le rejet ne doit pas être définitif.

Si l'altération des denrées de l'Etat est le résultat de circonstances fortuites, indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, l'administration indique à l'entrepreneur la destination à donner à la denrée altérée et la fait remplacer. S'il est reconnu que le pain est de fabrication défectueuse ou que l'altération des denrées dont la garde est confiée à l'entrepreneur aurait pu être évitée par lui, l'entrepreneur subit une imputation égale à la valeur de la denrée de remplacement.

L'entrepreneur est tenu de faire transporter les denrées aux lieux de consommation lorsque la distance n'excède pas dix kilomètres.

Le cahier des charges prévoit plusieurs manquements dans l'exécution du service qu'il sanctionne par des péna-

lités, tels que la sortie des denrées des magasins sans autorisation, dans ce cas la pénalité est de 2 0/0 des denrées enlevées ; de même lorsqu'un manquant est constaté, lorsque ce manquant résulte de fausses déclarations ou d'entrées fictives, la pénalité est de 10 0/0 de la valeur des denrées manquantes ; en cas d'introduction de denrées défectueuses et d'altération de denrées en magasin, la pénalité est aussi de 10 0/0 de la valeur de ces denrées. Lorsque le pain, quoique non nuisible, a été refusé pour défaut de qualité, et que, faute de ressources locales, la troupe est néanmoins obligée de l'accepter, l'entrepreneur subit une imputation égale à 15 0/0 de la somme qui lui est due pour la fabrication de ce pain. En cas de retard dans les livraisons, l'administration militaire est libre de pourvoir à la fourniture de la manière qu'elle juge convenable, aux risques et périls de l'entrepreneur en défaut, etc...

Les ouvriers, employés par l'entrepreneur, doivent être Français ou naturalisés Français et l'entrepreneur est tenu de se conformer au décret du 10 août 1889 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat sous peine d'une amende de 50 francs à la première infraction et de 100 francs à chacune des deux infractions suivantes ; à la quatrième infraction, le marché peut être résilié.

Pour les marchés de fabrication, le cautionnement définitif est calculé à raison de 0 fr. 50 par chaque homme de l'effectif total de base prévu au marché ; pour les marchés

de fourniture, il est de un franc par chaque homme si l'approvisionnement de farine ne représente pas plus de six mois de consommation, il est de cinquante centimes seulement si l'approvisionnement est supérieur à la consommation de six mois.

L'entrepreneur est tenu de faire assurer contre l'incendie, la foudre et le recours des voisins les bâtiments et locaux affectés à l'entreprise ainsi que les denrées qui y sont emmagasinées.

En outre du registre des entrées et sorties, l'entrepreneur tient le registre de visite des denrées mises en distribution, le registre particulier destiné à recevoir l'inscription des critiques portées sur le registre de distribution et enfin le carnet de torréfaction de café.

Tous les mois, sur la production des bons de distribution, il est délivré à l'entrepreneur un mandat d'acompte des cinq sixièmes des fournitures faites ; l'entrepreneur perçoit aussi par trimestre ou, sur sa demande, par acomptes mensuels, la somme due au titre de frais généraux et d'entretien d'approvisionnement.

Pour les denrées appartenant à l'Etat et confiées à l'entrepreneur, celui-ci reçoit une allocation fixée par kilogramme de denrée, quelle qu'ait été la durée de conservation. Cette allocation varie de sept millimes à quinze millimes d'après la nature des denrées.

Cette indemnité ne peut être payée qu'une seule fois dans le cours du même marché pour une même denrée, c'est-à-dire lorsque cette denrée sort des comptes de

l'entrepreneur par suite de distribution, de réexpédition ou de remise de service. Elle n'est due, d'ailleurs, pour les quantités non distribuées que si, au moment de la reprise par l'administration, l'état des denrées remplit les qualités requises. Il n'est fait aucune allocation pour la conservation des denrées qui seraient remises à l'entrepreneur dans le dernier mois de son entreprise. Néanmoins, si ces denrées étaient distribuées, l'entrepreneur percevrait la moitié des primes.

L'entrepreneur perçoit aussi une allocation pour le café vert, appartenant à l'Etat, qu'il doit torréfier en cas de mobilisation. Cette allocation est de quatre centimes et demi par kilogramme de café torréfié.

Indépendamment de ces sommes, il est alloué à l'entrepreneur une somme ferme, indiquée au marché, pour toute la durée de l'entreprise, à titre de frais généraux et d'entretien de l'approvisionnement de farine, de sel, de fleurage et de combustible couvrant tous les frais d'entretien, de manutention, l'intérêt du capital, les frais de location s'il y a lieu et les frais divers.

L'entrepreneur est tenu en cas de mobilisation d'assurer le service dans les conditions du temps de paix, jusqu'à épuisement des approvisionnements de farine dont il a l'entretien.

L'entrepreneur fournit, en général, un pain meilleur que celui des manutentions militaires, mais il n'est pas néanmoins exempt de tout reproche. Il arrive souvent que la fourniture du pain est attribuée à un même entrepre-

neur qui s'est rendu adjudicataire dans plusieurs garnisons ; ne pouvant pourvoir lui-même à toutes les livraisons, il traite avec des préposés sur la base du rendement de tant par balle et le préposé a intérêt à faire rendre le plus possible à la balle au détriment de la bonne qualité du pain.

Il est bien stipulé au cahier des charges, que le pain doit être fabriqué avec des farines de bonne qualité, mais la surveillance est très difficile. Lors des inspections l'entrepreneur qui veut frauder est rarement pris en défaut ; il a en effet un approvisionnement de bonne farine, spécialement destiné à « la montre » et pendant la nuit il en emploie d'échauffée, d'avariée ou de mélangée, recourant à l'emploi du sulfate de cuivre pour obtenir un pain blanc, développé et ayant l'apparence d'un pain parfait. Il suffit de cinq centigrammes de sulfate de cuivre par kilogramme de farine pour que l'emploi de farines médiocres, mélangées ou avariées passe inaperçu. La main-d'œuvre est réduite, la panification se fait plus promptement, la mie et la croûte sont plus belles, le pain est bien levé, très poreux et d'un grain fin. Il permet en outre l'introduction de 10 0/0 d'eau en plus (1). Il serait bien étonnant que l'emploi du sulfate de cuivre et de l'eau de savon qui donne des résultats analogues (2) fût ignoré des entrepreneurs de fourniture de pain, à qui il procurerait des bénéfices énormes.

(1) CHOTEL, *L'alimentation de l'armée*, p. 33.

(2) Voir le *Cosmos*, numéro du 26 août 1889.

Le pain fourni dans ces conditions est heureusement un pain d'exception.

Le capitaine Bouquero (1) recommande de s'adresser pour la fabrication du pain aux chambres syndicales de boulangers. Les boulangers d'une même ville se répartiraient entre eux la quantité de pain à fournir à la garnison et pourraient faire leur livraison à très bas prix.

« En effet, un boulanger qui emploie deux ouvriers pourrait facilement fabriquer 300 kilogrammes de pain ; sa clientèle civile ne lui en prenant que 200, il est obligé d'avoir quand même ces deux ouvriers ; il pourrait donc fournir, pour sa part, 100 kilogrammes de pain sans augmentation de frais et par conséquent à un prix très réduit. L'Etat favorisera ainsi une branche très intéressante du commerce du pays, les hommes auront un pain bien fait, semblable à celui qu'ils ont toujours consommé, et tout le monde y gagnera. »

Quant aux approvisionnements de farine, nécessaires en cas de mobilisation, ils se trouveraient chez les boulangers de la ville, qui augmenteraient leur réserve en conséquence sous la surveillance de l'administration militaire.

§ 2. — *Fabrication et fourniture du pain de guerre.*

La fabrication du pain de guerre exige une manuten-

(1) Fabrication du pain de troupe par l'appel au commerce, p. 7.

tion délicate, un outillage spécial ; il est fabriqué avec des farines blutées à un taux d'un tiers plus élevé que celle qui est employée pour le pain. Pour ces raisons, le pain de guerre ne pourrait être facilement fabriqué aux manutentions militaires.

Des marchés par adjudication restreinte sont passés avec des entrepreneurs pour la fourniture de ce pain.

Le service consiste à fabriquer avec des farines appartenant à l'entrepreneur le nombre de quintaux de pain de guerre mentionné au marché et à livrer le dit pain de guerre dans les magasins du service des vivres en gestion directe.

Les conditions de l'entreprise sont régies spécialement par le cahier des charges communes du 2 août 1908 et par un cahier des charges spéciales.

Toute personne désirant prendre part à l'adjudication doit faire la preuve qu'elle dispose exclusivement, soit comme propriétaire, soit comme locataire, des usines, ateliers, machines, etc... qu'elle se propose d'affecter à l'exécution du service et que la jouissance des lieux, de la force motrice et du matériel lui est exclusivement réservée.

« Les farines, employées à la fabrication du pain de guerre, doivent provenir de blé tendre d'origine française, de premier choix, de la dernière récolte et n'être composées qu'avec la farine de premier jet et celle de gruaux blancs à l'exclusion absolue des produits bis. Elle doit être au taux d'extraction de 30 0/0 au moins, ne rien

laisser à désirer sous le rapport de l'aspect, du goût et de l'odeur ; passer entièrement au tamis de soie n° 120 et dans la proportion de 90 0/0, au minimum au tamis 150 ; contenir une proportion de gluten sec de bonne qualité, ne pouvant être inférieure à 26 0/0 (1). » Un bon gluten présente une masse homogène, bien extensible, élastique, d'un blanc grisâtre ; un gluten désagréé, grenu, qui se brise et se détache est de mauvaise qualité. Les farines doivent avoir au moins un mois et au plus quatre mois de mouture. Elles ne doivent pas contenir plus de 16 0/0 d'eau et 0,80 à 1 gr. 20 de matières grasses.

Le sous-intendant militaire prélève un échantillon des farines que l'entrepreneur déclare vouloir employer à la fabrication, cet échantillon est envoyé au ministre de la guerre. Un second échantillon est prélevé en même temps que le premier pour servir à l'occasion de terme de comparaison.

Le cahier des charges communes détermine les conditions que doit remplir le pain de guerre, ses dimensions, son poids, son degré d'humidité, etc.

L'entrepreneur est responsable de la bonne conservation du pain pendant un délai de douze mois ; il rembourse aux prix du marché la valeur des quantités reconnues avariées par le vice propre de la denrée. Les avaries sont constatées par des procès-verbaux dressés par le sous-intendant militaire en présence du fournisseur. S'il s'élève

(1) Annexe au cahier des charges communes pour la fourniture du pain de guerre.

des contestations au sujet des responsabilités entre l'entrepreneur et l'administration, le litige est soumis à la commission d'appel de la circonscription où se trouve le pain de guerre critiqué.

Les fonctionnaires et agents de l'administration s'assurent constamment que les farines réunissent exactement les conditions d'espèce et de qualité exigées. Les quantités de farine jugées défectueuses doivent être enlevées immédiatement des locaux où la fabrication a lieu.

L'entrepreneur est tenu d'entretenir constamment dans ses magasins un approvisionnement de farine suffisant pour assurer la fabrication maxima pendant 15 jours. Il doit tenir un registre d'entrée et de sortie des farines composant son approvisionnement et relatant les quantités de farine employées chaque jour à la fabrication, ainsi que le moulin d'où elles proviennent. Il doit produire un certificat indiquant l'époque de mouture de ces farines.

Lors des livraisons du pain, un procès-verbal de réception est établi par le service local. Ce procès-verbal relate toutes les indications sur la fabrication et la qualité du produit, qui seraient de nature à guider ultérieurement dans l'appréciation des causes d'avarie, s'il vient à s'en produire. Il est procédé aux réceptions par l'officier d'administration gestionnaire du service des vivres de la place de livraison. Il refuse les denrées qui ne lui paraissent pas remplir les conditions exigées. Si l'entrepreneur conteste le bien-fondé de ce refus, la commission d'appel est appelée

à se prononcer ; on peut se pourvoir contre sa décision auprès du ministre.

En cas de non-livraison aux dates fixées par le marché, l'administration peut passer des marchés par défaut, aux risques et périls de l'entrepreneur et celui-ci subit une retenue de un franc par mille francs et par jour de retard, durant les trente premiers jours, et de deux francs à partir du trente et unième jour.

L'entrepreneur ne doit pas employer d'ouvriers étrangers et il est obligé de se conformer au décret du 10 août 1889, relativement au travail des ouvriers.

La fourniture est soumissionnée par quintal de pain de guerre logé. Tous les mois le fournisseur est payé des cinq sixièmes de la fourniture effectuée. Le cautionnement est fixé au dixième de l'importance du marché ; la mainlevée du cautionnement peut être donnée après exécution du marché pour les deux tiers lorsqu'il s'est écoulé un délai de six mois depuis la dernière livraison ; l'autre tiers est remboursé après l'expiration du délai de garantie de douze mois.

SECTION III

Entretien d'approvisionnements de denrées.

Le service consiste à entretenir et à renouveler, dans les magasins désignés au marché, des approvisionnements de

denrées et de récipients qui restent la propriété de l'entrepreneur, mais qui sont constamment à la disposition de l'administration de la guerre en cas de mobilisation générale. Les denrées dont l'entretien est mis en adjudication sont indiquées aux cahiers des charges spéciales.

La durée du marché est de trois années. L'entretien des approvisionnements est adjugé par lots. L'administration militaire alloue pour chaque denrée des primes d'entretien, ce sont ces primes demandées qui servent de base à l'adjudication. Elles sont exprimées en francs, décimes, centimes et millimes, par quintal métrique de chaque denrée et par an. Les offres s'appliquent à l'entretien des quantités de denrées composant chaque lot.

Les denrées sont entreposées dans des locaux désignés aux cahiers des charges spéciales. Ces locaux ne peuvent servir à emmagasiner que les denrées et le matériel appartenant à l'administration militaire ou qui font l'objet des marchés d'entretien. L'ensemble des bâtiments constituant le même établissement militaire est placé sous la surveillance d'un gardien civil nommé par les entrepreneurs et agréé par le sous-intendant militaire.

Les entrepreneurs entretenant des denrées dans un même magasin ont la faculté de se concerter pour faire constituer ledit magasin en magasin général. Ils peuvent alors warranter leurs denrées. Dans ce cas le gardien civil est remplacé par un magasinier général. Il prend l'engagement d'appliquer le même traitement à tous les déposants, tant pour la conservation et la manutention des denrées

que pour la délivrance des récépissés warrants, la quotité des prêts sur nantissement, le taux des intérêts, commission, etc... L'endossement des warrants vaut délégation, au profit de l'escompteur ou du porteur, pour somme pareille au montant des avances de la créance du souscripteur sur l'administration de la guerre pour le prix des marchandises réquisitionnées.

Le prêteur sur warrants est admis à pénétrer dans les magasins pour se rendre compte de l'importance et de la qualité du gage.

L'administration de la guerre loue par bail au gardien civil ou au magasinier général, suivant le cas, l'ensemble des locaux mis à la disposition des entrepreneurs.

L'administration militaire assure directement contre l'incendie les locaux occupés par les entrepreneurs : chaque entrepreneur lui rembourse sa quote-part des primes déterminée d'après la valeur des approvisionnements qu'il entretient, L'approvisionnement est assuré par chaque entrepreneur.

Toutes les denrées doivent être constamment de bonne qualité et satisfaire aux conditions déterminées au cahier des charges. L'entrepreneur est tenu de conserver en parfait état et de renouveler les sacs servant au logement des denrées. Ces sacs sont payés à raison de 1 franc pièce lorsque l'administration de la guerre en prend livraison.

L'entrepreneur doit entretenir les approvisionnements à la hauteur des fixations indiquées. Il doit les renouveler,

quand il le juge convenable, et faire effectuer les manutentions nécessaires pour leur bon entretien.

Toutes les denrées sont ensachées, à l'exception de l'avoine qui est entretenue en couches; toutefois, l'entrepreneur doit avoir, à proximité des couches, le nombre de sacs nécessaires pour l'ensachement.

A son entrée en service, le nouvel entrepreneur est tenu de prendre les approvisionnements déjà en magasin et il en verse la valeur au Trésor.

Le sous-intendant militaire a la surveillance du service, il s'assure que les approvisionnements sont toujours à la hauteur voulue et de bonne qualité. Si des difficultés surviennent au sujet de la qualité des denrées, la commission d'appel statue, sauf recours au ministre. Des échantillons de denrées sont aussi prélevés inopinément afin d'analyse.

Les entrées et sorties des denrées sont mentionnées sur un carnet spécial dit « des mouvements de magasin ». Le sous-intendant militaire se fait présenter tous les documents de nature à justifier la provenance des denrées.

Des pénalités sont infligées à l'entrepreneur pour manquants, quantités avariées ou ayant dépassé le terme de conservation, etc... Il ne peut être employé que des ouvriers de nationalité française ou naturalisés Français. Si les denrées sont falsifiées, outre les pénalités encourues, l'entrepreneur est passible des sanctions judiciaires de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes.

Le cautionnement définitif exigé est d'environ 3 0/0 de la valeur des approvisionnements dont l'entretien a été adjugé.

Ces marchés d'entretien de denrées sont régis par les cahiers des charges communes, du 13 juin 1911.

CHAPITRE III

MARCHÉS PASSÉS PAR LES ORDINAIRES

Les diverses denrées dont il vient d'être question sont fournies gratuitement par l'Etat aux corps de troupe (excepté toutefois la viande fraîche provenant des boucheries militaires). Pour se procurer les autres denrées alimentaires qui leur sont nécessaires, telles que la viande fraîche, les légumes secs, les légumes frais, le pain de soupe, les pâtes alimentaires, le riz, la graisse alimentaire, les boissons, etc., qui ne sont pas fournies gratuitement par l'Etat, des prestations sont allouées individuellement à chaque homme de troupe. Les hommes forment une réunion pour vivre en commun au moyen de ces prestations ; cette réunion constitue un « ordinaire ». C'est un principe de décentralisation qui sert de base à l'institution des ordinaires.

En principe, il est formé un ordinaire par unité administrative (compagnie, escadron, batterie, etc.). Mais les compagnies d'un même bataillon, les escadrons d'un même demi-régiment ou les batteries d'un même groupe, peuvent être réunis pour former un seul ordinaire.

Les corps peuvent se procurer les denrées nécessaires à l'alimentation des hommes vivants à l'ordinaire : 1° par des achats effectués pour toutes les unités du corps, par une commission dite des ordinaires ; 2° par des achats effectués directement, pour chaque compagnie, escadron ou batterie, à la diligence du capitaine. Dans le premier cas la gestion est faite par la commission des ordinaires, dans le second elle est faite par le capitaine. On n'a recours à ce dernier mode de gestion que si le premier ne peut s'appliquer ; cependant les deux modes peuvent parfois être employés simultanément.

La commission des ordinaires peut opérer de deux manières différentes : 1° elle se borne à servir d'intermédiaire entre les ordinaires et les fournisseurs pour la passation des marchés ou la réception des denrées ; 2° elle se procure les denrées en gros, à l'aide de marchés de livraison ou d'achats directs et les emmagasine pour les distribuer ensuite aux ordinaires, au fur et à mesure des demandes. Dans ce dernier cas, la commission des ordinaires recourt ainsi à la gestion directe pour l'alimentation de quelques compagnies, comme l'Etat y recourt pour l'alimentation de plusieurs régiments.

Une commission des ordinaires est constituée dans chaque corps de troupe ; et est nommée par le chef de corps et comprend : dans un régiment, un chef de bataillon ou d'escadron, président ; quatre capitaines, membres ; un lieutenant secrétaire, avec voix consultative, secondé par un sous-officier. Dans un bataillon, elle

comprend : trois officiers, y compris le président ; un lieutenant secrétaire, avec voix consultative, secondé par un sous-officier. Le médecin chef de service du corps ou de détachement fait partie de la commission avec voix consultative. Dans les troupes à cheval, le vétérinaire chef de service est également membre consultatif. Le chef de corps ou de détachement n'en fait jamais partie. Elle est constituée au 1^{er} janvier de chaque année. Toutefois, dans les corps d'infanterie et d'artillerie comprenant au moins six unités administratives, des membres autres que le président et le secrétaire sont remplacés par moitié à chaque trimestre.

Le chef de corps a la haute surveillance des ordinaires du régiment ; il détermine le mode de gestion à suivre suivant les circonstances locales. Il approuve les cahiers des charges ; il établit lui-même les prix-limites pour les adjudications ; il approuve ou refuse d'approuver les résultats des adjudications et des marchés. En cas d'insuccès des adjudications, il autorise la passation de marchés de gré à gré ou les achats sur facture. Il peut aussi recourir à l'intervention des autorités municipales, du sous-préfet et du préfet lorsque, par suite de coalition, les ordinaires éprouvent des difficultés qu'ils ne peuvent surmonter.

Lorsqu'il n'y a pas de commission des ordinaires ou lorsque cette commission n'assure pas l'achat de toutes les denrées, le capitaine prend les mesures nécessaires pour approvisionner l'ordinaire. Il provoque la concurrence entre les fournisseurs, passe des marchés ou, s'il le juge

préférable, fait acheter de la main à la main par le caporal ou le brigadier d'ordinaire.

En principe, les fournitures de denrées, dont l'achat incombe aux commissions des ordinaires, sont mises en adjudication publique. Lorsqu'une adjudication a été annoncée par voie d'affiches et portée à la connaissance des tiers, il ne peut plus être traité de gré à gré, même en prévenant les intéressés que l'adjudication est supprimée. L'adjudication a lieu en présence de la commission. Il est procédé aux adjudications en observant, autant que possible, les formalités usitées pour la passation des marchés administratifs du Département de la guerre que nous avons étudiés dans notre première partie.

Les conditions de chaque marché sont énoncées dans un cahier des charges rédigé par la commission. Une instruction du 22 avril 1905 mentionne les principales dispositions à insérer dans le cahier des charges. La commission s'inspire de ces dispositions, et les modifie suivant la nature des denrées, les circonstances et les exigences locales.

Les cahiers des charges stipulent toujours que le fournisseur s'engage à servir, pendant la durée de son marché, le corps mobilisé, quel qu'en soit l'effectif, et à continuer ledit marché jusqu'à son expiration, avec le corps territorial qui, en temps de guerre, se mobiliserait dans la place où se trouve le corps actif ; il est procédé alors à une revision amiable des prix, sauf recours, en cas de non entente, aux tribunaux de l'ordre judiciaire. Dans le cas où

l'ordre de mobilisation serait donné dans le dernier mois du marché, ce marché est, de plein droit, prorogé d'un mois, sauf pour la fourniture de la viande fraîche où les marchés sont résiliés de plein droit à compter du jour fixé par le gouverneur pour le commencement du service en gestion directe.

Les opérations d'adjudication sont annoncées par la voie des affiches et des journaux. Les placards font connaître l'objet et la durée de la fourniture, la date de l'adjudication, les conditions à remplir pour y prendre part. Ils fixent un délai pour faire connaître l'intention de soumissionner. Les titres des candidats sont examinés dans une séance préparatoire et les intéressés sont informés de leur admission à concourir. Quand il existe des motifs d'exclusion à l'égard d'un candidat, ce dernier doit, au préalable, être entendu dans ses observations, et, si l'exclusion est décidée, avis doit lui être donné que ses offres ne seront pas admises, vingt-quatre heures au moins avant le jour fixé pour l'adjudication.

Les soumissionnaires, en formulant leurs offres, présentent autant que possible des échantillons des denrées proposées. Les soumissions, étant adressées au président de la commission des ordinaires, sont établies sur papier libre. Les offres peuvent aussi être adressées par lettre recommandée. Les séances d'adjudication sont réglées comme celles des marchés administratifs du Département de la guerre. Lorsqu'un marché à passer pour les ordinaires comporte un ou plusieurs lots, il peut être établi un

prix-limite distinct pour chacune des denrées qui constituent un lot ; mais il n'est tenu compte, pour l'adjudication, que du prix-limite global du lot, calculé comme nous l'avons vu dans notre première partie.

En cas d'insuccès des adjudications, ou quand il est reconnu désavantageux de procéder par cette voie, la commission des ordinaires peut traiter de gré à gré. En principe, elle doit dans ce cas faire appel à la concurrence. A cet effet, elle invite, par correspondance, à lui faire des offres, par la même voie, non seulement les fournisseurs qui se sont présentés à l'adjudication, mais encore tous ceux qui lui paraissent offrir les garanties nécessaires. Elle leur fait connaître, en même temps, le délai donné pour l'envoi des offres et le jour fixé pour leur dépouillement en les invitant à y assister s'ils le désirent. La fourniture est adjudgée au moins disant si les offres paraissent acceptables et sous réserve de l'approbation du chef de corps.

Lorsqu'il doit en résulter une réelle économie, la commission des ordinaires peut encore opérer à la halle, traiter directement avec le producteur, acheter sur facture, en gros, ou en demi-gros, enfin prendre dans les magasins militaires les denrées dont l'administration de la guerre consent la cession à titre remboursable.

Lorsqu'il est passé des marchés par adjudication, l'entrepreneur est payé de ses fournitures tous les dix jours par les soins et dans le bureau même du trésorier du corps. Le fournisseur doit livrer les quantités de denrées commandées à l'heure fixée ; le chef de corps fixe un délai

qui ne peut pas être inférieur à une heure, passé lequel l'entrepreneur en retard est passible, sans aucune mise en demeure, d'une retenue, au profit des ordinaires, égale au maximum à 4 0/0 du montant de la fourniture en retard. En outre, la commission des ordinaires peut pourvoir à cette fourniture aux risques et périls du fournisseur.

Le marché est résilié de plein droit si le corps change de garnison. La résiliation peut encore résulter des diverses circonstances prévues par les dispositions légales du droit commun (inexécution, fraudes, etc.). Elle peut aussi être prononcée par la commission des ordinaires si la proportion des rejets globaux ou partiels par rapport aux livraisons excède 10 0/0 ; si des retards de plus d'une heure se produisent plus de dix fois sur trente livraisons consécutives ; s'il est présenté en livraison des fournitures déjà rejetées ; si le fournisseur cède son marché en totalité ou en partie sans l'autorisation du chef de corps ; si le fournisseur ne réalise pas son cautionnement dans les dix jours qui suivent l'approbation du marché. Le chef de corps peut, dans ces cas, après une mise en demeure préalable dans la forme administrative, soit autoriser la résiliation pure et simple, soit prescrire la passation d'un marché par défaut, ou procéder par achats directs aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Les cas de mort, de faillite ou de liquidation judiciaire sont réglés de la même manière que celle que nous avons vue dans la passation des marchés par l'administration de la guerre (1^{re} partie).

Si le corps change de garnison, celui qui le remplace a le droit d'exiger à son profit l'exécution du marché pendant un mois, à condition qu'il remplace le corps partant avant trente jours et que, dans les huit jours de son arrivée, il fasse connaître au fournisseur son intention d'user de la faculté qui lui est ouverte.

Le marché n'est pas enregistré, sauf en cas de contestation, s'il est nécessaire de le produire en justice. Dans ce cas, le paiement des droits est avancé par la partie requérante et définitivement supporté par la partie condamnée.

Les fonds provenant de l'ordinaire conservent le caractère de deniers privés. Comme conséquence, les contestations qui peuvent s'élever entre le corps et les fournisseurs sont de la compétence des tribunaux civils.

Le cautionnement que l'entrepreneur est tenu de verser est fixé en numéraire, il ne peut excéder le vingtième du montant total présumé de la fourniture, il est versé entre les mains du trésorier du corps. Nous renvoyons aux critiques que nous avons formulées dans notre première partie au sujet de la constitution de ce cautionnement.

Une circulaire du 13 octobre 1907, recommande aux commissions des ordinaires ou aux officiers opérant pour le compte des ordinaires de ne s'adresser, autant que possible, soit pour leurs marchés, soit dans leurs commandes directes, qu'aux fournisseurs payant à leurs ouvriers le salaire normal et courant de la région, par analogie avec ce qui est prescrit par le décret du 10 août 1839, pour les

marchés passés au nom de l'Etat. Une autre circulaire du 1^{er} août 1908, rappelle qu'en aucun cas il ne doit être traité, sous aucun prétexte, pour le compte des ordinaires, avec un fournisseur exclu des adjudications et marchés du Département de la guerre.

Le ministre de la guerre, dans une circulaire du 24 novembre 1906, dit qu'il est saisi fréquemment, par des fournisseurs de denrées d'ordinaires, de demandes tendant à obtenir pour des considérations diverses (récolte déficitaire, hausse des cours, sécheresse, etc.), des augmentations sur les prix primitivement consentis par eux dans les marchés passés avec les corps de troupe. Il rappelle que les corps de troupe demeurent seuls juges d'apprécier le bien ou le mal fondé des réclamations de leurs fournisseurs et la suite dont elles paraîtraient susceptibles. Il ajoute que les considérations généralement invoquées par les titulaires des marchés constituent des aléas dont il appartient aux soumissionnaires de tenir compte, s'ils le jugent nécessaire, dans l'établissement de leurs soumissions et que les pertes qu'ils sont susceptibles de subir au cours de leurs marchés ne sauraient justifier une augmentation des prix consentis.

En principe, les corps de troupe sont chargés de veiller à la formation des approvisionnements de légumes secs, de sel et de riz qui leur seront nécessaires à la mobilisation; l'administration militaire restant chargée d'assurer la constitution et l'entretien de toutes les autres catégories d'approvisionnements de vivres. A cet effet, ces approvi-

sionnements doivent exister en tout temps dans les magasins des fournisseurs des ordinaires lorsqu'ils ne sont pas entretenus dans les magasins des corps. Les corps traitent avec les fournisseurs pour cet objet, se réservant tous les moyens de contrôle nécessaires pour s'assurer, à toute époque, de l'existence et du lotissement convenable des denrées dont il s'agit. Les marchés sont d'une durée fixe d'un an; ils stipulent, autant que possible, que le renouvellement des denrées sera fait par les soins du fournisseur, sans obliger la troupe à les consommer; ils indiquent les prix d'achat à payer en cas de mobilisation, ainsi que la prime d'entretien annuelle.

De nombreuses circulaires ont été lancées par le ministre de la guerre pour déterminer les conditions que doivent remplir les denrées d'ordinaire. Ces circulaires sont très détaillées et très intéressantes à consulter, telle que celle relative à l'achat des haricots du 3 janvier 1907, suivie d'une notice sur les haricots doués de propriétés vénéneuses dues à l'acide cyanhydrique. La notice du 20 mai 1908 détermine les conditions que doivent remplir les denrées d'ordinaire : pain de soupe, pâtes alimentaires, légumes secs, riz, légumes frais, etc... Une circulaire du 9 septembre 1909 détermine les mesures à prendre en vue des achats de pommes de terre à effectuer par les ordinaires; elle est suivie d'une notice très détaillée et très instructive sur la pomme de terre, par Vilmorin Andrieux, donnant tous les caractères de cette denrée, les défauts et les qualités de chaque variété (jaune ronde, rouge ronde,

rouge ou rose oblongues et longues, violette, etc.). Chaque corps fait une enquête sur la valeur alimentaire des différentes espèces de pommes de terre entrant dans la grande consommation de la région, en s'adressant à toutes les personnes et organes compétents. Cette enquête est complétée par des expériences de cuisson. Le classement obtenu est suivi d'une comparaison des prix commerciaux, permettant, par combinaison de la valeur alimentaire et des prix, de choisir l'espèce la plus avantageuse. Les espèces choisies sont désignées d'une façon précise dans le cahier des charges. Ces mesures permettent aux corps de troupe de n'accepter, pour les ordinaires, que des pommes de terre reconnues avantageuses et empêchent la fourniture des variétés ne convenant pas à l'alimentation des hommes, ou d'une qualité inférieure par rapport au prix consenti dans le marché (1).

Ces dispositions ont eu pour effet naturel la hausse des prix offerts par les soumissionnaires ; c'est ainsi que cette fourniture, après avoir été adjudgée jusqu'à 4 fr. 95 le quintal il y a quelques années, l'est actuellement à des prix variant entre 7 fr. 50 et 10 francs (2) Ces dispositions sont excellentes, car les ordinaires sont en droit d'exiger une denrée exempte de tout reproche et susceptible de donner une alimentation parfaite.

(1) Circulaire du 9 septembre 1909 relative aux mesures à prendre en vue des achats de pommes de terre.

(2) Un régiment de l'Est a même accepté, en juin 1911, une soumission au prix de 12 francs le quintal.

Les livraisons des denrées, fournies aux ordinaires par adjudication, sont faites à la caserne dans des locaux mis à cet effet à la disposition des commissions d'ordinaire. Un membre de la commission est délégué chaque semaine, par le président, pour la réception des denrées. Ce membre assiste aux livraisons. Il refuse les denrées qu'il ne juge pas de bonne qualité et en exige le remplacement dans les délais prévus par le cahier des charges. En cas de contestation, il en rend compte au président, qui convoque la commission. Celle-ci prononce et, s'il y a lieu, fait acheter au compte des fournisseurs les quantités de denrées nécessaires.

Les marchés passés par les ordinaires comportent la plupart du temps plusieurs lots ; c'est ainsi que des marchés sont passés : pour la fourniture des légumes frais ; cette fourniture comporte la livraison de pommes de terre, choux, carottes, oignons, navets, poireaux et salade ; pour la fourniture de l'épicerie qui comprend les pâtes alimentaires, les légumes secs (haricots, pois, lentilles), le sel, le poivre, la moutarde, la graisse alimentaire, l'huile à manger, le vinaigre, le savon et le pétrole, etc. ; pour la fourniture de la viande fraîche : cette branche de l'alimentation des ordinaires fait l'objet, à cause de son importance, d'une réglementation spéciale que nous allons étudier.

Fourniture de la viande fraîche aux ordinaires. — De même qu'il est pratiqué pour tous les achats effectués par les ordinaires, les achats de viande fraîche s'opè-

rent en dehors de toute intervention des services administratifs par les soins des corps. Tantôt ce sont les commissions d'ordinaire qui passent des marchés d'ensemble, tantôt chaque commandant de compagnie traite pour sa compagnie ; parfois même on ne s'engage pas par des marchés fermes, et on procède par des achats journaliers.

Lorsqu'on a recours aux adjudications, toute latitude est laissée aux corps de troupe pour traiter de la fourniture des viandes dans les conditions qu'ils jugent les meilleures, eu égard aux circonstances locales. L'emploi trop exclusif du système de l'adjudication pure et simple conduit à admettre comme soumissionnaires des fournisseurs peu consciencieux dont les rabais excessifs ne peuvent être consentis qu'au détriment de la qualité même des fournitures. Il est recommandé aux corps de troupe de recourir de préférence aux marchés par concours restreint, de manière à ne faire appel qu'aux fournisseurs qui offrent toutes les garanties désirables.

Les corps ont toute latitude pour adopter le mode de fourniture en bêtes entières, par quartiers ou en morceaux débités. Quel que soit le mode de fourniture adopté, la durée du marché ne peut excéder six mois.

La viande à fournir est, en principe, celle de bœuf, de taureau, de vache et, éventuellement, sur demande du corps, de mouton et de brebis, les unes et les autres de provenance française, algérienne ou tunisienne. Les viandes de veau, de béliet, de bouc et de chèvre sont formellement exclues. On ne doit jamais exiger une pro-

portion de bœuf supérieure à celle qui entre dans la consommation générale de la localité.

« La viande doit provenir d'animaux bien conformés, parfaitement sains et bien en chair ; la viande désignée en boucherie sous le nom de viande de troisième qualité est exclue de la fourniture. Le bœuf et la vache doivent être âgés de plus de trois ans et de moins de dix ; le taureau de plus de deux ans et de moins de trois. La proportion des os compris dans les pesées ne doit pas excéder le cinquième du poids total. Ne peuvent faire partie des distributions : la tête, à l'exception pour l'espèce bovine, les bajoues, les suifs ; les jambes doivent être coupées au niveau des articulations du genou et du jarret. Les animaux doivent être abattus douze heures au moins avant la livraison (1). »

Pour la fourniture des animaux de l'espèce bovine, le fournisseur a le droit de prélever à son profit l'aloyau, la langue, les rognons et les ris.

Les animaux doivent présenter abattus les signes d'un bon engraissement moyen. L'inspection et le contrôle de la viande ne peuvent être effectifs que s'ils portent à la fois sur la bête sur pied et sur la bête abattue ; aussi le fournisseur est-il toujours tenu de laisser procéder à cet examen par les vétérinaires et médecins militaires. Tout animal refusé sur pied comme dangereux pour la con-

(1) Instruction du 22 avril 1908 relative aux principales dispositions à insérer dans les cahiers des charges pour la fourniture de la viande aux corps de troupe.

somation est marqué sur le côté gauche de la croupe de la lettre R apposée au fer rouge. Aucune viande ne peut être livrée si elle ne porte d'une manière très apparente l'estampille d'inspection du vétérinaire ou du médecin militaire.

Les livraisons doivent être faites dans les casernes en quartiers entiers. En cas de contestation l'officier réceptionnaire avise la commission des ordinaires qui statue aussitôt. Sa décision est immédiatement exécutoire. S'il y a eu tentative de fraude ou de tromperie, le délit est, en outre, constaté dans les formes légales. Toutefois, le fournisseur peut saisir de la contestation les tribunaux civils. Si le fournisseur n'est pas à même de livrer dans le délai fixé les quantités nécessaires ou s'il présente de nouveau des denrées inacceptables, la commission des ordinaires pourvoit à la fourniture de la manière qu'elle juge convenable et aux risques et périls de l'entrepreneur.

La réception ne libère point le fournisseur : si, en effet, au cours du débit de la viande, certaines parties sont reconnues impropres à la consommation, le fournisseur est tenu de les remplacer immédiatement. Le chef de corps prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que la viande débitée est la même que celle qui a été vérifiée et qu'aucune substitution n'a eu lieu pendant le transport.

Pour la fourniture de viande en morceaux débités, les morceaux doivent être du poids minimum de cinq kilogrammes et n'avoir subi aucune manipulation sus-

pecte. Les morceaux désossés sont formellement exclus.

De nombreuses instructions et circulaires ministérielles complètent ces indications. Une instruction du 27 mai 1906 prescrit la saisie des viandes provenant d'animaux atteints de tuberculose ; une circulaire du 27 février 1907, disant que « la qualité de la viande laisse à désirer dans certains cas », donne des instructions pour la réception de la viande, elle prescrit la tenue d'un registre de visite où sont mentionnés les avis des médecins et vétérinaires, elle ordonne que des expériences de rendement soient effectués inopinément, etc... Une autre circulaire du 23 mars 1908 dit encore que « la viande fournie aux troupes laisse trop souvent à désirer et qu'il importe de faire preuve à l'égard des fournisseurs d'une surveillance constante et de la plus rigoureuse sévérité ». Elle donne en conséquence des instructions très détaillées pour l'inspection et la réception des viandes destinées aux corps de troupe.

Trouvant les dispositions précédentes encore insuffisantes, une instruction du 2 mars 1908 revient sur le contrôle et l'inspection des viandes et des animaux de boucherie. Elle entre cette fois dans de multiples détails sur l'examen des animaux sur pied et après abat, sur le marquage des animaux refusés, sur l'estampille des viandes reconnues propres à la consommation, sur leur transport, sur l'inspection dans les casernes, chez le fournisseur, etc... Il y avait en effet une grande négligence dans le contrôle de la viande ; c'était seulement après que

l'animal avait été abattu que le vétérinaire civil, attaché au service de l'abattoir, procédait à la visite ; l'estampillage était généralement opéré par le concierge ou un homme de service. C'était alors seulement, quand les viandes avaient été travaillées et que les viscères avaient été enlevés, que le vétérinaire opérait sa visite.

Une instruction technique du 16 mai 1908 complète les dispositions précédentes. Elle donne des instructions nombreuses et détaillées sur l'examen du gros bétail sur pied, des petits animaux vivants, sur la détermination de l'âge des animaux, l'examen de l'animal abattu, sur les caractères différentiels des différentes viandes, sur les viandes insalubres, défectueuses ; elle termine par un exposé très intéressant des diverses fraudes auxquelles peuvent avoir recours les fournisseurs.

Une circulaire du 19 mai 1908 sur la provenance du bétail et une autre du 6 novembre 1908 relative à l'enseignement à donner au personnel militaire chargé de l'examen et de la réception des viandes de boucherie, complètent les renseignements sur cette branche des fournitures.

Toutes ces mesures étaient indispensables à prendre et c'est à M. Henri Chéron, auteur de ces circulaires, que nous devons cette réglementation minutieuse de cette partie de l'alimentation, comme d'ailleurs de toutes les autres. « Il est superflu, dit-il, de rappeler qu'il n'y a pas de question plus grave que celle du contrôle de l'alimen-

tation du soldat ; toute négligence en cette matière entraîne des résultats déplorables (1). »

Le taux de l'indemnité de viande allouée aux corps est établi par l'administration de la guerre pour chaque place d'après les prix moyens résultant des marchés passés. Le prix moyen ainsi établi était fixé beaucoup trop tard ; les corps avaient traité depuis parfois deux mois lorsque l'administration centrale faisait connaître son prix. Si la fourniture avait été adjugée à un taux supérieur à ce prix moyen, les corps de troupe étaient amenés à solliciter des fournisseurs des abaissements de prix ; les adjudicataires profitaient très souvent de cette diminution pour se libérer de leurs engagements, ils laissaient les corps pris au dépourvu qui se trouvaient ainsi dans des conditions désavantageuses pour débattre de nouvelles conventions. Une circulaire du 22 avril 1908, relative à la fixation du taux de la prime de viande, a su éviter cet ancien inconvénient en obligeant l'administration centrale à faire connaître son prix moyen avant la passation des marchés.

Les prix donnés par l'intendance ne reposaient pas sur des bases économiques. Les renseignements dont elle s'entourait étaient incomplets ou erronés. Cette critique a été prise en considération par la circulaire précitée ; elle prescrit en effet de faire intervenir dans la fixation de la prime « un élément indispensable dont il n'était pas tenu compte jusqu'à ce jour : le cours normal des viandes dans chaque région ».

(1) Circulaire du 28 mai 1908.

Dans la pratique, le prix ministériel retourné au régiment n'est pas encore la formule définitive. Il sert souvent de base à des conventions d'une nature particulière. Il est fréquent, en effet, de voir un capitaine s'entendre avec le fournisseur pour obtenir une nouvelle réduction ; la différence entre les deux prix représente pour le corps un bénéfice de plusieurs centimes par kilogrammes qui grossit le boni de l'ordinaire. Si le prix ministériel est de 4 fr. 45 et que le fournisseur livre à 4 fr. 30, le régiment gagne quinze centimes par jour et par kilogramme. Mais ces prix inférieurs ne sont quelquefois obtenus qu'au détriment de la qualité, et plus souvent au détriment de la quantité (1).

Néanmoins, les fraudes qui peuvent encore se produire actuellement sont de peu d'importance ; elles ont été dévoilées par les circulaires ministérielles qui se sont fortement attachées à déjouer toute tromperie dans les fournitures. Dans notre première partie, au sujet des réceptions des denrées, nous avons mentionné certaines de ces fraudes ; les fournisseurs ne peuvent plus y recourir aujourd'hui et nous pouvons dire, pour terminer, que « la viande à soldat », cette « honte et ce danger national », a disparu de l'ordinaire de nos troupes.

(1) GERVAIS, *L'alimentation de l'armée*, p. 10.

TITRE II

Service des fourrages.

Le service des fourrages comme le service des vivres a pour objet : 1° l'exécution du service courant ; 2° la formation et l'entretien des approvisionnements de réserve. Il est exécuté, lui aussi, en gestion directe ou à l'entreprise. Comme pour les vivres, la gestion directe est utilisée de préférence dans les grandes places. L'entreprise est pratiquée dans les places de moindre importance et les marchés passés à cet effet portent le nom de fourniture de fourrages à la ration.

CHAPITRE 1

FONCTIONNEMENT DU SERVICE DANS LA GESTION DIRECTE

Tout ce qui a été dit pour le fonctionnement du service des vivres dans la gestion directe peut être répété, *mutatis mutandis*, pour le service des fourrages. Les officiers gestionnaires des magasins militaires sont chargés d'entretenir, manutentionner et distribuer les approvisionnements d'avoine, d'orge, de foin, de paille, etc... nécessaires à l'alimentation des chevaux.

L'administration de la guerre, pour constituer ces approvisionnements passe des marchés de livraison avec des fournisseurs. Nous avons étudié ces marchés de livraison (II^e partie, chapitre I, section IV), nous n'y reviendrons pas.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DU SERVICE A L'ENTREPRISE

Fourniture des fourrages à la ration.

Pour le service à l'entreprise, l'administration militaire passe habituellement des marchés de fournitures valables du 1^{er} novembre au 31 octobre. Ces marchés sont passés par adjudication restreinte. L'entreprise est adjugée au soumissionnaire qui a offert le prix global le plus bas, dans les conditions du prix-limite fixé par l'administration et d'après le classement établi comme nous l'avons exposé 1^{er} partie, chapitre V, section II, § 4.

§ 1. — *Objet du service.*

Le service consiste à fournir, manutentionner et distribuer les denrées fourragères nécessaires à l'alimentation des chevaux et mulets de toutes armes et des services stationnés dans une place de garnison. Ces denrées fourragères sont le foin, la paille de froment, l'avoine ou l'orge, auxquelles s'ajoutent les denrées de substitution : luzerne,

sainfoin, paille de seigle, d'avoine et d'orge, le maïs, le seigle, le blé, les féveroles, fèves, pois, le son, la farine d'orge, les fourrages verts, etc... Les denrées de substitution ne peuvent être régulièrement exigées de l'entrepreneur que si leur fourniture a été stipulée lors du marché et qu'un prix spécial a été fixé. Toutes ces denrées doivent être de provenance de France, des colonies ou pays de protectorat. Toutefois les foins de provenance algérienne sont écartés d'une façon absolue des fournitures.

L'entrepreneur doit aussi fournir, sur la demande spéciale de l'administration et au fur et à mesure des besoins, la paille de litière, de bottillons et de bat-flancs ; il n'est tenu de fournir que la paille et l'avoine destinées aux chevaux soumis au régime du vert à l'écurie.

Il doit encore recevoir, constituer et entretenir, dans les limites de quantités déterminées, un approvisionnement de foin, de paille et d'avoine. Le cahier des charges spéciales fait connaître cet approvisionnement de denrées fourragères que l'entrepreneur est tenu d'entretenir en tout temps. Il comprend : 1° les quantités de denrées laissées par l'entrepreneur sortant ou remises par l'administration à l'entrée en service et que l'entrepreneur est tenu de prendre en charge ; 2° les quantités de denrées que l'entrepreneur est tenu de se procurer dans les trente jours qui suivent le commencement du marché pour porter le total de l'approvisionnement aux chiffres fixés par le cahier des charges spéciales.

La partie de l'approvisionnement reprise à l'ancien en-

trepreneur ou remise par l'administration, reste la propriété du Département de la guerre, mais le nouvel entrepreneur doit, sous sa responsabilité, en vérifier la qualité et en assurer la conservation. Il doit la remplacer au fur et à mesure des consommations et au plus tard à l'expiration des délais de conservation qui sont pour le foin naturel de 24 mois, de 28 s'il est pressé, pour la luzerne 9 mois, le sainfoin 8 mois, la paille 2 ans, 28 mois si elle est pressée, l'avoine 2 ans. Les denrées ayant atteint les anciennetés indiquées ne sauraient être maintenues en magasin, à moins d'autorisation spéciale du ministre, sous peine d'une amende de 5 0/0 de la valeur des denrées ainsi conservées.

Le montant de la valeur de cette partie de l'approvisionnement est retenu sur les premières factures de l'entrepreneur entrant, en prenant pour base les prix de son marché, diminués pour les denrées en entrepôt des droits d'octroi. La somme ainsi retenue ne lui est payée qu'après que l'entrepreneur qui lui succède a pris en charge les denrées dont il s'agit.

L'administration demeure libre de modifier au cours du marché, aussi souvent qu'elle le désire, l'importance de cette partie de l'approvisionnement, mais seulement dans la proportion du quart en plus ou en moins des chiffres indiqués au cahier des charges spéciales. L'administration pourvoit aux augmentations, de même qu'en cas de diminution elle assure, par ses propres moyens, l'écoulement des denrées en excédent.

En cas d'augmentation ou de diminution de cette partie de l'approvisionnement, l'entrepreneur est débité ou crédité, sur ses plus prochaines factures, d'une somme égale à la valeur des quantités dont cet approvisionnement a été augmenté ou diminué, valeur calculée en prenant pour base les prix de son marché. En outre, il est payé ou retenu à l'entrepreneur, en augmentation ou en diminution de la prime annuelle qui lui est payée pour frais généraux de l'entreprise et d'entretien de l'approvisionnement, 5 0/0 l'an de cette valeur à partir du mois qui suit le mouvement.

La partie de l'approvisionnement que l'entrepreneur est tenu de se procurer dans les trente jours qui suivent le commencement de son marché reste la propriété de l'entrepreneur. Il la tient à la disposition de l'administration en fin de marché ou en cas de mobilisation.

Si, au cours du marché, l'approvisionnement vient à être détruit, l'entrepreneur doit le reconstituer dans le délai d'un mois, sauf son recours contre les compagnies auxquelles il a dû s'assurer. Pour le foin et la paille pressés ce délai est porté à quarante jours.

L'entrepreneur est responsable de la bonne qualité et de la bonne conservation des denrées de l'approvisionnement ; il doit les mettre en consommation en commençant par les plus anciennes et en suivant l'ordre d'ancienneté d'entrée en magasin.

En cas de manquant régulièrement constaté ou de retard à compléter ou à réaliser l'approvisionnement, l'ad-

ministration militaire reste libre, après une mise en demeure préalable, de remplacer les quantités manquantes, au moyen d'un marché par défaut sans préjudice d'une imputation égale à 2 0/0 de la valeur de ce manquant si rien n'a été tenté pour le dissimuler. Si ce manquant n'a pas été comblé dans le délai fixé par le sous-intendant militaire, ou ne l'a été qu'en partie, ou s'il s'est accru, le sous-intendant militaire constate le nouveau manquant et a la faculté d'accorder un nouveau délai et de prononcer une seconde imputation s'élevant à 3 0/0 de la valeur du nouveau manquant, ou de pourvoir d'office, aux risques et périls de l'entrepreneur et par les moyens qu'il jugera bons, au remplacement du manquant. Le marché peut même être résilié. Lorsqu'une différence est constatée entre les existants et les écritures, et qu'elle résulte de fausses déclarations ou d'entrées fictives, l'entrepreneur subit une imputation égale à 10 0/0 de la valeur des quantités formant la différence.

L'entrepreneur doit encore, sur la demande de l'administration, conserver et maintenir en bon état les bottillons de paille et les bat-flancs pour les exercices d'embarquement, les paillassons destinés à isoler du sol les fournitures auxiliaires ; fournir aux prix du marché et dans la limite des quantités maxima prévues au cahier des charges spéciales les fourrages à emporter et à consommer au cours des manœuvres par les troupes de la place.

La fourniture est exécutée dans les conditions spécifiées au cahier des charges générales pour la fourniture des

fourrages à la ration du 14 avril 1909 et par le cahier des charges spéciales faisant connaître les conditions spéciales à chaque marché. C'est ainsi que ce cahier des charges fixe les nombres minima de quintaux métriques que les fournitures de chacune des denrées fourragères comporteront pour la durée du marché.

Si la limite inférieure totale indiquée pour chaque denrée n'est pas atteinte, il est alloué à l'entrepreneur une indemnité égale au dixième de la valeur de la fourniture qui serait à effectuer pour atteindre ce minimum. La fourniture maximum journalière est également indiquée au cahier des charges spéciales. Au delà de la fourniture maximum journalière, l'administration reste libre d'assurer le service comme elle l'entend.

Pour les denrées de substitution, dont la distribution ne se fait pas d'une manière régulière, il n'est pas fixé de quantités normales par jour, ni de maximum journalier, mais la fourniture annuelle ne peut excéder le double des quantités normales pour l'année d'après l'effectif de base.

Dans la limite des fournitures minima et maxima fixées, l'administration peut faire varier, à son gré, soit l'effectif, soit le taux de la ration. « En se réservant ce droit, l'administration n'a nullement envisagé la possibilité de bouleverser, au milieu du marché, les bases essentielles du fonctionnement de ce contrat. Cette faculté ne peut être considérée comme le droit de substituer normalement aux conditions premières, acceptées de part et d'autre, de

nouvelles conditions d'exécution du service permettant de réaliser certaines économies, que rendrait d'ailleurs illusoire la répercussion d'une semblable mesure sur les prix offerts par les soumissionnaires.

« Par suite, il convient de n'user de cette faculté que dans des conditions exceptionnelles, par exemple lorsque la santé des chevaux l'exige (1). »

L'entrepreneur est tenu de se conformer aux instructions que lui donne le sous-intendant militaire pour l'aménagement en magasin des denrées de l'approvisionnement qui lui appartiennent, ainsi que pour le lotissement des approvisionnements de réserve.

L'entrepreneur est tenu de faire, en temps utile, les démarches nécessaires pour obtenir, dans les villes sujettes à l'octroi, la faculté de l'entrepôt pour les denrées d'approvisionnement et pour celles de l'Etat soumisés aux droits.

§ 2. — *Locaux et mobiliers.*

Les locaux, où sont emmagasinées les denrées, appartiennent à l'Etat ou sont loués pour son compte et remis gratuitement à l'entrepreneur ; parfois ils sont fournis par ce dernier.

L'entrepreneur est tenu de garder et d'entretenir le mobilier ou le matériel de réserve du service des subsistances militaires déposés dans les locaux dont il est mis en possession.

(1) Circulaire du 15 novembre 1901.

Le chef du génie fait établir un état descriptif, détaillé par pièce ou emplacement, des locaux et des terrains prêtés à l'entrepreneur. Il détermine les réparations qui doivent être faites à la charge du propriétaire, quel qu'il soit, ou à la charge de l'entrepreneur sortant d'exercice ; la valeur estimative des bâtiments, pour ceux qui appartiennent à l'Etat, en déclarant que l'entrepreneur accepte cette évaluation et qu'il se rend responsable à l'égard du Département de la guerre d'après les mêmes règles que celles qui régissent les devoirs et la responsabilité des locataires envers le propriétaire.

L'entrepreneur jouit gratuitement des locaux mis à sa disposition par l'Etat. Mais sont à sa charge : les loyers des locaux qu'il prend en location, les frais d'assurance contre l'incendie, la foudre et le recours des voisins, les réparations locatives et les dépenses de menu entretien. Les dégradations provenant de la vétusté et des vices de construction sont à la charge de l'Etat pour les bâtiments dont l'Etat est propriétaire.

La police des bâtiments concédés est faite par le sous-intendant militaire et par le chef du génie, que l'entrepreneur soit propriétaire ou seulement locataire des bâtiments affectés au service.

La question s'est posée de savoir si un fournisseur de l'administration de la guerre occupant un immeuble de l'Etat qui lui est concédé à titre gratuit doit être considéré comme locataire. Le Conseil d'Etat par un arrêt du 13 mars 1891 (*Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 1891,

p. 211) a répondu affirmativement. En conséquence, la responsabilité encourue par le fournisseur est déterminée conformément aux dispositions du Code civil, art. 1733.

Ce n'est pas en effet le caractère gratuit de cette jouissance qui peut enlever à l'entrepreneur la qualité de locataire, car la gratuité n'est qu'apparente. En effet, si l'Etat ne mettait pas de locaux à sa disposition, l'entrepreneur serait dans l'obligation d'en prendre à loyer, ce qui le greverait de frais supplémentaires et pour récupérer ces dépenses il majorerait ses offres de prix en conséquence. Lorsqu'il sait qu'il aura la jouissance gratuite des locaux, il consent une baisse de prix dans l'offre des denrées correspondante à la dépense évitée.

Si des bâtiments de l'Etat mis à la disposition de l'entrepreneur lui sont retirés pendant le cours de son marché, l'administration lui fournit d'autres locaux ou supporte les frais de location de ceux qu'il y a nécessité de prendre en location.

Le mobilier d'exploitation du service, appartenant à l'Etat, remis à l'entrepreneur, est repris par lui d'après un inventaire estimatif de la valeur de chacun des objets prêtés. L'entrepreneur est responsable de la valeur de ce mobilier, il doit l'entretenir et le remplacer au besoin.

L'entrepreneur se procure à ses frais tous les sacs et ustensiles nécessaires à l'exploitation du service, en sus de ceux qui peuvent lui être remis. Les sacs qui appartiendraient à l'entrepreneur sortant lui sont rendus dans un

délai de deux mois, compté de la date de la remise du service ; les sacs non réintégrés dans ce délai lui sont remboursés à raison de un franc l'un.

A défaut de ressources en locaux et en mobilier appartenant à l'Etat ou loués pour son compte, l'entrepreneur pourvoit, à ses frais et sous sa responsabilité, à la fourniture de celles de ces ressources qui sont nécessaires à l'exécution du service et au logement des divers approvisionnements qu'il doit entretenir. Ce cas est toujours prévu par le cahier des charges spéciales et le fournisseur majore ses prix en conséquence. Les locaux que l'entrepreneur affecte au service doivent être convenablement disposés, d'un accès facile, et être agréés par l'administration, qui a, dans ces locaux, le droit de police et de surveillance sur tous les mouvements de denrées. Un contrat d'affection est passé pour garantir à l'administration l'exercice du droit dont il s'agit.

L'entrepreneur est, en outre, tenu d'assurer, depuis l'expiration du marché jusqu'au 31 décembre suivant, à l'administration militaire, l'usage gratuit des magasins qu'il a pris à loyer ou qui sont sa propriété, même dans le cas de suppression ou de suspension du service par suite du passage des places de garnison de l'entreprise à la gestion directe, avec faculté pour l'administration de déléguer ce droit de jouissance à chaque entrepreneur entrant successivement. Cette faculté est mentionnée au cahier des charges spéciales et l'entrepreneur entrant doit faire connaître, dès son entrée en fonctions, s'il a l'intention d'user

de cette faculté ; dans la négative, l'entrepreneur sortant est déclaré quitte de toute obligation.

L'entrepreneur veille à la propreté et à l'assainissement des locaux ; il doit doter les magasins, parcs, etc... du matériel nécessaire pour prévenir et combattre les incendies sous peine d'une imputation de un franc par jour jusqu'au jour où le matériel est constitué. Si quinze jours après le délai imparti, le matériel n'est pas constitué, il est acheté au compte de l'entrepreneur.

§ 3. — *Exécution du service.*

Les entrées dans les magasins du service proviennent des achats ou des récoltes de l'entrepreneur. Elles ne peuvent avoir lieu que du lever au coucher du soleil.

Les denrées doivent entrer en magasin telles qu'elles ont été récoltées. La seule préparation à donner par l'entrepreneur aux denrées mises en distribution est celle qui est indispensable pour l'extraction de la poussière et des herbes, plantes, graines non nutritives ou malfaisantes. Il est formellement interdit de mélanger des qualités et des provenances différentes de foin ; de mélanger l'avoine ou l'orge d'une qualité inférieure avec les denrées de bonne qualité ; d'introduire dans l'avoine des graines étrangères à sa production.

Le foin et les fourrages artificiels doivent être toujours de bonne qualité, suffisamment ressusés, en parfait état de conservation, exempts d'humidité et d'altération quelconque.

Cependant si des accidents atmosphériques ont altéré plus ou moins les produits de la récolte locale, il ne peut être exigé rien de plus que la meilleure qualité des denrées obtenues dans un rayon de 150 kilomètres de la place de livraison. Toutefois ce rayon peut s'étendre jusqu'aux centres de production par lesquels les fourrages sont ordinairement fournis. Le foin doit être dégagé de poussière, de graines de foin, d'herbes non nutritives (laïches, roseaux, joncs, etc...) autant que peuvent l'être les produits de prairies bien cultivées et bien entretenues du rayon d'approvisionnement. En un mot, il doit avoir une bonne composition.

Les bottes de foin au-dessous de 6 kilogrammes ne peuvent avoir plus de deux liens et celles de 6 kilogrammes et au-dessus plus de trois. Si les liens sont de même nature et de même qualité que la denrée distribuée, ils entrent dans le poids de la ration ; s'ils sont en paille de froment ou de seigle, le poids de chacun, qui ne doit pas excéder 125 grammes, entre pour moitié de son poids dans la ration. Les liens de denrées impropres au service sont défalqués en totalité.

Les luzernes de première coupe et les premiers regains peuvent être admis en distribution ; les seconds regains ne donnant que des plantes énervées et à brins courts, privés de fleurs et la luzerne de seconde coupe sont complètement exclus. Il n'est pas reçu, à l'état vert, de luzerne provenant de luzernières de première année, qui donnent des plantes trop aqueuses, ni de celles ayant plus

de 5 à 6 ans, attendu que dans ce cas la luzerne est trop dure et mélangée à des plantes décolorées, généralement impropres à l'alimentation. A l'état vert comme à l'état sec, il n'est perçu que du sainfoin provenant des prairies de première année, deuxième et troisième, attendu que les prairies qui ne sont pas défrichées au bout de trois ans sont habituellement envahies par des plantes inertes ou impropres à la consommation.

La paille de froment est seule admise pour la nourriture des chevaux. Elle doit être autant que possible garnie de ses épis, en parfait état de conservation, exempte d'humidité et d'altération quelconque. La paille de litière doit être saine ; les pailles courtes ou brisées par le dépiquage peuvent être utilisées (1). La paille pressée à haute densité se prête moins bien que la paille en bottes à l'entretien de la litière ; son emploi sous ce rapport est d'autant moins avantageux que son degré de compression est plus élevé : la paille est brisée, aplatie et se coupe plus facilement sous les pieds des chevaux, ceux-ci au lieu d'une litière douce n'ont la plupart du temps qu'une couche de paille durcie.

Ce n'est que depuis quelques années que la fourniture de paille comporte de la paille alimentaire et de la paille de litière ; la fourniture de ces deux espèces de paille fut faite à titre d'essai. L'administration militaire escomptait que la paille de litière serait soumissionnée à un prix in-

(1) Annexe au cahier des charges du 14 avril 1909.

férier à celui de la paille alimentaire ; il n'en fut rien, les prix de l'une et de l'autre se trouvèrent la plupart du temps à peu près égaux et le bénéfice escompté ne se produisit pas. De plus, l'administration se vit d'un autre côté en but aux réclamations des adjudicataires pour l'enlèvement des fumiers qui demandèrent une réduction du prix de leur adjudication par suite de la substitution de paille : la paille de froment leur donnant un fumier mieux composé et d'un rendement supérieur au fumier à paille d'avoine, d'orge ou d'escourgeon ; dans certaines régions où ces adjudicataires ne trouvent de débouché que dans la culture des champignons, ils se virent refuser impitoyablement ces fumiers trop courts et trop échauffés, nuisibles à cette culture. Certains régiments de cavalerie durent accorder une réduction de trois à quatre mille francs aux adjudicataires pour l'enlèvement de ces fumiers et aux adjudications suivantes les prix soumissionnés furent en baisse de sept à huit mille francs sur ceux des années antérieures. Certains régiments ne trouvèrent même pas à adjudger ces fumiers, les prix offerts par les soumissionnaires leur paraissant trop minimes ; ce qui occasionna pour l'administration militaire une perte très sensible que la différence de prix d'achat entre la paille de froment et la paille de litière fut loin de compenser. Il serait à désirer que cet essai prit fin le plus tôt possible.

L'avoine doit être de bonne qualité, pesante, bien sèche et couler facilement entre les doigts ; son écorce doit être mince, lisse, brillante et lustrée ; son amande serrée,

blanche et laissant, quand on l'écrase dans la bouche, une saveur agréable et farineuse ; versée d'une certaine hauteur sur une surface dure, elle doit rendre un bruit sec. Au moment de son entrée en magasin, elle doit être homogène, c'est-à-dire dans les conditions où elle a été récoltée en ce qui concerne l'essence, la provenance et l'année de la récolte. Elle ne doit pas être mélangée de graines étrangères à sa production. Elle est refusée lorsque, sans être avariée, elle conserve une odeur de grenier ou de bateau.

Les avoines à écorce dure et piquante, dont la provenance algérienne ou tunisienne ne serait pas suffisamment établie, sont exclues ainsi que les avoines ergotées.

L'avoine ne peut être mise en distribution que dégagée de pierres, de terre, de poussière, de graines non nutritives ou malfaisantes et qu'après avoir été parfaitement nettoyée et criblée.

Parmi les graines récoltées avec l'avoine on doit distinguer celles qui sont propres à l'alimentation tels que le froment, l'orge, le seigle, l'épeautre, le maïs, le sarrazin, la vesce, les pois, les fèves, et celles qui sont nuisibles ou seulement inertes, telles sont : les graines de sauge, de coquelicot, de jacinthe, de bluet, de nielle, de liseron et de trèfle.

Le directeur de l'intendance fixe la proportion de graines étrangères que l'avoine peut contenir par tolérance et détermine le poids qu'elle doit présenter après nettoyage. La tolérance admise ne s'applique qu'à la présence naturelle de graines étrangères ; tout mélange arti-

ficiel est formellement interdit et expose l'entrepreneur à la résiliation de son marché. La tolérance est souvent fixée à 2 1/2 0/0 dont 1 1/2 de graines utiles, 1 de graines nuisibles. Chaque lot d'avoine porte une étiquette indiquant la provenance, l'année de la récolte, le poids de l'hectolitre et le taux du déchet.

Le foin est pressé en balles dont le poids peut varier de 50 à 100 kilogrammes, sa densité doit être au minimum de 170 kilogrammes et au maximum de 300 kilogrammes au mètre cube ; il en est de même pour la paille, sauf que sa densité minimum est fixée à 160 kilogrammes. Le foin et la paille en balles pressées à petite densité suivant les usages du commerce sont admis pour les fournitures destinées à assurer le service courant. Les officiers de distribution peuvent faire ouvrir 5 0/0 des balles présentées.

Toutes ces dispositions étaient nécessaires car les fournitures de fourrages à l'entreprise avaient donné lieu de tout temps à maintes critiques. On introduisait adroitement dans les rations du foin avarié, des avoines qui, en apparence seulement, remplissaient les conditions du cahier des charges, mais qui, en réalité, étaient plus ou moins étuvées. Dans les années pluvieuses ou quand l'avoine provient de contrées humides, froides, le grain n'a pas la densité voulue par le cahier des charges ; on la lui donnait alors artificiellement en la faisant passer à l'étuve pour lui enlever son excès d'humidité. Mais l'étuve lui enlève son huile essentielle, elle durcit tellement le grain que les chevaux ne peuvent plus le digérer. Pour le broyer,

ils font de tels efforts que leur bouche s'excorie, le palais se tuméfie, s'épaissit tellement que souvent il dépasse les dents. Une autre fraude employée couramment, consistait à ramener au minimum du poids spécifique fixé par le cahier des charges, les avoines qui excédaient ce poids, en les mélangeant de grains légers, avortés.

L'officier réceptionnaire faisant ouvrir et étaler les bottes de foin qu'il examine avec minutie, empêche ainsi un mélange qui était fréquent pour le foin : pour la préparation des bottes, on jetait sur le sol une première couche composée de foin acceptable, une seconde de foin médiocre, la dernière de foin de mauvaise qualité et acheté au plus bas prix. Le foin ainsi étendu, était aspergé d'eau en quantité plus ou moins forte, suivant la saison ; on y jetait les graines et la poussière qui devenaient adhérentes au foin et en augmentaient considérablement la pesanteur, puis ensuite on faisait des trousses en roulant la denrée de dessous en dessus, de façon que la couche de bon foin formât la partie extérieure des bottes.

Il arrivait aussi que les entrepreneurs, après avoir formé l'approvisionnement prescrit en fourrages de bonne qualité, désirant conserver le plus longtemps possible un stock de marchandises dont ils ne pouvaient attendre que des compliments, conservaient ces denrées en magasin jusqu'à la fin de leur marché. Profitant de négligences dans la surveillance des distributions, ils livraient aux parties prenantes des denrées de qualité inférieure venant directement de l'extérieur sans avoir séjourné en magasin,

ce qui rendait illusoire la garantie du contrôle préventif par l'intendance que ce séjour en magasin implique.

Mais parfois on a reproché à tort aux fournisseurs d'avoir livré des avoines avariées ; ces denrées étaient sorties des magasins exemptes de tout reproche et lors de la distribution aux chevaux elles étaient corrompues. La faute en était au corps de troupe. Les denrées distribuées sont conservées par les unités jusqu'à la consommation. Au cours de cette période qui peut durer d'un à huit jours et même davantage, l'avoine est généralement conservée dans les corps d'une façon déplorable dans des coffres à avoine mal construits. Ces coffres, à fond plat, reposant sur le sol des écuries, dans un milieu chaud et humide, sont vidés par le haut. Il s'ensuit que les grains qui sont logés dans les coins et dans les fentes du bois s'y éternisent, moisissent et communiquent une odeur repoussante à l'avoine de chaque nouvelle distribution, les denrées saines placées au contact ou dans le voisinage de denrées avariées s'avaient elles-mêmes promptement.

L'Etat s'est imposé des dépenses considérables pour obtenir, par l'allocation de plus hauts prix, des chevaux parfaitement propres à la guerre, il est en droit d'exiger une bonne et saine alimentation des chevaux et depuis quelques années il a été apporté dans cette partie des fournitures des réformes qui ont produit leur fruit.

Le taux des rations de fourrages sur le pied de paix est ainsi fixé par le tarif du 4 août 1904 :

	Foin	Avoine	Paille
Cuirassiers	4 kg.	5kg,900	3 kg.
Batteries d'artillerie attachées aux divisions de cavalerie			
Artillerie montée	3kg,850	5kg,600	2kg,800
Dragons	3kg,500	5kg,200	2kg,700
Chasseurs et Hussards	3 kg.	4kg,700	2kg,500

Ce même tarif du 4 août 1904 fixe aussi le tarif des substitutions de fourrages. Les bases d'après lesquelles s'opèrent les substitutions sont les suivantes :

1° Grains en remplacement de l'avoine : le maïs, l'orge et le seigle remplacent l'avoine poids pour poids ; les blés la remplacent pour les $\frac{2}{3}$ du poids ; les fèves, fèves et pois, pour les trois cinquièmes.

2° Fourrages en remplacement du foin : le sainfoin et la luzerne remplacent le foin poids pour poids ; en cas de nécessité absolue, la paille peut être substituée au foin mais pour le double du poids du foin.

Le remplacement des grains par le fourrage n'est admis que dans le cas d'absolue nécessité, quand on ne peut pas faire autrement.

3° Avoine ou grains en remplacement de foin : ce remplacement n'est aussi admis qu'en cas de nécessité absolue, il a alors lieu pour moitié du poids du foin.

Le tarif des substitutions de fourrages ne parle pas du remplacement de la paille par les grains. Cette substitution est implicitement défendue par le tarif. Celui-ci, en effet, ne permet qu'en cas de nécessité absolue la substitution de l'avoine au foin, à plus forte raison la substitution du grain à la paille ne doit-elle jamais avoir lieu. Les chevaux

ont besoin de litière, la paille non consommée leur en tient lieu, si on convertit cette paille en avoine, comment la litière sera-t-elle alors constituée ?

Cependant certains régiments ne se font pas faute de recourir à cette substitution : ils diminuent la ration de paille qu'ils doivent percevoir pour toucher un supplément de grains. Ceci a lieu au préjudice de l'adjudicataire pour l'enlèvement des fumiers qui, voyant la ration de paille diminuée, a par cela même un rendement moindre en fumier. Il lui est très difficile de faire la preuve de cette fraude, car l'entrepreneur des fourrages ne lui dévoilera pas ces substitutions qu'il consent d'autant plus volontiers à faire qu'il réalise souvent un bénéfice sur les grains supérieur à celui réalisé sur les fourrages.

Un tarif de substitution spécial existe aussi pour les chevaux malades admis à l'infirmerie.

Si, par suite du prix de revient des denrées, la substitution a pour effet de créer une ration dont la valeur en argent soit au-dessous de celle de la ration normale, l'économie ainsi réalisée doit profiter à l'Etat.

Afin de se renseigner sur la provenance des denrées constituant les approvisionnements, le sous-intendant militaire peut se faire présenter les lettres de voiture et autres pièces d'expédition.

Les sorties ordinaires du magasin n'ont pour objet que les distributions ou le renouvellement des denrées d'approvisionnement. La sortie des quantités de denrées dont le renouvellement est reconnu nécessaire ne doit

être effectuée que sur l'ordre ou l'autorisation du sous-intendant militaire ; il en est de même pour la sortie des graines de foin et des résidus provenant de la manutention des denrées. Il serait, en effet, à craindre que l'entrepreneur, ayant emmagasiné des denrées irréprochables, en vue de la visite d'un inspecteur, ne remplace ces denrées par d'autres de qualité inférieure, après la visite effectuée.

En cas d'infraction à cette clause, l'entrepreneur subit une imputation égale à 2 0/0 de la valeur des denrées enlevées.

Les approvisionnements sont soumis à la visite des commissions ou des officiers désignés à cet effet par le ministre. Les chefs de corps ont également accès dans les magasins de l'entrepreneur pour visiter ou faire visiter, par les officiers sous leurs ordres, les approvisionnements de mobilisation qui sont spécialement affectés à leurs troupes. Ces inspecteurs ont libre accès de jour et de nuit dans les magasins de l'entrepreneur. Les fonctionnaires de l'intendance s'assurent constamment que les denrées de l'approvisionnement réunissent toutes les qualités exigées et qu'elles reçoivent tous les soins nécessaires à leur bonne conservation.

S'il s'élève à ce sujet des contestations entre l'entrepreneur et l'administration, le sous-intendant militaire fait placer sous scellés, en présence de l'entrepreneur, les denrées en litige et en prélève deux échantillons, dont l'un est soumis à l'examen d'une commission d'appel. Le

second échantillon est expédié au chef de la section technique du comité de l'intendance à Paris, en cas de recours au ministre.

Les denrées jugées défectueuses doivent être retirées des locaux affectés au service dans un délai de 48 heures.

L'entrepreneur est tenu, lorsque l'ordre en est spécialement donné par le ministre, de fournir des échantillons des denrées existant dans ses approvisionnements.

§ 4. — *Distributions.*

Aucune distribution ne peut commencer, ni se poursuivre hors de la présence d'un capitaine, à moins d'une autorisation écrite du chef de corps. Toute infraction à cette règle donne lieu à une pénalité pour l'entrepreneur.

Le capitaine aux distributions est porteur d'un bon sur lequel sont mentionnées les quantités à percevoir. Il est formellement interdit de percevoir, par convention tacite ou non, autre chose que ce qui figure au bon ; d'accepter toute substitution non autorisée ; de consentir à des échanges, ventes ou rachats de ration.

Ce capitaine procède à la vérification des instruments de pesage et de mesurage. Il a été constaté que les pesées étaient trop fréquemment l'occasion de fraudes commises au détriment des services de l'administration de la guerre ; aussi les instructions ministérielles se sont-elles, ces temps derniers, particulièrement attaché à les dévoiler.

On a observé des faits tels que les suivants : l'emploi de deux bascules dans le magasin, l'une juste, l'autre fausse. Lorsque la distribution était mal surveillée, on employait la dernière bascule.

Pour les bascules ordinaires les pesées étaient faussées à l'aide de surcharges mobiles sur les leviers inférieurs situés sous le tablier ou par le déplacement momentané de la boule régulateur située à l'extrémité du fléau ; cette boule ne doit pas pouvoir être déplacée à la main. On déplaçait aussi momentanément les points de suspension de divers organes.

Le mécanisme assez complexe des ponts bascules rend les fraudes plus faciles, et, de plus, s'exerçant sur de fortes pesées, elles peuvent donner d'un seul coup une erreur appréciable. On peut tenter d'agir sur l'appareil pour peser plus fort ou plus faible ; plus fort, s'il s'agit de marchandises à livrer ou de la tare de marchandises reçues ; plus faible, s'il s'agit de marchandises à recevoir ou de la tare de marchandises livrées. La plus petite surcharge (balle de plomb, écrou) ajoutée dans la coupole de tare ou placée sur une des parties mobiles de l'appareil dans le voisinage de cette coupole, peut modifier considérablement le résultat de la pesée, son effet étant multiplié par 1000 ou 2000 suivant le rapport de construction du pont bascule. Au moment des pesées, on plaçait une petite masse de 150 grammes à l'extrémité du bras de levier de la romaine du pont-basculé : cette petite masse, de même couleur que le bras de levier passait inaperçue, et la pesée

était faussée de 150 kilogrammes au détriment de la partie prenante.

La présence de chevaux attelés peut aussi avoir une influence sur les pesées : les pieds postérieurs ou l'un seulement peuvent poser sur le tablier ; des voitures à deux roues peuvent être chargées plus fort à l'arrière qu'à l'avant ; au moment de la pesée, le charretier serre énergiquement la sous-ventrière du cheval, en sorte que, celui-ci, soulevé à demi par les brancards, augmente la pesée d'une fraction de son propre poids ; le cheval peut aussi exercer un effort de traction ou de recul, etc...

Le levier qui transmet à l'appareil, sur lequel se font les lectures, l'effort exercé sur le tablier est généralement placé dans un caniveau recouvert par un plancher mobile, ce levier peut se trouver chargé momentanément d'un poids additionnel dont l'effort est d'autant plus important que la surcharge est placée plus près de la tringle de puissance. Au cours d'une distribution de fourrages à un corps de cavalerie, l'officier de distribution, faisant peser une fourragère vide dont il connaissait le poids, constata que le pont-basculé accusait un chiffre inférieur de 180 kilogrammes au poids réel. Recherches faites, on découvrit une brique sur le communicateur reliant le mécanisme inférieur du tablier à la romaine (1).

Les denrées présentées en distribution sont soumises à la visite ou reconnaissance préalable du capitaine aux dis-

(1) Notice sur la surveillance à exécuter en ce qui concerne les pesées du 30 septembre 1910.

tributions ; il examine les denrées préparées et vérifie qu'elles possèdent les qualités requises. S'il s'élève des difficultés pour leur réception, le différend est soumis à une commission d'examen qui comprend, outre le sous-intendant militaire, le commandant d'armes, l'officier du corps le plus élevé en grade après le commandant d'armes, les deux capitaines les plus anciens, le vétérinaire le plus élevé en grade et deux notables idoinés. La commission motive l'acceptation ou le refus qu'elle prononce ; elle indique les manutentions que les denrées doivent subir pour être admises en distribution, lorsque le rejet ne doit pas être définitif. Les décisions de la commission sont exécutoires s'il n'a pas été formulé de recours au ministre dans les 48 heures. Mais la décision de la commission est immédiatement exécutoire pour le remplacement des denrées refusées.

Les denrées d'approvisionnement ou de distribution qui ne satisfont pas complètement aux conditions de qualité exigées sont rejetées des approvisionnements ou refusées en distribution. Si l'altération des denrées est le résultat de circonstances fortuites survenues après l'entrée en magasin et indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, ces denrées lui sont remises, pour être immédiatement enlevées des magasins et remplacées par des denrées de bonne qualité. S'il est reconnu que les denrées sont défectueuses par leur vice propre ou que l'altération aurait pu être évitée par l'entrepreneur, les denrées défectueuses ou altérées sont restituées à l'entrepreneur qui subit

une imputation de 10 0/0 de la valeur de ces denrées et elles sont remplacées par l'entrepreneur. Si l'altération s'est produite sur des denrées appartenant à l'Etat et s'il est reconnu qu'elle aurait pu être évitée par l'entrepreneur, ce dernier subit une imputation égale à la valeur de la denrée de remplacement.

Si les denrées sont reconnues nuisibles à la santé des chevaux, avis en est donné à l'autorité civile pour qu'elle prenne telle mesure qu'elle jugera convenable en vue de la destruction de ces denrées ou de la destination à leur donner.

Les denrées peuvent être distribuées non rationnées, c'est-à-dire, qu'elles sont livrées en bottes, en balles ou en sacs du poids admis par les usages locaux. En aucun cas les fourrages ne peuvent être livrés en vrac.

Après avoir examiné les denrées, le capitaine indique sur le registre de visite si les denrées sont bonnes ou susceptibles de quelque observation critique. S'il déclare que les denrées sont mauvaises ou même seulement médiocres, il doit les refuser ; s'il qualifie les denrées de passables, ou seulement assez bonnes, il doit inscrire au registre les observations critiques qui motivent son appréciation.

Les observations critiques inscrites par le capitaine aux distributions sur le registre de visite, sont transcrites aussitôt par l'entrepreneur sur le « Registre des observations critiques » qui est envoyé au sous-intendant militaire.

Pour les troupes stationnées à plus de deux kilomètres

des magasins de l'entrepreneur, celui-ci est tenu de faire transporter dans le lieu qu'elles occupent, toutes les denrées qu'il est chargé de fournir ou de distribuer ; toutefois, ce transport ne saurait excéder dix kilomètres. Les concurrents connaissent cette particularité avant l'adjudication, ils formulent alors leurs offres en conséquence.

Lorsqu'une denrée reçue en distribution est sortie du magasin, elle ne peut, en aucun cas, y être rapportée pour être changée, ni faire l'objet de quelques réclamations que ce soit, pas plus sur la qualité que sur le poids ou le mesurage. Les balles de fourrages pressées reconnues défectueuses lors de la mise en consommation sont néanmoins remplacées.

L'entrepreneur est tenu de reprendre, dans les magasins des corps, les denrées reçues par eux et qui, se trouvant sans emploi au moment d'une mobilisation ou d'un départ définitif, ne pourraient être distribuées à des parties prenantes stationnées dans la place. Une indemnité de 10 0/0 est allouée à l'entrepreneur, pour les denrées qui ont été ainsi réintégrées dans ses magasins.

§ 5. — *Versements effectués par l'administration.*

L'entrepreneur est tenu de recevoir dans ses magasins, pendant la durée du marché, les denrées que l'administration juge à propos d'y faire verser pour être distribuées à la troupe ou conservées comme approvisionnements de précaution ou réexpédiées sur d'autres points. Il est tenu

de faire l'avance des droits d'octroi qui pourraient être exigés. Ces remises sont indépendantes des versements que l'administration peut avoir à effectuer pour remplacer des manquants constatés. Le cahier des charges spéciales, indique exactement les quantités de chaque denrée qui seront versées à l'entrepreneur dans le cours du marché.

Les denrées versées à l'entrepreneur doivent réunir toutes les conditions de qualité exigées de celles que l'entrepreneur fournit à l'administration. S'il soulève des difficultés à ce sujet, lors de la réception des denrées, le différend est tranché par une commission d'examen.

L'entrepreneur doit aménager ces denrées en magasin de manière que leur conservation soit parfaitement assurée et que leur recensement comme celui des denrées d'approvisionnement lui appartenant puisse être fait constamment avec promptitude et facilité.

Il est attribué à l'entrepreneur pour conservation et distribution des denrées de l'Etat une allocation fixée par quintal métrique, quelle qu'ait été la durée de conservation ; cette indemnité est de 0 fr. 25 pour le foin, 0 fr. 20 pour la paille, 0 fr. 50 pour l'avoine ou l'orge et 0 fr. 40 pour le son. Elle couvre tous les frais de réception, de conservation (logement et lotissement compris, bottelage du foin et de la paille, pelletage et criblage des avoines). L'indemnité ne peut être payée qu'une seule fois dans le cours du même marché pour une même denrée, c'est-à-dire, lorsque cette denrée sort des comptes de l'entrepreneur par suite de distribution, de réexpédition ou de

remise de service. Elle n'est due, d'ailleurs, pour les quantités non distribuées, que si, au moment de la reprise par l'administration, l'état de conservation des denrées ne donne lieu à aucune observation. Mais l'indemnité est due pour la conservation des denrées qui, après avoir été distribuées au cours du marché, sont ensuite rendues par les corps de troupe, pour être échangées avec d'autres, et sont réintégrées dans les magasins de l'entrepreneur.

Il n'est fait aucune allocation pour la conservation des denrées qui seraient remises à l'entrepreneur dans le dernier mois de son entreprise ; néanmoins, pour le cas où ces denrées viendraient à être distribuées, les primes fixées seraient réduites de moitié.

La responsabilité pécuniaire de l'entrepreneur se trouve engagée par les avaries provenant soit d'un défaut de vérification lors de l'entrée de la denrée dans ses magasins, soit du manque de soins apportés à sa conservation.

§ 6. — *Pénalités.*

Le sous-intendant militaire a le pouvoir d'infliger des pénalités à l'entrepreneur pour certains manquements dans son service ; dans la quinzaine, l'entrepreneur peut se pourvoir contre elles au directeur de l'intendance et, dans le délai d'un mois, au ministre.

Ces pénalités sont nombreuses, nous en avons déjà vu quelques-unes au cours de cette étude, mentionnons les

principales autres : lorsque l'entrepreneur introduit, en magasin, des denrées défectueuses ou non admises par le cahier des charges, il subit, sur la seule constatation du fait, une imputation de 10 0/0 de la valeur de ces denrées, calculée sur le prix du marché ; s'il est reconnu que l'introduction a été faite dans un esprit de fraude, le marché est résilié.

Lorsque les denrées sont rejetées des approvisionnements, l'entrepreneur subit une imputation de 2 0/0 s'il ne les a pas enlevées dans le délai fixé. Il lui est fixé un nouveau délai de cinq jours au plus, à l'expiration duquel les denrées, si elles sont encore en magasin, sont vendues par un officier public. Le prix de vente est versé à l'entrepreneur.

Lorsque l'entrepreneur n'est pas en mesure de livrer, à l'heure et dans les conditions voulues, les quantités qui lui ont été demandées, l'administration militaire est libre de faire pourvoir à la fourniture desdites quantités aux risques et périls de l'entrepreneur en défaut ; ce dernier subit, en outre, une imputation égale à 5 0/0 de la valeur de ces denrées ; en cas de première récidive, le taux de l'imputation est élevé à 6 0/0 ; à la seconde il est de 8 0/0 et de 10 0/0 à la troisième. Le marché est résilié à la suite de la quatrième.

Lorsqu'une denrée non altérée est néanmoins refusée en distribution par suite de défaut de manutention (criblage insuffisant pour l'avoine, foin présentant des parties défectueuses, etc.) et qu'elle doit subir de nouvelles opé-

rations de nettoyage ou de manutention pour être mise en état d'être consommée, l'entrepreneur subit une imputation égale à 2 0/0 de la valeur de la denrée ; en cas de récidive, elle est portée à 5 0/0.

Lorsque les denrées, quoique non nuisibles, ont été refusées pour défaut de qualité, et que, faute de ressources locales, la partie prenante est néanmoins obligée de les accepter, l'entrepreneur subit une imputation égale à 10 0/0 de leur valeur.

L'entrepreneur est obligé de se conformer aux prescriptions du décret du 10 août 1889 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat et aux conditions de nationalité exigées par le cahier des charges ; en cas de première infraction il subit une pénalité de 50 francs et de 100 francs à chacune des infractions suivantes ; dans ce cas le marché peut aussi être résilié.

Ces pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable et sans préjudice des sanctions judiciaires résultant de l'application du Code pénal ou de la loi du 4^{or} août 1905 sur la répression des fraudes.

La limite maximum des imputations est fixée à 10 0/0 de l'importance du marché indiquée au procès-verbal d'adjudication. Dès que ce maximum est atteint, l'administration est libre de prononcer la résiliation du marché sans mise en demeure préalable.

§ 7. — *Préposés. — Cautionnement. — Ecritures.*
Paiement.

Lorsque l'entrepreneur ne dirige pas lui-même, ce qui arrive la plupart du temps, les détails de son service, il est tenu de se faire représenter par un fondé de pouvoir ou un préposé auquel les communications de l'administration sont valablement adressées en ce qui concerne la direction des détails du service dans la place. L'entrepreneur soumet la nomination de son préposé au directeur de l'intendance. Les préposés ainsi que les ouvriers employés par l'entrepreneur doivent être Français ou naturalisés Français.

L'adjudicataire est tenu : de payer aux ouvriers le salaire déterminé avant l'adjudication ; de limiter la durée du travail journalier à la durée normale en usage dans la ville. L'acceptation de ces clauses par l'adjudicataire doit faire l'objet d'une clause spéciale dans son marché. Vu la nature du service à assurer, le repos hebdomadaire est obligatoire et fixé au dimanche.

L'embauchage d'ouvriers par les sous-entrepreneurs ou tâcherons pratiquant l'opération du marchandage est interdit.

L'importance du cautionnement est fixée à cinq francs par cheval de l'effectif de base prévu au marché et celle du cautionnement provisoire exigé pour prendre part à l'adjudication à la moitié du cautionnement définitif.

Dans chaque magasin de place en service permanent, les mouvements successifs d'entrée et de sortie des magasins sont mentionnés, sans aucune exception, par l'entrepreneur, sur un registre spécial, dit des entrées et sorties, tenu jour par jour et sans aucune lacune.

Lorsqu'il y a lieu, les denrées appartenant à l'administration sont inscrites distinctement de celles appartenant à l'entrepreneur.

L'entrepreneur tient, en outre, le registre de visite des denrées mises en distribution ainsi que le registre des observations critiques destiné à recevoir l'inscription des critiques portées sur le registre de distribution. En cas de critique formulée, le sous-intendant militaire en est informé, dans les 24 heures, par l'entrepreneur ; il formule alors ses observations.

L'entrepreneur établit aussi des états de situation. Ces registres deviennent la propriété de l'administration en fin de marché.

Tous les mois, sur la production des bons de distributions, le sous-intendant militaire délivre à l'entrepreneur un mandat d'acompte des cinq sixièmes de la fourniture faite. Ce mandat est délivré dans les cinq jours qui suivent le dépôt des bons.

Le sous-intendant militaire, ordonnance par trimestre, ou sur la demande de l'entrepreneur, par acomptes mensuels, la somme due au titre d'entretien de l'approvisionnement et des frais généraux de l'entreprise.

La valeur de l'approvisionnement repris par l'entrepre-

neur est imputée sur ses factures successives, de trimestre en trimestre, jusqu'à concurrence des sommes dues.

Indépendamment des sommes payées à l'entrepreneur pour fournitures et pour indemnité de conservation et distribution de denrées versées par l'administration au cours du marché, il lui est alloué une somme ferme indiquée au marché, pour toute la durée de l'entreprise, à titre de frais généraux de l'entreprise et d'entretien de l'approvisionnement, couvrant tous les frais d'entretien et de manutention, l'intérêt du capital, les frais de location, les frais divers, etc... Cette somme peut être payée par acomptes mensuels sur la demande de l'entrepreneur, mais seulement lorsque la valeur des approvisionnements aura été complètement retenue.

§ 3. — *Cas de mobilisation.*

En cas de mobilisation, l'entrepreneur est tenu d'assurer le service dans les conditions du temps de paix, jusqu'à épuisement de l'une des denrées d'approvisionnement dont il a l'entretien.

L'importance des fournitures journalières n'est plus basée sur les quantités fixées par le cahier des charges spéciales, mais sur celles que détermine le sous-intendant militaire. Il met alors à la disposition de l'entrepreneur le personnel et le matériel de complément nécessaires pour assurer la fourniture des denrées en sus des maxima.

L'administration peut reprendre la partie de l'approvisionnement repris à l'ancien entrepreneur et se faire céder la partie constituée par l'entrepreneur actuel dans les conditions de prix indiquées au marché.

Dans certaines places dont le cahier des charges spéciales fait mention, après épuisement d'une des denrées des approvisionnements constitués en temps de paix, le marché continue par l'exécution d'un service de guerre. Les obligations de l'entrepreneur sont alors limitées à la conservation et la distribution des denrées fourragères.

L'entrepreneur et son préposé, s'ils sont encore astreints aux obligations militaires, sont maintenus en sursis d'appel aussi longtemps que le service l'exige.

Le service de guerre prend fin au jour fixé par l'autorité militaire, sans que la durée totale de son exécution puisse être supérieure à trois mois. Dans tous les cas, le marché est définitivement résilié le jour même où prend fin le service de guerre.

§ 9. — *Cessation du service. — Remise du service.*

Si les consommations viennent à cesser dans la place et ne sont pas reprises dans un délai de 45 jours, il est alloué à l'entrepreneur une indemnité égale au dixième de la valeur de la fourniture qui resterait à effectuer pour atteindre le minimum de fourniture stipulé au marché.

La partie de l'approvisionnement qui a été reprise à l'ancien entrepreneur ou versée par l'administration est

reprise par le Département de la guerre. En ce qui concerne la partie de l'approvisionnement qui a été constituée par l'entrepreneur actuel, elle reste la propriété de cet entrepreneur, mais il lui est alloué une indemnité égale à 10 0/0 de la valeur de cette partie. La prime annuelle pour frais généraux et d'entretien est payée en sus à l'entrepreneur, mais diminuée d'une somme représentant 5 0/0 de la valeur de l'approvisionnement repris par l'administration ou conservé par l'entrepreneur et calculée sur la période de temps restant à courir jusqu'à l'expiration du marché.

A l'expiration de son marché, l'entrepreneur laisse en magasin l'approvisionnement de denrées fourragères qu'il est tenu d'entretenir en tout temps, c'est-à-dire les denrées qu'il a reprises de l'entrepreneur précédent et celles qu'il a lui-même emmagasinées pour porter l'approvisionnement au total indiqué pour le cahier des charges spéciales. Il laisse naturellement aussi les denrées qui lui ont été versées par l'administration.

La remise de ces denrées à l'entrepreneur entrant a lieu dans les mêmes conditions de qualité et de conservation que celles qui régissent la livraison de ces denrées à l'administration. Les denrées reconnues défectueuses et rejetées des approvisionnements doivent être remplacées par l'entrepreneur sortant.

Les opérations de remise et à reprise sont constatées par un procès-verbal établi par le sous-intendant militaire, déterminant l'état de conservation des denrées et statuant,

s'il y a lieu, sur les responsabilités encourues par l'entrepreneur sortant.

Les contestations qui peuvent survenir entre l'entrepreneur entrant au sujet de la qualité des denrées sont réglées par une commission d'appel.

TITRE III

Service du chauffage.

Le service du chauffage a pour but : de fournir le chauffage et l'éclairage aux corps de troupe ; d'assurer le service du chauffage et de l'éclairage dans les manutentions militaires ; de pourvoir aux approvisionnements de réserve.

Les approvisionnements nécessaires à l'administration, soit pour le service courant, soit pour la réserve de guerre, sont obtenus au moyen de marchés de livraison passés par l'administration suivant les principes généraux.

C'est également l'administration qui, actuellement, passe les marchés pour assurer la fourniture de charbon nécessaire aux corps de troupe (1).

Les conditions des fournitures sont spécialement régies par un cahier des charges communes du 12 août 1910 et

(1) HAFEMAYER, *L'administration générale, son organisation, ses ressources*, tome I, p. 127.

par un cahier des charges spéciales établi pour chaque adjudication régionale.

Les marchés sont passés par adjudication publique (adjudications simples) au chef-lieu de chaque corps d'armée par les soins d'un sous-intendant militaire. Ils embrassent une période d'une année à partir du 1^{er} avril. La durée des marchés s'applique à la période pendant laquelle les corps et établissements ont le droit d'adresser des commandes aux adjudicataires, et non à la période d'exécution de ces commandes : ainsi, un corps ne peut adresser sa première commande que le 1^{er} avril, mais il a droit de n'envoyer la dernière commande que le 31 mars de l'année suivante.

Les combustibles employés normalement pour le chauffage sont : le bois, le charbon de bois, la houille, le coke, les agglomérés. Les fournitures sont fractionnées, suivant les sortes de combustibles demandées ; de plus, chaque sorte est divisée en lots formant autant de marchés distincts et comprenant chacun une ou plusieurs places.

Les cahiers des charges stipulent les conditions de qualité que doivent réunir les fournitures. Les sortes de houilles qui peuvent être fournies sont les suivantes : anthracite, houille maigre à courte flamme, houille demi-grasse ; trois quarts grasse, grasse, lignite. « Ces houilles doivent être de fraîche extraction, brûler sans répandre d'odeur sulfureuse et ne pas attaquer les grilles des appareils de chauffage. »

Il est admis, comme déchet de route, une proportion

de 18 0/0 de menus. Le cahier des charges indique, avec de nombreux exemples à l'appui, les réfactons que subit l'entrepreneur si cette proportion est dépassée ; à partir de 35 0/0, le charbon est refusé. Ces réfactons peuvent monter jusqu'à 2 francs pour 100 francs.

« Les agglomérés doivent être durs, sonores, homogènes, peu hygrométriques, et à peu près dépourvus d'odeur. »

« Le coke ne doit pas contenir plus de 8 0/0 d'eau, ne pas donner plus de 15 0/0 de déchets de foyer. La tolérance des menus et poussières est de 3 0/0 ».

En principe, les fournitures doivent être de provenance française ; certains cahiers des charges spéciales admettent les combustibles étrangers en concurrence avec les produits français. Les soumissionnaires indiquent alors dans leur soumission celle de ces deux provenances qu'ils se proposent de livrer ; à prix égal, la préférence est donnée aux combustibles de provenance française.

Il est garanti aux adjudicataires une quantité déterminée de fournitures, avec une tolérance d'un dixième en plus ou en moins. Lorsqu'en fin de marché le minimum garanti à l'entrepreneur n'est pas atteint, il est dû à ce dernier une indemnité égale à 10 0/0 de la valeur du combustible nécessaire pour atteindre le minimum garanti.

Les combustibles sont livrés soit sur wagon en gare destinataire, ou sur le quai du port d'arrivée pour les transports par voie d'eau, soit dans les casernements ou

établissements, suivant les indications du cahier des charges spéciales.

Une particularité à noter dans la passation des marchés de combustible, c'est que la préférence est donnée par lot suivant que le lot ne comprend qu'une seule place et une seule sorte de combustible ou inversement. Dans le premier cas, la préférence est donnée d'après le prix du quintal, dans le second cas d'après le montant de la fourniture. C'est ainsi que : dans le cas où le lot ne comprend qu'une place et une seule sorte de combustible, la préférence est accordée à celui qui a offert le prix le moins élevé par quintal ; dans le cas où le lot ne comprend qu'une place et plusieurs sortes de combustibles, on multiplie les quantités demandées de chaque combustible par le prix offert, on fait le total des produits ainsi obtenus et la préférence est donnée à celui qui a offert le total ainsi obtenu le moins élevé, à condition toutefois que ce prix soit dans les conditions du prix-limite.

Les commandes sont établies par les corps de troupe et établissements militaires suivant les besoins et les moyens d'emmagasinement. Les cahiers des charges spéciales indiquent la quantité qui sera commandée pendant la période d'été. Dans le cas où cette quantité n'aurait pas été commandée avant le 1^{er} octobre, le fournisseur aura droit à une indemnité égale au dixième de la valeur de la quantité non commandée en temps voulu ; de plus, le fournisseur peut demander avant le 16 novembre que cette quantité non fournie soit déduite du maximum à fournir.

Cette mesure est très équitable, car le fournisseur a établi ses prix en vue de la date des commandes ; or les prix d'été pour le combustible sont toujours inférieurs aux prix d'hiver ; le fournisseur aura donc soumissionné à un prix moins élevé s'il doit effectuer les commandes pendant la période d'été, il aura demandé un prix supérieur pour les commandes à livrer en hiver. Les corps de troupe et les établissements ont évidemment intérêt à faire leurs commandes en été, ils y gagnent d'abord en payant un prix moins élevé et, la fourniture étant faite au quintal, ils réalisent un bénéfice sur le poids, les combustibles contenant moins d'humidité l'été que l'hiver.

Pour les livraisons à faire sur wagon en gare destinataire ou sur le quai du port d'arrivée, chaque commande ne peut être inférieure à cent quintaux de houille et à cinquante quintaux de coke. Cette disposition a pour but d'éviter à l'entrepreneur des frais inutiles de transport ; on sait en effet que les tarifs de transport des compagnies de chemin de fer sont réduits proportionnellement au chargement des wagons lorsque ceux-ci atteignent un certain poids minimum.

Les commandes sont exécutées dans un délai de trente jours ; par exception pour la première commande, le délai peut être réduit à vingt jours.

Il est procédé aux réceptions, dans les corps de troupe, par une commission spéciale composée : d'un officier supérieur ou subalterne, président ; d'un commandant d'unité administrative, et de l'officier ou adjudant de caser-

nement, secrétaire. Cette commission est nommée au 1^{er} avril de chaque année par le chef de corps.

La réception de chaque livraison comprend une réception provisoire et une réception définitive.

La réception provisoire est effectuée en gare ou sur le quai du port d'arrivée le lendemain de la réception de l'avis d'arrivée. Pour les livraisons dans les casernements ou établissements, la réception provisoire est effectuée au moment de la livraison. La commission se forme une opinion d'après les pièces attestant l'origine de la marchandise, l'aspect extérieur de la fourniture, les pesées et les essais très simples qui peuvent être effectués séance tenante. Elle prononce soit le refus de tout ou partie de la fourniture, soit son acceptation sous réserve des réfections qui pourront être appliquées lors de la réception définitive.

La réception définitive est effectuée dans la caserne ou l'établissement destinataire, dans un délai de cinq jours au maximum à compter du lendemain de la réception provisoire. A la suite de cette vérification, la commission arrête, s'il y a lieu, les réfections à appliquer pour menus ou poussières, pour excès de déchets de combustion, pour insuffisance de teneur en matières volatiles, pour excès d'eau, etc... Sauf le cas de fraude n'ayant pu être reconnu lors de la réception provisoire, aucun rejet ne peut être prononcé au moment de la réception définitive.

La vérification des combustibles comporte deux séries distinctes d'opérations relatives à la réception définitive.

Les opérations de la première série sont du domaine de la pratique courante. Les opérations de la deuxième série comportent des mesures précises et notamment, en certains cas, une analyse chimique. Elles sont effectuées avec le fournisseur et pour certaines de ces opérations, on a recours au laboratoire de l'usine d'essais de Billancourt.

Le cahier des charges donne de nombreux détails techniques pour ces analyses.

Si le fournisseur n'accepte pas la décision de la commission spéciale de réception, soit après la réception provisoire, soit après la réception définitive, le litige est soumis à une commission d'appel.

Les conclusions de la commission sont immédiatement exécutoires, même en cas de recours, car il est nécessaire de décharger le matériel de transport.

En cas de refus des denrées, un délai est accordé au fournisseur pour leur remplacement; s'il n'est pas effectué, l'entrepreneur subit une pénalité de 0 fr. 25 par 100 francs pendant les trente premiers jours et de 0 fr. 50 à compter du trente et unième jour. Il n'est pas accordé de nouveau délai si le combustible livré en remplacement du premier est encore refusé.

Il peut être passé un marché par défaut, si les retards apportés dans les livraisons se prolongent au delà de 40 jours.

Le fournisseur est tenu de réaliser un cautionnement déterminé d'après l'importance des lots dont il s'est rendu adjudicataire.

Les frais de déchargement, de pesage et de camionnage à l'arrivée sont à la charge du fournisseur ; les droits d'octroi incombent aux corps de troupe et établissements.

Le payement des fournitures est effectué après l'exécution complète de chaque commande et au plus tard trente jours après la remise de la facture par le fournisseur, soit directement entre les mains de l'adjudicataire, soit sur traites.

Le marché est résilié de plein droit et sans indemnité : si un établissement militaire vient à passer du régime de la gestion directe à celui de l'entreprise, ou vient à être supprimé ou cesse de fonctionner ; si une garnison complète est définitivement supprimée. Le fournisseur est alors prévenu au moins un mois à l'avance de la décision de l'administration.

CONCLUSION

Par l'exposé que nous venons de faire des règles qui régissent les marchés de subsistances militaires passés par l'administration de la guerre, on a pu se rendre compte du soin qui a été apporté à la réglementation de ces marchés. Rien n'a été laissé à l'imprévu, ni à l'arbitraire des autorités chargées de passer ces marchés ; nous avons rapporté les principales dispositions des cahiers des charges, passant toutefois sous silence de nombreux détails qui n'auraient fait qu'alourdir des développements déjà longs et parfois trop techniques.

Cette réglementation est, de la part de l'administration de la guerre, le fruit d'une longue expérience ; les circulaires et instructions ministérielles se sont attachées, chaque fois qu'un cas non prévu se présentait ou qu'une clause obscure ou ambiguë était diversement interprétée, à solutionner aussi clairement que possible ces différents cas. Certaines clauses étaient stipulées en faveur des entrepreneurs ; ces derniers s'en étant prévalu avec succès, l'administration, faisant seule la loi du contrat, supprima ou modifia ces clauses et à mesure qu'elle s'aperçut de

manquements commis malgré la lettre du contrat, elle renforça les termes des cahiers des charges, de telle sorte que maintenant, il est difficile de trouver cette réglementation en défaut.

L'alimentation du soldat est une branche du service administratif qui mérite tous les soins de l'administration ; toute négligence en cette matière entraîne des résultats déplorable. Depuis quelques années, de nombreuses et utiles réformes ont été accomplies, particulièrement en ce qui concerne la réception des denrées ; nous l'avons dit, c'est à l'initiative de M. Henry Chéron que nos soldats sont redevables d'avoir actuellement une nourriture saine et forte, exempte de tout reproche.

Mais en exigeant, des fournisseurs de l'armée, des denrées de qualité irréprochable, il s'ensuit inévitablement que les soumissionnaires demanderont des prix plus élevés ; cette répercussion s'est déjà fait sentir dans les diverses branches du service des subsistances. Toutefois, l'administration ne consent pas toujours à hausser les prix pour les mettre en concordance avec les qualités exigées. Les prix-limites sont souvent fixés à un taux trop inférieur pour que l'administration soit en droit d'exiger des fournitures parfaites. Les fournisseurs comptent alors parfois sur l'incompétence de certains officiers réceptionnaires pour livrer des denrées de qualité inférieure ; actuellement encore, lorsqu'un commerçant possède des marchandises de bonne première qualité, il n'a garde de les livrer à l'administration, il les réserve pour la consommation civile.

Il serait souhaitable de voir ces prix-limites hausser dans une certaine mesure : les soumissionnaires viendraient plus confiants, et les fournisseurs, voyant leurs denrées payées un prix raisonnable, livreraient sans hésitation les meilleurs de leurs produits. Ils ne peuvent le faire actuellement, car les prix payés par l'administration de la guerre sont toujours inférieurs à ceux du commerce.

Il existe une tendance à prendre en suspicion tout fournisseur de l'armée et à voir en lui un fraudeur. Nous ne pouvons nier qu'il y ait eu de nombreux abus ; une certaine classe de fournisseurs ne reculant devant aucune fraude, même des plus coupables, principalement dans la fourniture des viandes de boucherie où toute tromperie est plus grave qu'un vol. Mais il est de nombreux commerçants qui se sont toujours fait un devoir de fournir des denrées irréprochables et en quantité demandée, auxquels l'administration de la guerre n'a jamais eu la moindre critique à adresser durant les nombreuses années pendant lesquelles elle a été en rapport avec eux.

On nous impose des cahiers des charges aux conditions trop rigoureuses, l'administration est trop méticuleuse et trop autoritaire, diront certains fournisseurs, et nous ne pouvons fournir, aux conditions stipulées, les denrées demandées. La concurrence nous oblige aussi à consentir des prix trop peu rémunérateurs. — S'il en est ainsi, il importe de laisser agir ces soumissionnaires trop entreprenants, ils reconnaîtront bien vite leur erreur et leur zèle se calmera ; mais que les soumissionnaires sérieux offrent

des prix raisonnables pour être en mesure de livrer des denrées de première qualité.

L'Etat consacre des sommes importantes et s'impose des sacrifices très lourds pour l'entretien de son armée. Les dépenses s'accroissent chaque année ; les statistiques sont nombreuses pour montrer les sommes « englouties en pure perte », dépenses inutiles, dit-on, qui trouveraient mieux leur emploi à des œuvres pour lesquelles l'Etat manque d'argent. Laissant de côté la question de défense nationale qu'il importe d'assurer au prix même des plus grands sacrifices, a-t-on bien réfléchi que l'argent ainsi dépensé n'est pas, comme on veut bien le croire, de l'argent perdu. Que de commerçants et d'ouvriers vivent de l'armée !

Nous avons abordé, dans notre étude, un seul des chapitres de dépenses, il en reste de nombreux et non des moindres. La plupart des services sont assurés soit directement soit indirectement par la main-d'œuvre civile ; que de nombreux ouvriers se trouveraient sans emploi si l'armée venait à disparaître et combien de commerçants ne trouveraient plus de débouché à leurs marchandises.

L'armée disparaissant, les hommes qui la composent seraient bien obligés de se nourrir néanmoins, objecte-t-on, et les débouchés ne seraient que déplacés.

Nous répondrons : il est tout d'abord un élément qui disparaîtrait complètement : ce sont les chevaux des régiments de cavalerie et d'artillerie et par là même le débouché qui est ouvert aux éleveurs et aux producteurs de

denrées fourragères. La dispersion des hommes se ferait sentir d'une façon insignifiante sur les consommations d'une ville, tandis que, formant une agglomération, c'est un centre qui attire tout à lui. Un phénomène intéressant se produit en effet dans chaque ville dès qu'une nouvelle garnison s'y implante : logée à l'écart de toute habitation, elle voit bientôt se grouper autour d'elle tout un amoncellement de maisons qui la relie bientôt à la ville dont on avait voulu l'écarter. Pourquoi ce besoin de venir ainsi se grouper auprès des casernes, sinon le désir d'entrer en relation avec elles dont l'espoir d'en tirer bénéfice.

Certaines villes de garnison de l'Est de la France n'ont actuellement, pour ainsi dire, d'autre commerce que celui que leur procure le voisinage des corps de troupe. Les troupes retirées ce seront des villes mortes, on en voit un exemple durant le temps des manœuvres : le petit commerce languit, les étrangers se font moins nombreux, la ville est triste, car le soldat ne l'anime plus. Nous citerons ainsi certaines places où l'agglomération de la population militaire est hors de proportion avec l'importance de la population civile : à Verdun, par exemple, la population militaire est de 120 0/0 de la population civile ; à Toul, de 110 0/0 ; à Sampigny, de 48 0/0 ; à Lunéville, de 45 0/0, à Epinal, de 38 0/0, etc... et l'on peut dire que ces villes « vivent du soldat ».

Donc, les sommes dépensées pour l'entretien de l'armée ne le sont pas en pure perte, puisqu'elles profitent directement ou indirectement à toute une forte catégorie de per-

sonnes ; mais il importe qu'elles soient dépensées intelligemment et que l'administration ne soit pas dupe de manœuvres plus ou moins déloyales. Les soumissionnaires sérieux demanderont alors des prix assez rémunérateurs pour fournir des denrées irréprochables et se placer ainsi à l'abri de tout soupçon.

Vu : le doyen,
P. CAUWÈS

Lu et approuvé : le président
R. JACQUELIN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de L'Académie de Paris,
L. LIARD.

SOURCES CONSULTÉES

H. BERTHÉLEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif* ; cinquième édition, 1908.

BOUQUERO. — *Fabrication du pain de troupe par l'appel au commerce*, 1893.

Bulletin officiel du Ministère de la Guerre, n^{os} 25¹ et 91.

Cahier des clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures du Département de la guerre du 6 juillet 1909.

CHOTEL. — *L'alimentation de l'armée*, 1900.

Circulaire du 22 avril 1905 relative aux mesures à prendre en vue de la formation et de l'entretien d'une partie des approvisionnements nécessaires pour la mobilisation.

Circulaire du 24 novembre 1906 relative aux demandes d'augmentation des prix des marchés passés pour la fourniture des denrées des ordinaires.

Circulaire du 3 janvier 1907 relative à l'achat des haricots dans le commerce par l'administration militaire et les corps de troupe.

Circulaire du 21 janvier 1907 relative à la préparation des cahiers des charges.

Circulaire du 21 janvier 1907 relative à la préparation et à la passation des marchés.

Circulaire du 27 février 1907 relative à la réception de la viande dans les corps de troupe.

Circulaire du 12 juin 1907 relative à la surveillance de la distribution des denrées et de leur conservation dans les corps de troupe.

- Circulaire du 22 avril 1908 relative à la passation des marchés pour la fourniture de la viande fraîche et à la fixation du taux de la prime de viande.
- Circulaire du 25 avril 1908 relative aux conditions générales d'application du décret du 18 novembre 1882 par le Département de la guerre.
- Circulaire du 19 mai 1908 sur la provenance du bétail à admettre dans les fournitures de viande pour l'armée.
- Circulaire du 30 juin 1908 relative à la recherche et à la répression des fraudes dans les pesées.
- Circulaire du 9 septembre 1909 relative aux mesures à prendre en vue des achats de pommes de terre.
- Circulaire du 25 octobre 1910 relative à la reprise des achats directs de grains et de fourrages.
- Décret du 18 novembre 1882 relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat.
- Décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.
- Décret du 22 avril 1908 sur les Ordinaires.
- Décret du 5 juin 1907 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications en ce qui concerne les denrées et boissons servant à l'alimentation des armées de terre ou de mer.
- Entreprise de fourrages à la ration, cahier des charges générales du 14 avril 1909.
- Entreprise des moutures, cahier des charges communes du 6 mai 1910.
- Entreprise d'approvisionnement de denrées du service des subsistances militaires, cahier des charges communes du 13 juin 1911.
- Fabrication et fourniture du pain de guerre, cahier des charges générales du 2 août 1908.
- Fabrication du pain de troupe, cahier des charges communes du 14 juin 1910.
- Fournitures de denrées à effectuer par marchés de livraison dans les magasins des subsistances militaires, cahier des charges générales du 7 juillet 1904.

Fourniture de café vert, cahier des charges générales du 26 septembre 1905.

Fourniture de farine, cahier des charges, type du 27 août 1907.

Fourniture des conserves de viande, cahier des charges générales du 27 août 1909.

Fourniture de paquets individuels de potage condensé, cahier des charges générales du 8 septembre 1909.

Fourniture de conserve de porc rôti, cahier des charges communes du 28 octobre 1909.

Fourniture du pain de troupe, cahier des charges communes du 14 juin 1910.

Fournitures des combustibles minéraux nécessaires aux corps de troupe et éventuellement à des établissements militaires, cahier des charges communes du 12 août 1910, mis à jour jusqu'au 20 avril 1911.

GERVAIS. — *L'alimentation dans l'armée*, 1894.

HAFFEMAYER. — *L'administration générale, son organisme, ses ressources*, 1908.

Instruction sur les boucheries militaires du 17 mars 1904.

Instruction relative à la saisie des viandes provenant d'animaux atteints de tuberculose du 27 mai 1906.

Instruction du 15 mars 1907 sur l'organisation et le fonctionnement de la commission des cahiers des charges et marchés.

Instruction du 22 avril 1908 relative aux principales dispositions à insérer dans les cahiers des charges pour la fourniture de la viande aux corps de troupe.

Instruction du 2 mai 1908 sur le contrôle de l'examen des viandes et des animaux de boucherie destinés à la troupe.

Instruction technique du 16 mai 1908 pour la reconnaissance et l'examen de la viande sur pied et abattue.

Instruction du 12 juin 1909 pour l'application du décret du 5 juin 1908 sur la répression des fraudes dans l'armée.

Instruction du 6 novembre 1908 relative à l'enseignement à donner au personnel militaire chargé de l'examen et de la réception des animaux et des viandes de boucherie.

Instruction du 6 juillet 1909 relative aux marchés du Département de la guerre.

Instruction spéciale pour le capitaine aux distributions du 30 septembre 1910.

Instruction spéciale au service des distributions du 30 septembre 1910.

Notice sur les conditions que doivent remplir les denrées d'ordinaires autres que la viande.

Rapport de Maurice Berteaux au Président de la République Française du 22 avril 1905.

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales communes à plusieurs branches du service des subsistances.

Chapitre premier. — Objet du service. Son organisation.	
Personnel d'exécution.	7
Chapitre II. — Moyens d'approvisionnement. Caractère des marchés de fournitures	11
Chapitre III. — De l'adjudication	24
Chapitre IV. — Réglementation des marchés de subsistances. Refonte de cette réglementation.	28
Chapitre V. — Passation des marchés par adjudication publique.	32
Section I. — Règles communes aux adjudications. .	34
Section II. — Règles applicables aux adjudications simples.	38
Section III. — Règles applicables aux adjudications restreintes.	62
Chapitre VI. — Marchés de gré à gré.	70
Chapitre VII. — Prix-limites.	76
Chapitre VIII. — Cautionnements.	81
Chapitre IX. — Provenance des fournitures. Leur réception. Répression des fraudes.	95
Chapitre X. — Commissions d'appel.	112

Chapitre XI. — Fournitures refusées ou ajournées. Retard.	
Cas de force majeure.	117
Chapitre XII. — Résiliation de marché. Marché par défaut.	122
Chapitre XIII. — Règlement des dépenses.	129
Chapitre XIV. — Contestations.	133
Chapitre XV. — Conditions de travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.	137

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions particulières à chaque branche du service.

Titre I. — Les vivres.

Chapitre I. — Fonctionnement du service dans la gestion directe.	145
Section I. — Approvisionnement en blé.	148
Section II. — Approvisionnement en farine. Moutures	154
Section III. — Approvisionnement en pain.	157
Section IV. — Approvisionnement en petits vivres. .	160
Section V. — Approvisionnement en conserves de viande.	171
Section VI. — Boucheries militaires.	178
Chapitre II. — Fonctionnement du service dans l'entre- prise.	182
Section I. — Entreprise des moutures.	185
Section II. — § 1. Fabrication et fourniture du pain de troupe.	197
§ 2. Fabrication et fourniture du pain de guerre.	311
Section III. — Entretien d'approvisionnements de denrées.	211
Chapitre III. — Marchés passés par les Ordinaires. . . .	216

Titre II. — Les fourrages.

Chapitre I. — Fonctionnement du service dans la gestion directe.	236
Chapitre II. — Fonctionnement du service dans l'entre- prise.	237

Titre III. — Chauffage.

Service du chauffage.	273
CONCLUSION.	281

Imprimerie BUSSIÈRE. — Saint-Amand (Cher)
